
Temps critiques

Luttes actuelles et
communauté humaine

Flux de capitalisation et
systèmes techniques

L'État-réseau : histoire
et modalités

N° 16 – PRINTEMPS 2012

SOMMAIRE

I. LUTTES ACTUELLES ET COMMUNAUTÉ HUMAINE

Des grèves d'octobre-novembre 2010 en France, puis des révoltes arabes au mouvement des indignés espagnols et des <i>occupy</i> américains TEMPS CRITIQUES	5
---	---

II. FLUX DE CAPITALISATION ET SYSTÈMES TECHNIQUES

Systèmes fluidiques et société connexionniste Bernard PASOBROLA	39
Derrière la crise financière, l'unification problématique du capital Jacques WAJNSZTEJN	85
Crise, dramaturgie et jeu Bernard PASOBROLA	131

III. L'ÉTAT-RÉSEAU : HISTOIRE ET MODALITÉS

État-réseau et genèse de l'État : notes préliminaires Jacques GUIGOU	135
Réseau et/ou oligarchie : les voies impénétrables de la domination du capital Jacques WAJNSZTEJN	149
Le retour en grâce du mot « oligarchie » Bernard PASOBROLA	163
Sur « l'en commun » Jacques GUIGOU et Jacques WAJNSZTEJN	167

I. LUTTES ACTUELLES ET COMMUNAUTÉ HUMAINE

Des grèves d'octobre-novembre 2010 en France puis des révoltes arabes au mouvement des indignés espagnols et des *occupy* américains

TEMPS CRITIQUES

Il serait bien sûr erroné d'attribuer le même sens à tous ces événements ou de considérer qu'ils manifesteraient le même niveau de radicalité, mais nous pensons qu'à l'instar de la fameuse « crise économique de 2008 », ils ont profondément marqué les années qui viennent de s'écouler. Nous avons, à chaque occasion, écrit quelques commentaires à chaud ou diffusé diverses interventions sur les événements auxquels nous avons participé. Nous n'avons pas jugé utile de reprendre ces textes tels quels dans ce numéro puisqu'on peut les trouver sur notre site¹. Mais comme ces événements nous collent encore à la peau, il nous a semblé nécessaire d'en réaliser la synthèse et de les mettre en perspective pour tenter de comprendre ce qui en constitue l'unité et définit la période actuelle, mais aussi pour distinguer les différences qui les opposent. Nous espérons arriver, par ce biais, à une meilleure compréhension des diverses composantes de ces mouvements, de leurs potentialités et des limites inhérentes à leurs stratégies ou modes d'action.

L'ÉPUISEMENT DU MOUVEMENT SOCIAL

La crise du travail et de ses représentations

Si les années 1960-1970 ont constitué le point d'inflexion entre l'apogée et le déclin des mouvements prolétariens, peut-on dire qu'octobre 2010 ait clos la période initiée en 1986 avec les grèves à la

1 – Sur les luttes d'octobre-novembre 2010 :

URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article280> ; *Interventions*, n° 10.

Sur l'insurrectionnalisme (article272) ; « Les indignés : écart ou surplace ? » (article283) ; « Notes sur le printemps arabe » (article281).

Nous avons tenté de dégager une perspective à partir de ces éléments dans le texte théorique « Le communisme une médiation ? », texte écrit dans le cadre d'une correspondance avec la revue *Ni patrie ni frontières*.

SNCF, celles menées dans les hôpitaux et par la jeunesse scolarisée, et sonné le glas des « mouvements sociaux » qui leur avaient succédé ? À première vue, oui : ces mouvements n'ont même plus de coordinations et les nouveaux syndicats comme SUD ou la CNT, vingt ans après leurs déclarations d'intention, ne songent plus qu'à faire entendre leur différence au sein des intersyndicales ou des « interpros ».

De 1995 à 2010 en passant par 2003, c'est le sentiment de répétition qui prédomine, la lassitude face aux grands appels à des « grèves nationales » sans lendemain, au verrouillage syndical cherchant à traduire tout mouvement en termes uniquement revendicatifs et quantitatifs, face aux grèves par procuration qui comptent de plus en plus d'adeptes pour de moins en moins de protagonistes².

Mais ces mouvements sociaux se situaient encore en référence au fil rouge de l'histoire des luttes de classes et du mouvement ouvrier. Et cela malgré le fait qu'ils aient abandonné une base de classe. À cet égard, on peut dire que le mouvement de 1995, dont le mot d'ordre est « Tous ensemble », représente un moment de basculement où la nouvelle unité se cherche non plus dans l'objectivité d'une position de classe, mais dans la défense des acquis de la lutte des classes et des institutions de solidarité de l'époque de l'État-providence, ce dernier étant lui-même le fruit d'un compromis entre ces classes.

Ce qui relie encore tout cela, c'est l'extension continue du salariat, au moins jusqu'au début des années 2000, et le maintien de l'idée de centralité du travail vivant dans le procès de production et de valorisation. On retrouve cette idée de centralité du travail aussi bien dans le mouvement de 1995 autour d'une Sécurité Sociale financée justement sur la base de l'extension continue du salariat dans la population active³, que dans le mouvement pour les retraites de 2003.

Le mouvement de 2010 ne dépasse pas cette limite qui persiste à se référer à l'époque bénie de l'État providence et au mode de régulation fordiste avec ses institutions abstraites de solidarité (le système de

2 – On a pu remarquer l'utilisation des temps de récupération et de RTT les jours de grève et de manifestations, ce qui rappelle les pratiques des ouvriers italiens au cours des luttes des années 70. Il est important de souligner que cette pratique ne fait pas partie des traditions de lutte du mouvement ouvrier français et qu'elle est le signe de nouveaux comportements illustrant le fait que toute affirmation d'une identité ouvrière devient impossible aujourd'hui.

3 – Bien que les premiers signes de crise se manifestent déjà : fiscalisation partielle (CSG) et extension des prestations de santé aux individus trop précaires (CMU).

sécurité sociale). Pourtant, ce mode de régulation n'a pas été émancipateur⁴ ou alors il ne l'a été qu'en rapport à une situation antérieure dans laquelle la force de travail était tendanciellement réduite à l'état de pure marchandise⁵. Mais il n'est en rien émancipateur vis-à-vis du travail lui-même qui est fondamentalement le résultat de la séparation entre les activités humaines⁶ et le produit de la domination et de l'exploitation sociales.

Le mouvement de 2010 se situe encore à l'intérieur de cette problématique et ne parvient pas à faire le lien entre la critique de la consommation et celle du salariat, l'objectif étant encore essentiellement celui du maintien du « pouvoir d'achat ». Or le processus paradoxal de la consommation contraint le travailleur à « payer » par son activité de consommateur son employabilité, à dépenser pour faire tourner la machine industrielle afin qu'il puisse continuer à vendre son propre temps, alors que cette possibilité est durement mise à l'épreuve par la concurrence des machines (inessentialisation de la force de travail). Temps de travail et temps « libre » sont donc, l'un comme l'autre, intégrés au processus productif, le travail se déclinant sur plusieurs modes : travail salarié, travail-loisirs, travail sur soi ou sur son image, travail de « mise à niveau », et ainsi de suite.

Le lien entre les attaques sur les acquis sociaux (âge des retraites et niveau de vie), la perte de substance du travail (pour une majorité, il n'est plus qu'un « emploi », ou, dans certains pays, un « job ») et l'inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation n'a pas plus été fait en 2010 qu'en 2003. C'est pourtant ce lien qui peut entretenir l'espoir d'une convergence des luttes ou des révoltes entre salariés garantis et précaires, retraités, jeunes et immigrés. En revendiquant seulement le maintien de la forme socialisée du salaire que repré-

4 – On peut même dire que ce type de solidarité abstraite a été un des fossoyeurs des valeurs originelles du mouvement ouvrier, valeurs reposant sur la solidarité concrète des coopératives et mutuelles ouvrières et non pas sur la confiance aveugle dans le rôle organisateur d'un État devenant progressivement le garant de la reproduction des rapports sociaux, le grand intégrateur, bref l'État social.

5 – Ce qui est déjà très discutable (cf. la critique de Polanyi adressée à la thèse de Marx et aussi nos analyses dans la revue *Temps critiques*). Loin de nous l'idée qu'il faudrait nier la réalité des acquis sociaux comme si ceux-ci n'avaient été que des formes de rationalisation supérieure du capitalisme afin de passer d'une société de discipline à une société de contrôle et non pas le fruit de la dialectique des luttes de classe, mais il ne faut pas mythifier non plus ces acquis.

6 – Quel meilleur exemple de séparation d'ailleurs que celui de la retraite !

sente le système de Sécurité Sociale, il continue à se placer sous la férule du capital. C'est sur ces faiblesses qu'a pu reposer la toute-puissance de l'intersyndicale dans la lutte. Une fois de plus et contrairement à ce que croient tous les gauchistes encore en activité, il n'y a eu aucune « trahison syndicale ». L'intersyndicale a pu, premièrement, jouer un rôle d'amplificateur du mouvement en facilitant son extension jusqu'aux petites communes ; deuxièmement, imposer son rythme avec le découpage de l'action en « temps forts » et « temps faibles » ; troisièmement, indiquer les règles de la partie à jouer, et donc les limites à ne pas dépasser – la grève reconductible : dangereuse car donnant la parole à la base ; la grève générale : utopique car elle ne se décrète pas ; l'atteinte aux biens et aux personnes : interdit car nous ne sommes tout de même plus dans les « années de plomb » italiennes, ni en Inde ou en Corée du Sud pour jeter les patrons ou les cadres par la fenêtre !

C'est pourtant ce lien entre grignotage des acquis et inessentialisation de la force de travail qui aurait permis au mouvement de poser un écart en relation à ce qui était attendu ou prévisible, de ne pas être seulement une réaction de mécontentement, mais un acte de refus et de révolte dépassant la simple défense des acquis (que représentent ces acquis sur les retraites, par exemple, pour des jeunes de 20 ans qui n'ont aucune possibilité de trouver un emploi ?), et traçant des perspectives d'émancipation par rapport aux logiques du capital en vue de son abolition. À défaut, il s'est produit, là aussi, un fameux blocage, mais c'est plutôt celui de la perspective du mouvement lui-même auquel l'État a pu opposer sans difficulté sa propre version du blocage : celui des négociations et des débouchés.

Le centrage sur la forme

Si les AG « interpro » d'aujourd'hui n'arrivent pas à la hauteur des coordinations de 1986, c'est un peu pour les mêmes raisons. En effet, les coordinations reposaient encore sur l'idée de professionnalité et sur la défense du métier (« roulants » de la SNCF, infirmières des hôpitaux), derniers vestiges de l'identité ouvrière fondée sur le travail. Or, dans la société capitalisée, cette identité ne peut même plus être affirmée ou alors il faut quasiment se mettre dans l'illégalité pour continuer à le faire (cf. le cas des enseignants « désobéisseurs » ou des salariés de Continental). Mais ces coordinations, comme plus tard le néo-syndicalisme à la SUD, exprimaient déjà la fin de l'unité de classe comme projet et le repli sur ce qu'on pourrait appeler un « basisme

corporatiste ». Les « roulants » refusaient de se lier aux autres chemins, les infirmières cherchaient à faire reconnaître la valeur de leur diplôme sans rapport avec les conditions des salariés subalternes des hôpitaux, les étudiants refusaient l'introduction d'un *numerus clausus* à l'entrée de l'université sans s'occuper du tarissement des offres d'emploi pour les diplômés. Tous cherchaient à arracher encore d'ultimes avantages sociaux ou démocratiques dans des secteurs particulièrement sensibles pour l'ordre étatique et la reproduction d'ensemble du rapport social.

Les grands syndicats allaient quand même tirer une leçon de tout cela. Plutôt que de risquer l'extension de ces formes de résistance à la base, ils impulsèrent, à partir des années 2000, des assemblées générales professionnelles ouvertes aux discussions, mais fermées aux décisions, et laissèrent s'organiser des assemblées interprofessionnelles bien peu générales et donc elles aussi peu décisionnelles. Le formalisme démocratique succédait à l'autoritarisme stalinien, mais sans que les différences de contenu de la lutte apparaissent clairement.

Les « interpros » représentent aujourd'hui une tentative artificielle de recréer une unité dite « à la base » alors qu'elles ne regroupent souvent que les néo-syndicalistes plus ou moins gauchistes et quelques grévistes mouvementistes. Leur seule activité collective est finalement de reprendre le mot d'ordre classique du mouvement ouvrier à ses meilleurs moments (grève générale), mais sans même lui adjoindre le qualificatif d'insurrectionnelle, ce qui le réduit à l'usage purement instrumental qu'en fait un syndicat comme Force Ouvrière ; ou alors de propager celui qui a été érigé en modèle depuis le début des années 2000 (grève reconductible), mais qui a montré ses limites dans la construction du rapport de force et son coût élevé pour les salariés avec le décompte défavorable des jours de grève adopté en 2003. Dans tous les cas, ces deux formes renvoient à des modes d'action typiques de l'époque de la centralité ouvrière, typique de l'époque où le nerf de la guerre était la production et où il fallait faire céder les patrons. Il en est tout autrement quand l'État est le principal patron (direct ou indirect) et quand l'élément central n'est plus la production, mais la reproduction d'ensemble⁷. De là la dimension nouvelle et stratégique des blocages, du moins à l'origine : ils représentent une action contre les flux plus

7 – Sur cette question de la reproduction, on peut se reporter aux articles parus dans la revue *Temps critiques* (nos 9 et 15).

que sur les stocks, une action de blocage de la circulation (des biens et services comme des personnes) plus qu'une action de grève au sens d'une cessation de l'activité de production. C'est là encore le signe qu'on a changé de période. Nous ne sommes plus au temps des occupations et des tentatives d'autogestion ou de gestion ouvrière, mais à une phase influencée par l'idée – plus ou moins théorisée auparavant ou explicitée dans le feu de l'action – que le capital s'est restructuré sous forme de réseau et que le patron comme la valeur se font « évanescents ». De la même façon que, sur la chaîne de travail des années 60-70, il suffisait que les OS bloquent un segment de la chaîne pour arrêter le processus de production, on a aujourd'hui l'impression que bloquer un segment du réseau suffit à arrêter le procès d'ensemble du capital. C'est ce qui a donné son retentissement au blocage des ports pétroliers. Mais les limites du blocage sont vite apparues. Le blocage ne peut être partiel, il faut qu'il aille jusqu'à la paralysie sans attendre la mythique grève générale. Le tract intitulé « Une hypothèse » (bilan orienté du mouvement contre la réforme des retraites) note qu'on assiste à un « dérèglement de la mécanique révolutionnaire imaginaire (grève-grève générale-expropriation-relance de la production sous contrôle ouvrier ou autogestion) ».

Cette situation atypique voit fleurir les formules synthétiques à vocation magique : situation de « mai rampant italien » pour l'écologiste Yves Contassot⁸, de « guerre sociale durable et pacifique » pour le spécialiste de l'oxymoron anticapitaliste Philippe Corcuff⁹, « résistance citoyenne et populaire » pour d'autres. Toutes prennent acte de l'éclatement du « Tous ensemble » de 1995 tout en refusant de l'inscrire dans une radicalisation des contenus et de la forme qu'ils condamnent implicitement ou explicitement comme stratégie du tout ou rien¹⁰. En

8 – S'il y a un point commun avec le « mai rampant italien », c'est dans la volonté des syndicats de laisser la bride sur le cou aux initiatives de la base à partir du moment où elles ne vont pas dans le sens d'une rupture du pacte entre partenaires sociaux. Dans cette mesure les petites frictions entre base et direction peuvent s'inscrire dans une dynamique de croissance quantitative des effectifs du syndicalisme et de renforcement des directions.

9 – Il semble être aussi à l'origine du « Je lutte de classes » censé manifester le retour de la lutte de classe au sein même du procès d'individualisation ayant conduit à l'individu égogéré.

10 – C'est par exemple explicite chez Corcuff qui veut garder au sein de la mobilisation les secteurs les plus prudents et les plus radicaux.

effet, même si certains parlent aujourd'hui d'un schéma qui oscillerait entre guerre civile et état d'exception d'un côté, délinquance sociale et lutte armée/insurrectionnisme de l'autre, ce qui prédomine aujourd'hui à de rares exceptions près (actes de révolte contre l'injustice et actes de désobéissance par exemple), ce ne sont pas des actions de rébellion, mais des comportements désabusés (vote pour les « extrêmes », absentéisme électoral, participation par défaut aux manifestations organisées et encadrées par les grandes centrales syndicales). Bien que l'on puisse parfois avoir l'impression de coups de fièvre, nous ne sommes pas dans une situation de haute tension¹¹.

Une telle reddition *a priori* du « mouvement social » s'est exprimée par l'absence visible de contenu du mouvement. Pas de revendications autres que celle du retrait du projet ou alors, côté minimaliste et majoritaire, une simple reprise des négociations et, côté maximaliste mais minoritaire, un retour à une situation antérieure plus favorable, alors que le chômage des jeunes et des salariés âgés augmente. Aucun mot d'ordre alternatif n'a eu de prise. Il n'est donc pas étonnant que le mouvement, tout en ayant été en partie spontané, se soit retrouvé assez vite encadré et porté par la nouvelle « boîte à outils » syndicale.

Nous sommes donc restés très loin d'une paralysie de l'appareil productif. D'autant plus loin que, contrairement à l'époque où les grèves de mineurs faisaient peser une menace grave sur la principale source d'approvisionnement, le développement sous contrôle étatique et syndical de la production d'énergie nucléaire ainsi que la récente diversification de nos sources d'approvisionnement en pétrole et gaz *via* les accords de l'Agence européenne de l'énergie et la toile d'oléoducs tissée par l'OTAN, rendent ces blocages plus symboliques qu'efficaces. Il y a là une faille dans les stratégies de blocage qui correspond, à notre avis, à une faiblesse dans l'analyse des transformations du capital. Si on veut sortir du symbolique – qui a quand même son importance – il ne s'agit pas de simplement bloquer les flux de personnes et de marchandises, mais de neutraliser les flux énergétiques qui alimentent l'ensemble des réseaux.

11 – Toute proportion gardée, cette situation forme le pendant du « temps des émeutes » que maints sociologues... et insurrectionnalistes nous promettent (cf. le texte à paraître de J. Wajnsztein et C. Gzavier, *La tentation insurrectionniste*, éd. Acratie, 2012).

Le fer de lance de substitution constitué par le secteur des raffineries a été a tort considéré par beaucoup d'observateurs comme un retour des grèves dans le secteur privé et la fin des grèves par procuration. Cette interprétation ne nous semble guère acceptable car, à part chez Peugeot, il ne semble pas y avoir eu une flambée extraordinaire de grévistes dans le privé, en tout cas sur le plan numérique, mais plutôt une extension des manifestations à la moindre petite ville ou commune. La « grève par procuration », s'il faut continuer à employer ce mot, a elle-même changé d'aspect car on est passé d'une procuration externe (salariés du privé vers ceux du public) à une procuration interne (faible pourcentage de grévistes par secteur, grévistes par roulement, utilisation des congés de RTT pendant les jours de grève, usage du blocage comme cache-misère du nombre peu élevé de grévistes). Si le secteur des raffineries a été en pointe, c'est que lui aussi participe de la reproduction du capital (même si les marxistes de toutes obédiences auront tendance à le ranger parmi les secteurs productifs). On peut étendre cette réflexion au secteur de la déchetterie¹² et aux transports routiers.

La tentation insurrectionniste

Notons tout de même que les blocages ne se sont produits que dans un deuxième temps, c'est-à-dire après les traditionnels appels syndicaux aux grandes journées de grève et manifestation et qu'ils ont eu pour effet une certaine radicalisation du mouvement dans la mesure où ils n'ont pas concerné que certains secteurs et entreprises, mais aussi la rue. Dans plusieurs villes, comme à Lyon, c'est la rue qui a été occupée, les centres-villes qui ont été bloqués parce que justement, dans cette seconde phase, de nouveaux protagonistes ont rejoint le mouvement, remettant en question leur affectation dans un lieu particulier (les lycées, les universités, les banlieues) pour déborder vers d'autres lieux, d'autres protagonistes, d'autres formes d'action. Ceux qui alors occupent la rue, des gares ou même l'opéra Bastille, ne font pas que « cultiver leur propre monde, complètement étranger à celui auquel ils pensent trouver un terrain d'intervention », comme le dit le groupe *Lieux communs* dans son texte de bilan du mouvement ; ils manifestent un écart par rapport à ce qu'on pourrait attendre d'eux, écart déjà rencontré pendant la révolte des banlieues de 2005. Cet écart est une

12 – Les actions dans ce secteur semblent avoir été largement surestimées (cf. notre texte originel sur les grèves d'octobre-novembre, *op. cit.*).

réponse, sans débouché, à une crise de reproduction de l'ensemble des rapports sociaux¹³ et leurs références ne sont plus celles des luttes pour la défense des acquis (on a eu peu de référence formalisée à 1995 et 2003), mais plutôt mai 1968 ou 1977 en Italie.

Il n'est donc pas question pour eux de trouver un terrain d'intervention dans le « social » et auprès d'un peuple que, finalement, ils méprisent parce que soumis aux drogues du capital, et c'est pour cela qu'ils veulent faire « sécession ». Ils n'ont donc aucun rapport avec les maoïstes de la *Gauche prolétarienne* des années 70 : ils ne miment pas, en le radicalisant, le langage des franges lumpenisées du prolétariat (cf. le code langagier particulier du journal *La Cause du peuple*) et le pathos viril des ouvriers aux mains calleuses de la métallurgie et de la sidérurgie. Tout juste cherchent-ils le contact avec une nouvelle « plèbe » qui leur apparaîtrait, elle aussi, comme objectivement sécessionniste, mais qui leur reste étrangère. Ils ne « s'établissent » pas dans les banlieues comme les maoïstes le faisaient à l'usine, ils cherchent à constituer leurs propres quartiers ou tout au plus à zoner en bordure de quartiers délabrés des grandes villes – plus accessibles financièrement pour eux que les quartiers rénovés – et occupés par une population de jeunes immigrés qui les fait « kiffer ».

Le blocage n'est devenu un peu plus gênant pour l'État, les patrons et les syndicats que lorsqu'il a été le fait de catégories ou d'individus qui occupent une position décentrée par rapport aux lieux de production et plus généralement aux lieux de travail (lycéens, étudiants, chômeurs, jeunes des quartiers). Il était question, dans leur cas, de quelque chose de très différent d'une réappropriation des moyens de production¹⁴.

13 – Un exemple nous en est fourni par le tract « Octobre mouvant » en provenance d'Albi. Les auteurs nous préviennent : « [ce texte] est écrit par des personnes qui ne sont pas directement impliquées dedans [le mouvement d'opposition à la réforme du système des retraites] ne serait-ce que parce qu'elles tentent, dans la mesure du possible, d'échapper au travail salarié (en tout cas au travail à temps plein et à durée indéterminée) et ne se trouvent donc pas en position de faire grève ou de participer à des AG interprofessionnelles ».

14 – « On a beau “bricoler des interpros” pour noyer le poisson, faire rentrer au forceps tout le monde dans le grand corps du travailleur générique (les lycéens sont des travailleurs en devenir, les chômeurs des travailleurs sans emploi et les Rsastes convaincus sont des travailleurs qui s'ignorent), on a tellement tordu dans tous les sens le concept de prolétaire-qui-vit-de-son-travail qu'on se demande bien ce que la foule des piquetiers qui se presse à 5 h du mat' autour d'un brasero a à voir avec le sujet révolutionnaire de Karl Marx » (tract « Une hypothèse », *op. cit.*).

Contrairement à ce que sous-entend la revue *Théorie communiste* dans son dernier numéro¹⁵, il faut bien se poser la question d'un *aggiornamento* théorique pour saisir la portée de la stratégie du blocage. Si le capital est puissance qui domine une valeur de plus en plus évanescence et qu'il se représente de plus en plus sous forme de flux, alors le blocage n'est pas seulement une entrave momentanée à la production de valeur, mais blocage de la production de valeur. En outre, ce qui est intéressant n'est plus de savoir quelle part du procès de circulation est productive (dans la théorie marxiste orthodoxe, uniquement le transport des marchandises) puisque le capital, dans son procès de globalisation, a réalisé l'unité entre procès de production et procès de circulation. Ce qui importe donc, c'est de savoir que les transports (en général, y compris donc le transport des personnes) participent à ce procès général en tant que reproduction globale du rapport social. Bloquer cela, c'est bloquer cette reproduction.

Il s'agit aussi, on le voit, d'un autre rapport à la domination. Ce type de blocage répond à la dilution de l'ennemi provoquée par le processus de totalisation du capital. Occuper l'usine ou l'entreprise est devenu inadéquat quand le directeur local n'est plus qu'un maillon de la chaîne. Bloquer l'économie devient un acte politique pour saper l'autorité et les pouvoirs en place. Ce n'est plus seulement le travail qui cherche à régler ses comptes avec le capital, mais une attaque plus générale contre l'ordre établi et la mise en jeu non seulement de notre rapport au travail, mais à la vie en général. D'où aussi la difficulté de sauter le pas, car alors l'action n'est plus guidée essentiellement par la logique de l'intérêt, fût-il de classe ! Là où il s'agissait d'affirmer sa force productive et son identité ouvrière comme base positive de l'émancipation des travailleurs, il faut se soustraire, interrompre, désobéir¹⁶. Nous dirons plutôt produire un écart dans la lutte et les prises d'initiative.

15 – *Théorie Communiste*, n° 23, 2010 (correspondance : tc@communisation.net ou R. Simon. BP17, 84300, Les Vignères.)

16 – Les insurrectionnalistes diront : se dissocier, rompre, résister, mais c'est un autre débat. Se soustraire, s'interrompre, c'est un peu le programme du tract « Une hypothèse », mais malheureusement il illustre jusqu'à la caricature ce que nous critiquons par la formule « la forme d'abord ». Ainsi, le tract se conclut par un : « Pousser la forme blocage jusqu'au bout, pour l'éprouver comme hypothèse » !

Territorialisation ou déterritorialisation des luttes ?

En octobre-novembre 2010, on a eu aussi l'impression de quelque chose de très différent de 2005 (révolte des banlieues) et de 2006 (lutte contre le CPE). Là où il y avait eu territorialisation des luttes – mettre son quartier à feu et à sang et même entrer dans une surenchère de bandes d'un côté, blocage de son lieu d'études de l'autre –, il y a eu cette fois une déterritorialisation des actions dans le but de bloquer des centres-villes, des lieux de circulation, bref d'occuper la rue même si souvent les occupants ne savaient pas quoi en faire, la signification de l'action n'apparaissant qu'en creux, à commencer par le fait d'être là. Quand la territorialisation avait produit la fermeture autour de la révolte et du refus (les révoltés des banlieues n'ont pas reçu l'appui des étudiants, les étudiants n'ont pas reçu l'appui des jeunes de banlieue), la déterritorialisation a eu pour effet un certain mixage des protagonistes et quelques contacts, certes limités. Toutefois, cette déterritorialisation est elle-même située et non abstraite. L'écart par rapport à sa situation et à ses conditions d'origine se produit à partir de cette situation et de ces conditions : le lycée, l'université, le quartier servent de base de regroupement vers autre chose sans plus constituer de base arrière qu'on occuperait comme en 1968. C'est ce qui fait la différence entre ces catégories et la grande masse des précaires qui n'ont pas de base de regroupement autre que celle de se mêler au « mouvement de la rue ». Cette notion d'écart nous semble fondamentale car elle cherche à tracer des pratiques qui ne sont ni de l'ordre de l'immédiateté (la logique de l'intérêt, la défense du statut, les revendications corporatistes), ni de l'ordre de l'extériorité qui peut amener à poser de bonnes questions... mais suspendues en l'air. Mais le chemin est encore long car certaines situations sont lourdes d'habitudes héritées des anciennes pratiques. On a vu qu'en relation à la politique de la CGT de fermeture et d'isolement pratiquée dans les entreprises industrielles en 1968, il y a eu en octobre-novembre une plus grande ouverture vers l'extérieur. Elle tient tout autant à la perte de poids de la CGT qui l'empêche aujourd'hui de faire cavalier seul, qu'au développement d'une grogne à la base qui remonte jusqu'aux délégués syndicaux. L'entente s'est donc souvent faite avec des gauchistes extérieurs à l'entreprise sur la base trotskiste traditionnelle d'une critique de la trahison des directions syndicales. Une limite du même ordre est apparue à propos du soutien aux grévistes. Il s'est le plus souvent manifesté en direction des organi-

sations syndicales (concrètement l'intersyndicale) et non pas des comités de grève !

La perte de centralité du travail pousse, comme on a pu le voir déjà en Argentine et en Grèce, à une grande diversité d'actions qui échappent en partie à l'obligation du respect de la légalité chère aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Les modes d'action s'adaptent à la restructuration du capital en forme réseaux. Cette diversité des modes d'action est renforcée par le fait que les jeunes y jouent un rôle de premier plan. Il ne s'agit plus de la jeunesse du tournant des années 60-70, c'est-à-dire d'une catégorie d'âge affirmant une position sociologique particulière dans les mutations du capital de l'époque. Ni de la jeunesse comme refus des vieilles valeurs déjà bien entamées de l'ancienne bourgeoisie, de la jeunesse comme avenir d'un autre monde, ou de la jeunesse comme libération des possibles au profit du capital. Il s'agit des jeunes concrets en tant qu'étudiants, « gagneurs », précaires, entrants sur le marché du travail, consommateurs, et autres. Des jeunes dont la diversité de situation s'accroît à nouveau après la convergence des années 60-70 et qui ne forment pas une catégorie homogène, comme on a pu s'en rendre compte dans le double isolement des banlieues de 2005 et des étudiants en 2006. Mais des jeunes qui restent au centre de la crise dans la mesure où celle-ci est essentiellement une crise de la reproduction des rapports sociaux.

De l'autonomie à l'écart

Ce cycle de lutte est en rupture avec celui des années 1960-70 qui possédait encore une dimension prolétarienne orientée vers la gestion collective des moyens de production à travers les expériences d'autogestion, en France, ou l'affirmation de l'autonomie de la classe à travers les luttes italiennes et les théories opéraïstes. Mais il est aussi en rupture avec le cycle suivant, celui des années 1980-1990. C'est une phase au cours de laquelle les restructurations mettent un terme à ces tentatives. Les luttes se décentrent vers les questions de reproduction plus que de production et mobilisent l'ensemble des salariés, y compris les chômeurs, plutôt qu'une stricte classe ouvrière quantitativement en déclin dans ses anciennes forteresses et en partie redéployée dans des secteurs peu organisés et moins combatifs (bâtiment, travaux publics). Dans le procès de globalisation du capital, cette autonomisation de la classe du travail n'est même plus pensable quand c'est le capital qui cherche à s'autonomiser de ce qui le présuppose à travers la financiari-

sation de l'économie. Comme n'est plus possible non plus l'affirmation d'un point de vue de classe et même l'affirmation d'une identité ouvrière. C'est l'hypothèse programmatique qui s'est écroulée, ce qui fournit une base objective aux pratiques d'écart¹⁷. Les grèves de *desperados* (« on fait tout sauter si... » comme à la Cellatex ou à Kronenbourg), les grèves qui cherchent à monnayer l'exclusion de sa force de travail (Continental), certaines émeutes urbaines, les actes de désobéissance dans la fonction publique nous fournissent des exemples variés et pas forcément complémentaires¹⁸ de cette nouvelle situation. Ces luttes nous fournissent des exemples, mais ne sont pas exemplaires car tant qu'elles ne s'étendent pas, elles ne sont que des signaux. Par exemple, quand les salariés de Continental luttent pour leur indemnité de départ, ils acceptent la perspective de l'isolement et renoncent au maintien de leur condition de travailleurs. Le fait que la crise de reproduction ne soit pas plus avancée les contraint à tenter de limiter les dégâts ou au moins d'en tirer parti.

Au cours des luttes, qu'elles constituent des moments exceptionnels ou soient formées de résistances quotidiennes, les individus¹⁹ ou collectifs produisent des écarts en relation à ce qui est attendu, c'est-à-dire une pratique subjective correspondant à la nouvelle situation objective que nous venons de décrire. Par exemple, ce qui définit les fonctionnaires, c'est qu'ils doivent « fonctionner » dans le respect de l'autorité hiérarchique, en se soumettant, en dernier ressort, aux directives de la haute administration. On dira : il en a toujours été ainsi, alors qu'au contraire, dans certains secteurs, il existait une marge de manœuvre – les restrictions au droit de grève avec la mise en place du service minimum ou le

17 – Le groupe *Théorie communiste* a envisagé ce point, définissant même une « théorie de l'écart » (cf. son n° 20), mais dans une perspective classiste : « Entre la constitution de la classe dans sa contradiction avec le capital et sa nécessaire reproduction dans la reproduction de celui-ci existe un écart qui est l'existence de pratiques dans lesquelles le prolétariat, contre le capital, n'accepte plus son existence comme classe de ce mode de production, sa propre existence, sa propre définition sociale ».

18 – Par exemple, dans les hôpitaux et chez les enseignants, ces actes s'inscrivent dans la défense des missions de service public et la croyance en les vertus de la professionnalité. Ils se situent donc essentiellement dans la résistance à ce qui serait un défaut de fonctionnement d'un État devenu libéral.

19 – Certaines de ces luttes, surtout dans la fonction publique, ont montré le poids fondamental que pouvait représenter un engagement individuel public au sein de collectifs spécifiques, sans attendre que soient réunies les conditions d'une action de masse.

harcèlement moral étaient l'exception. Aujourd'hui, cet espace se rétrécit à la mesure des nouveaux pouvoirs donnés à la hiérarchie et de l'individualisation des conditions (évaluation au mérite). Les fonctionnaires participent d'ailleurs eux-mêmes à ce rétrécissement quand ils mettent la priorité sur la défense du service public, dont ils couvrent de fait les insuffisances anciennes pour ne se plaindre que de sa dégradation.

L'État et les syndicats n'ont, en principe, rien à craindre de ce côté-là. C'est pourquoi les actions pourtant minoritaires des enseignants « désobéisseurs » ont représenté un tel défi pour le pouvoir. Ils étaient dans l'écart. Un écart qui, même partiel comme ici, n'en constitue pas moins une atteinte grave aux principes de bon fonctionnement de la fonction publique.

Écarts, donc, par rapport à notre fonction dans l'activité salariée, par rapport à notre identité de travailleur, car ce qui est à bloquer, c'est la reproduction globale du capital incluant notre reproduction de salariés, dans cette identité et à cette fonction. La lutte doit être une remise en cause de tout cela et non pas essentiellement la défense d'intérêts.

Enfin, bloquer cette reproduction, c'est abandonner toute idée de réappropriation impliquant l'idée que le pôle travail du rapport social pourrait encore se substituer au pôle capital pour affirmer sa propriété, sa direction ou sa gestion.

RÉSISTANCE, RÉVOLTE ET INDIGNATION

Résistance au pouvoir ou résistance à ses dérives ?

La résistance au pouvoir met à nu la nature de domination de tout pouvoir et particulièrement sa forme politique et étatique. Elle est conforme, par exemple, à la démarche de La Boétie et à sa notion de « servitude volontaire », ou à celles de diverses traditions anarchistes, libertaires ou pacifistes. Elle est une résistance contre, qui ne peut souffrir de compromis et a fortiori de compromissions. En défendant ses principes, elle ne peut que se légitimer par rapport au propre sentiment qu'elle a d'elle-même. Un sentiment éthique qui ne peut attendre aucune reconnaissance de la part de ce qu'il combat. La révolte est sa forme d'expression historique même si cette révolte peut, elle-même, prendre des formes variées, individuelles ou collectives, légales ou

illégalles, violentes ou non violentes²⁰. Concrètement, d'ailleurs, ces formes se chevauchent ou se complètent²¹.

Mais, le plus souvent, la résistance n'est pas aussi générale. Ce n'est pas la nature du pouvoir qu'elle met en cause, mais le fait que certaines formes de pouvoir dépassent le cadre « normal » de leur exercice et conduisent vers une situation d'exception²² dans laquelle l'État ne respecte pas les principes démocratiques et n'emploie pas les « bons » moyens, ceux qui s'inscrivent dans ce cadre normatif.

La fin ne justifierait pas toujours les moyens, certains d'entre eux pouvant être plus participatifs, plus consensuels, et d'autres plus hiérarchiques, autoritaires et répressifs. Ce type de résistance privilégie la désobéissance, une forme d'action qui n'implique pas la révolte globale contre un « système » ou ce qui est perçu comme tel (le capitalisme ou un régime despotique par exemple), mais seulement le refus de certains aspects de ce système. Ce n'est donc pas cet ordre dans sa globalité qui est jugé inacceptable, mais l'une de ses manifestations ou encore certaines de ses mesures. Dès lors, la désobéissance n'a pas besoin de faire état de sa propre légitimité universelle au-delà des logiques étatiques, car elle s'affirme d'emblée légitime contre ce qui serait illégitime y compris du point de vue de l'État²³. Il s'ensuit qu'elle en appelle aux autorités et à la loi comme si elle attribuait au droit une totale neutralité à l'égard de l'État ou du moins du gouvernement en place.

La solution consisterait donc à utiliser la loi et le droit contre ce qui ne relèverait que de la force. À opposer l'attitude citoyenne du point de vue du peuple militant (l'obéissance aux règles indiscutables d'une « vraie » République, le respect des droits de l'homme, la prééminence de l'éthique face à la raison d'État) à l'attitude civique exigée par l'État.

20 – Ulrike Meinhof théoriserait cet engagement au profit de la lutte armée dans la conception qu'en a eu la *Fraction armée rouge* (RAF).

21 – On oublie trop facilement que la résistance à la puissance coloniale anglaise aux Indes ne consista pas uniquement en actes de désobéissance pacifiques de la part de Gandhi et de ses disciples, mais fut accompagnée d'actes de terrorisme.

22 – Le retour à la mode d'un théoricien du droit et de l'État comme Carl Schmitt nous fournit un bon exemple de la prolifération actuelle de situations d'exception (la juridiction de l'Italie des « années de plomb », Guantánamo et les lois contre le terrorisme, gardes à vue abusives sous prétexte sécuritaire).

23 – Cf. l'exemple des fonctionnaires qui démissionnèrent pendant le gouvernement de Vichy. La défaite militaire ne justifiait pas la collaboration active.

La résistance peut-elle échapper au citoyennisme ?

Mais il ne faut pas se voiler la face. Ces formes de résistances correspondent le plus souvent à des actions défensives. D'où le lien que certains établissent entre la notion de résistance et la démarche citoyenne. Il ne s'agit pas tant alors d'une insubordination à l'État ou envers un « système », mais plutôt d'une volonté de corriger des abus du pouvoir par la recherche de contre-pouvoirs, à l'initiative d'une « société civile » dont la réactivation apparaît pour eux comme une nécessité. C'est le sens des appels à l'action citoyenne.

Emblématique de cette démarche, « l'Appel des appels » lancé en 2009 par un collectif de « professionnels du soin, du travail social, de la justice, de l'éducation, de la recherche, de l'information, de la culture et de tous les secteurs dédiés au bien public », se positionne d'emblée dans l'espace public républicain comme si la République était exempte de crimes d'État, comme s'il fallait rétablir l'État jacobin contre « les dérives néo-libérales ». On pense encore possible d'opposer l'État et la société ; le méchant Léviathan d'un côté, l'honnête « société civile » de l'autre, et cela à une époque – celle de la société capitalisée – qui a transformé le premier en un cabinet de professionnels de la gestion des affaires courantes et éventuellement de la politique-spectacle comme en France avec Sarkozy et en Italie avec Berlusconi, et la seconde en une agrégation d'individus atomisés.

On se heurte ici également à l'une des limites du mouvement des désobéisseurs quand il prône la désobéissance, mais « en conscience et de façon éthique et responsable²⁴ », c'est-à-dire dans le respect du statut de fonctionnaire et de l'institution qui l'emploie. La pratique d'écart consistant à s'éloigner de la norme et à se distancier de la fonction se résorbe alors dans l'allégeance à une légitimité censée être au-dessus du pouvoir, celle de la mission de service public. Or, en voulant faire la preuve de sa légitimité, la résistance est amenée à se soumettre à ce qui contredit son projet alors qu'à l'origine elle est basée sur l'insoumission, qu'elle n'a rien à négocier, qu'elle est, en premier lieu, refus. Il y a donc un conflit permanent entre son exigence de loyauté professionnelle ou citoyenne et la nécessité, pour exister effectivement, de se poser en écart ou à la marge de son lieu d'élection. C'est d'ailleurs

24 – Ce vocable vient d'ailleurs d'être repris, au mot près, par le ministère dans le cadre de l'épreuve « civique » réservée aux enseignants stagiaires et qui vient remplacer le stage en situation.

pour cela qu'elle prend parfois des formes souterraines si ce n'est clandestines. Toutefois, avec la lettre « En conscience je refuse d'obéir » (novembre 2008), le mouvement des enseignants désobéisseurs a aussi montré les possibilités et la force d'un mouvement résolument public. De la même façon, il a montré que cette désobéissance peut s'inscrire dans une critique de l'État sans passer par l'idéologie anti-étatique de type libertaire²⁵ et une critique, plus pragmatique qu'idéologique, de syndicats incapables de concevoir une action qui n'adopte pas les formes de lutte traditionnelles du mouvement ouvrier officiel.

Cette insubordination se retrouve à l'heure actuelle dans les actions de résistance aux effets dévastateurs de la technologisation du monde (OGM, Gaz de schiste, nucléaire, TGV Lyon-Turin, etc.) Les protagonistes de ses actions mènent de front coups de force de petits groupes déterminés et actions de blocage ou d'occupation de site par une masse de personnes beaucoup plus importante et diverse. Mais ces résistances sont limitées par deux facteurs ; tout d'abord elles n'échappent pas à des tensions dues à la présence de tendances antagoniques au sein même de la lutte²⁶ ; ensuite, le fait qu'elles se réalisent au nom de critères (santé des aliments ou de la population, préservation de l'écosystème) qui sont eux-mêmes techniques²⁷. Et, paradoxe de la situa-

25 – Cf. J.-M. Muller dans sa lettre à l'inspecteur d'académie de la Haute-Garonne suite à la sanction prise contre A. Refalo : « Un fonctionnaire doit être un homme avant d'être un sujet. Et un homme responsable obéit aux exigences de sa conscience plutôt que de se soumettre aux injonctions de l'État (un fonctionnaire ça obéit ou ça démissionne) ». Toutefois c'est pour réinscrire la désobéissance dans une « forme supérieure de civisme » ce qui revient à chercher à tout prix une légitimité... dont on n'est pas très sûr puisque c'est en principe l'État démocratique qui définit le civisme en vigueur. On n'est pas loin de se mordre la queue !

26 – Cf. les différentes positions et polémiques autour des nouvelles THT et à Valognes dont on peut avoir un aperçu sur le site des *Liquidateurs du vieux monde*.

27 – Pour ne prendre qu'un exemple l'opposition au TGV Lyon-Turin qui détruit l'équilibre écologique du *Val Susza* a pour conséquence de limiter les possibilités de ferroutage ce qui favorise le transport par poids lourds et la pollution dans la même vallée et on peut très bien imaginer un mouvement de blocage des routes contre la trop grande fréquence de ces VL dans la même région. Il semble d'ailleurs que l'opposition soit beaucoup plus forte côté italien que français et pas seulement à cause d'un rapport de force différent. Comment alors se fait l'arbitrage ? Est-ce que c'est la position politique et non technique qui doit l'emporter ? Même chose pour le nucléaire par rapport au charbon sur l'énergie propre. Ce n'est pas le problème principal qui est que le nucléaire c'est le renforcement de la puissance d'État.

tion : une conscience plus grande de l'interdépendance de tous les processus techniques conduit souvent à la paralysie mentale et donc à la paralysie de l'action. Il s'avère donc difficile de penser l'action de résistance ou plus généralement l'action politique en dehors des cadres imposés par le développement du capital.

Cette résistance conçue comme insoumission ou insubordination, même partielle, est en opposition de nature avec des initiatives telles que celle de « L'Appel des appels ». La raison en est qu'elles prennent justement pour cadre l'espace public de façon à susciter un rejet consensuel des excès et dérivés d'une politique condamnée non pas parce qu'elle est une politique d'État, mais parce qu'elle est « une politique néo-libérale ». Il ne s'agirait alors que de retrouver des principes républicains oubliés comme le retour aux valeurs du Conseil national de la résistance (CNR) qui constitueraient en elles-mêmes un ordre républicain parfait et tout aussi parfaitement immuable. Peu importe alors que ce CNR soit à l'origine d'un gouvernement qui fera bombarder la population algérienne de Sétif par le ministre « communiste » de l'Armée de l'air de l'époque²⁸. En fait, on a affaire à une résistance à géométrie variable : l'exploitation, au XXI^e siècle, est condamnable, mais le capital est acceptable puisqu'il donne du travail et donc du revenu et de la consommation ; l'extorsion, le pillage des richesses, la rente, le gain financier, le travail des enfants sont voués aux gémonies, mais le profit est accepté s'il est bien utilisé, c'est-à-dire s'il est réinvesti à des fins productives ; l'enrichissement aussi s'il est le fruit du travail ; les inégalités si elles ne sont que la conséquence des différences de qualification et de compétence ; les délocalisations sauvages ne sont pas acceptables, mais la saine concurrence et la compétition le sont. Cette sorte de schizophrénie à la fois individuelle et sociale ne semble pouvoir être dépassée que dans des situations qui rendent ces tensions insupportables. C'est ce qui est en train de se passer dans certaines

28 – Dernier exemple d'actualité, l'appel pour une manifestation anti-raciste et surtout anti-sarkozyste du 4 septembre 2010. L'appel à cette manifestation essaie de nous faire accroire que les politiques actuelles seraient en contradiction avec les principes de la République, mais de quelle République s'agit-il, quand on sait que la Troisième République, celle de Jules Ferry, s'est construite sur les milliers de morts et de déportés de la Commune, la Quatrième sur une politique colonialiste partagée par tous les partis politiques de droite comme de gauche et une Cinquième République qui en a remis une couche avec Papon qui ordonne les massacres de Charonne et du 17 octobre 1961 ?

villes grecques. Mais dans le reste de l'Europe, nous n'en sommes pas là justement parce que ceux pour qui la situation se révèle la plus insoutenable appartiennent aux catégories les plus écrasées par les structures matérielles et mentales de la domination. Ce sont alors les couches composant l'entre-deux qui forment une nouvelle catégorie de protagonistes : non pas les chômeurs, mais ceux qui ont peur de l'être, non pas les sans-logis, mais ceux qui retardent leur départ du milieu familial, non pas les non diplômés, mais ceux qui pensent que leurs diplômes sont dévalorisés, et ainsi de suite. Il s'ensuit que leur pratique connexionniste²⁹ n'est pas simplement une nouvelle forme de fétichisme à l'égard des nouvelles technologies, mais qu'elle est due à ce même entre-deux car ils sont, à cause de cela, comme suspendus au-dessus du rapport social. S'il nous paraît complètement faux d'y voir un mouvement de nouvelles classes moyennes en voie de déclasserement, il n'est pas moins vain d'y chercher une nouvelle figure de classe (le travailleur collectif par exemple) qui viendrait supplanter la classe ouvrière ou former un nouveau prolétariat universel. Ce serait encore une perspective de classe totalement hors de propos ici. Il ne nous semble pas non plus possible de faire une interprétation en termes de nouveau sujet. Tout d'abord pour une raison théorique : cela fait plus de quarante ans que la critique s'use en vain à chercher un nouveau sujet sur le modèle du prolétariat (cf. H. Marcuse à la fin des années 1960) ; ensuite, parce qu'à une certaine unité de classe a succédé une fragmentation du salariat et même une amorce de décomposition de celui-ci. Il n'est donc pas possible de faire un tri et d'en choisir une composante qui jouerait un rôle moteur, d'autant que les mouvements actuels montrent un enchevêtrement de différentes catégories : le « précaire », « le travailleur cognitif », ou de façon encore plus indéterminée, le « travailleur collectif ». D'ailleurs, ces catégories manquent elles-mêmes de consistance et d'unité³⁰. Elles sont, souvent au même titre, victimes des nouvelles conditions de la domination et de l'exploitation et, au mieux, parties prenantes des nouvelles communautés de luttes contre ces conditions.

29 – Sur ce point, on peut se reporter à l'article de B. Pasobrola dans ce numéro.

30 – Par exemple la qualité « d'intermittent du spectacle » recouvre des conditions de travail et de vie très dissemblables.

C'est ce qui rend ce type de mouvement assez singulier et facilite son écart³¹ par rapport à ce que l'on attend habituellement, mais qui est aussi susceptible de surprendre le pouvoir en place. Ainsi, l'événement que constitue l'occupation des places, en Espagne et en France, reste ambigu et limité par le fait que cet écart est comme posé, comme en soi, à la fois nécessaire et suffisant. Il ne faut sans doute pas chercher plus loin, aller au-delà de l'autosatisfaction qui semble émaner des différentes commissions sur les tâches les plus quotidiennes et de ce qui apparaît déjà comme un fétichisme de l'organisation. Tout au plus peut-on y voir une tendance autogestionnaire pour le moins dépassée, en ce qui concerne ses contenus originels (ce qui était l'autogestion d'une production dont la majeure partie devrait être aujourd'hui abandonnée), tendance qui réapparaît dans le cadre d'une idéologie de la forme – phénomène dont nous avons fait la critique en le désignant par « la forme d'abord³² ». Le mouvement n'est toutefois pas figé. Les *indignados* ont montré qu'ils n'étaient pas que des occupants de place, ils se sont aussi répandus dans les quartiers pour s'opposer aux expulsions et prendre à bras-le-corps la question du logement. Cela leur a valu aussi de se frotter aux forces de répression et de s'apercevoir qu'ils n'étaient pas les « quatre-vingt-dix-neuf pour cent » face aux « un pour cent » comme le clament aussi les *occupy* d'Amérique. Cette dernière formule a pourtant connu un grand succès. Elle n'est pas le produit d'une fausse conscience, mais plutôt d'une saisie immédiate de ce qui fait le double visage du capital aujourd'hui : d'un côté sa grande abstraction qui le fait apparaître comme un corps étranger à la société, de l'autre des figures concrètes qui semblent en assurer la représentation : banquiers et *traders*, agences de notation, patrons-voyous des délocalisations, politiciens « tous pourris », actionnaires spéculateurs. La liste est déjà longue, mais ils ne représenteraient que 1% de la population active qui aurait réussi à contourner les règles démocratiques et institutionnelles et à instaurer une sorte de direction oligarchique du monde³³. C'est finalement une vision très rassurante de la société. Il y a nous qui sommes très nombreux, mais peu puissants, et eux qui sont très peu et

31 – Sur les pratiques de l'écart, cf. notre texte bilan sur les grèves d'octobre-novembre 2010, disponible sur le site de la revue *Temps critiques* :

URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article280>

32 – Cf. *ibid.* URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article280>

33 – Sur cette notion on peut se reporter aux deux articles qui l'abordent dans ce même numéro.

puissants. Il suffirait de changer cette anomalie en la montrant simplement du doigt !

De la critique de toutes les institutions à l'institution résorbée

La contestation généralisée de toutes les institutions menée par le mouvement de mai 68 ne visait pas la conquête du pouvoir d'État, ni une alternance politique, mais cherchait à dissoudre les médiations instituées pour créer des rapports sociaux qui ne séparent plus l'individu et la communauté humaine. La négativité historique exprimée par les contestataires s'est traduite par des luttes frontales contre les institutions de la société de classes et de son État-nation ; la dimension anti-institutionnelle y fut prépondérante. Le salariat, l'entreprise, l'université, la famille, le mariage, l'église, le parti, le syndicat, les médias, le sport, les rapports hommes-femmes, aucune institution n'a échappé aux critiques-en-actes des assaillants « du vieux monde ».

Ce dernier assaut révolutionnaire se voulait en continuité avec l'histoire du mouvement ouvrier, mais comme s'il désirait en retrouver une sorte de pureté originelle qui aurait été dévoyée par ses organisations bureaucratiques ou « traîtres ». Son échec n'a pas été un échec pour tout le monde. Il a ouvert les possibles d'une nouvelle dynamique du capital par les restructurations et le passage à une deuxième phase de la société de consommation, mais il a aussi fait sauter tous les tabous constituant autant d'obstacles à cette dynamique. Ce n'est pas un hasard si le terme de « révolution » fut tellement employé dans les années 70, dans la publicité comme ailleurs.

Le « tout est politique » de 1968 fut transformé en « tout est social ». Il en a émergé un mode d'action politique non-institutionnel fait d'alternatives, de pratiques « parallèles », de subjectivisation des relations et de désimplification de la sphère politique traditionnelle. Le local, le particulier, l'autonomie, le « sujet » deviennent, dans la crise ouverte de la reproduction, un opérateur du nouveau compromis politique. Les institutions n'ont pas disparu, mais elles sont résorbées dans une gestion des intermédiaires. Le salariat existe encore, mais il est instable, mobile, précaire ; l'école est présente, mais elle a perdu sa puissance de médiation sociale en se transformant en un vaste « dispositif de formation » ; le mariage n'a pas été aboli, mais il est assimilable à un Pacs étendu aussi aux homosexuels ; l'entreprise n'est plus un centre de production, mais une stratégie de puissance économique et politique, etc.

Dans un tel contexte, les actuels mouvements d'insoumission et d'indignation ne situent pas leurs interventions au niveau du rapport aux institutions. Ils posent un constat : « cela ne peut plus durer », « rejoignez-nous ». Ils manifestent leur exaspération et leur colère, mais dans le respect des institutions. Combiné à ce constat d'insupportabilité des conditions de vie, un présupposé utopiste les anime : si un très grand nombre d'individus s'indignent, alors le cours des choses ne pourra plus se poursuivre en l'état ; nous sommes le rapport social et nous ne voulons plus le reproduire. Conscientisez-vous, proclament-ils, tout en continuant à travailler et à vous divertir. Non-violence et bienveillance avec les autres êtres humains constituent le pôle humaniste du mouvement des indignés. En cela, ils sont aux antipodes des groupes insurrectionnalistes qui désignent des ennemis extérieurs (l'État, les médias, les mafias, les puissants et les individus aliénés qui les supportent).

L'indignation remplace la conscience politique

Du moins du point de vue historique, la conscience morale a longtemps été déterminée par les canons de l'Église et de l'aristocratie, puis elle s'en est émancipée au sein d'une philosophie critique des « Lumières » propice au processus de l'individualisation bourgeoise. Mais le peuple n'y a pas trouvé son compte. Si les révoltes ou les révolutions ont toujours été la conséquence d'une mise en action d'une conscience morale (« Liberté, Égalité, Fraternité »), elles reposaient aussi sur la conscience d'intérêts communs, la conscience d'un antagonisme vis-à-vis des dominants ou des exploités, bref d'une conscience politique ou d'une conscience de classe que le mouvement ouvrier puis le syndicalisme devait accélérer à partir de la révolution industrielle.

Le problème, c'est qu'aujourd'hui cette conscience de classe se réduit comme peau de chagrin à la mesure du déclin numérique et qualitatif (l'impossible affirmation actuelle d'une identité ouvrière) du prolétariat. Sa croissance dans les pays émergents n'est pas une solution de rechange car il s'y développe en dehors de toute perspective de classe, en dehors de tout projet socialiste.

La conscience morale resurgit donc sur ce déclin de la conscience de classe et aussi sur le fait que la révolte ou la révolution ne peuvent plus se produire au titre d'une classe suffisamment unifiée mondialement qui concentrerait tous les torts du capitalisme et non pas un tort particulier comme le disait la célèbre formule de Marx, mais seulement à

titre humain car le processus de totalisation du capital a fait que ce dernier a étendu considérablement son champ de domination.

Mais cette conscience morale qui prend aujourd'hui la forme médiatique de l'opuscule à succès de Stéphane Hessel en reste à « l'indignation » et à la dénonciation de ce qui est vraiment exagéré, comme si cet « exagération » n'était pas le produit d'une logique générale. Certes, tous les moyens sont bons pour faire pièce à la domination et au pouvoir, mais on sait très bien que l'indignation peut conduire à toutes sortes de comportements protestataires ou récriminatoires, y compris à voter PS ou FN en France, *Liga* en Italie ou à revendiquer de quitter l'UE et prôner un retour à la drachme en Grèce. En effet, le refus du politique qu'il exprime n'est pas, pour le moment du moins, un signe de lucidité chez les jeunes qui composent la majorité de ces mouvements (au moins pour l'Europe), mais au contraire un refus de la critique au nom d'un idéal communicationnel apolitique.

Ces mouvements ne passant pas à l'action contre les lieux de pouvoir et la circulation des flux de production et de reproduction, ils ne font pas peur aux États. Ce n'est pas le cas dans les pays arabes comme on peut encore s'en rendre compte aujourd'hui en Syrie. Même si, avec le recul de quelques mois, ils semblent n'avoir servi finalement qu'au changement du personnel politique et à une intégration de l'islam modéré dans le processus démocratique, ils auront eu tout de même une influence considérable sur les conditions de vie des populations et leur rapport au pouvoir. D'une certaine façon, la peur a changé de camp parce qu'il ne s'est pas agi d'une simple indignation contre les abus, mais d'une véritable résistance due à l'insoutenabilité des situations. Il a fallu, de plus, qu'interviennent la singularité de certains événements (sacrifice individuel, sorte de mai 68 sur la place Tahrir) pour que cette insoutenabilité – qui ne datait évidemment pas d'hier – puisse se cristalliser, pour que « l'étincelle mette le feu à la plaine ».

C'est parce que des pays comme la Tunisie et l'Égypte participent maintenant suffisamment au processus de globalisation du capital et à son devenir technologique et connexionniste que l'irruption démocratique a pu se produire. Le rôle attribué par l'occident aux dictatures arabes – remparts contre le communisme au temps de la guerre froide et, plus récemment, contre l'islamisme radical, s'avère dépassé. La captation par les oligarchies en place d'une part considérable des richesses nationales est devenue un obstacle à la libre circulation des flux économiques qu'exigent les réseaux de puissance dominants, à

l'intégration des États-nations en tant qu'agents au sein de ces réseaux. Parallèlement, la mainmise des régimes autoritaires arabes sur l'information a freiné le libre développement des Technologies de l'Information et de la Communication. Les pays occidentaux, et principalement les États-Unis, comptaient davantage sur le pouvoir quasi hypnotique, en particulier sur la jeunesse, des flux de ces TIC, que sur la force des armes pour entraîner la « démocratisation » de cette partie du monde. L'insistance de l'administration américaine sur la question d'Internet, dès le début des soulèvements arabes, en est la preuve tangible. En effet, nous sommes dans un tout autre cas de figure que celui des émeutes de la faim des décennies précédentes, même si le désordre économique mondial joue son rôle, ce qui rapproche indubitablement ces pays de nos propres caractéristiques comme le montre « le problème » d'une jeunesse de plus en plus scolarisée et pourvue de diplômes universitaires. Mais une jeunesse aussi de plus en plus surnuméraire dont les regards sont braqués, de façon certes très contradictoire, sur la France et... la révolution française³⁴. Significatifs de cette attention, les slogans anti-gouvernementaux énoncés en français : « Ben Ali, dégage ! », « Moubarak dégage ! » et pour l'Algérie « Système dégage ! » ne font que traduire et prolonger l'intérêt des étudiants, et plus généralement de la jeunesse de ces pays, pour les émeutes et manifestations des jeunes en France et en Europe (Italie, Angleterre) depuis 2005 et surtout en 2010. C'est aussi que, dans ces pays-là, le processus d'individualisation a beaucoup progressé³⁵ et, avec lui, l'espoir démocratique, qu'il prenne la forme d'élections parlementaires

34 – On peut dire, sans faire montre de chauvinisme, que, pour nombre de populations assoiffées de liberté à travers le monde, la révolution française fait sens (et accessoirement ou de manière complémentaire, La Commune de Paris), contrairement à la révolution russe, allemande ou espagnole. On peut certes y voir du « droit-de-l'hommeisme », mais peut-être constitue-t-elle pour beaucoup la dernière référence d'une révolution effectivement bourgeoise de par son résultat, mais riche de possibles comme l'envisageait D. Guérin dans son gros ouvrage sur la question (*La lutte de classe sous la Première république*, éd. Gallimard, 1968).

35 – C'est un point un peu oublié car beaucoup d'entre nous ont été frappés par la progression de l'Islam en Europe et aux USA, progression qui y a pris une forme communautariste. Si on constate la même progression dans les pays de tradition musulmane, c'est beaucoup moins sous une forme communautariste et beaucoup plus sous une forme privée. Ce n'est pas tant les insurrections qui ont pris de cours les « islamistes » que la transformation des rapports sociaux de leurs pays pendant ces trente dernières années.

comme en Tunisie ou de démocratie à la base comme en Égypte avec l'occupation plus ou moins permanente de la place Tahrir. Cette incompréhension de la puissance effective de la démocratie comme représentation se retrouve même chez des tenants « révolutionnaires » de la démocratie dont la vision s'arrête à l'occident et qui reprennent à leur compte la théorie relativiste du choc des civilisations d'Huttington. Sans s'étendre sur ce sujet, on peut dire que la question de la démocratie ne peut plus être ignorée comme viennent encore de le montrer les *indignados* espagnols et leur concept de « démocratie réelle », de même que les *occupy* américains. Et cela d'autant moins que bien des événements nous renvoient à la crise actuelle des institutions politiques : délégitimation du personnel politique, crise de l'État-nation, convergence entre les tendances oligarchiques et la nouvelle organisation en réseau de l'État, processus de totalisation du capital qui rend caduque la distinction entre infrastructure et superstructure, etc. Pourtant, il semble que le développement, plus théorique que pratique, des thèses dites « communisatrices », nous renvoie à ce type d'incompréhension.

COMMUNISATION, MÉDIATIONS ET RÉVOLUTION À TITRE HUMAIN

Un nouveau cycle historique

Si la couverture du numéro 13 de *Temps critiques*³⁶ porte en titre « Une révolution à titre humain ? », on constatera cependant la présence d'un point d'interrogation. Ce questionnement n'est pas un effet de style, il porte sur ce qui a constitué l'opérateur central des révolutions de l'époque moderne, à savoir un bouleversement des rapports entre l'individu et la communauté humaine.

Que l'État-nation bourgeois, une fois établi, ait plutôt servi les intérêts de telle ou telle fraction politique de la classe bourgeoise ne peut que confirmer le rôle déterminant de cette médiation fondamentale que constitue la classe sociale dans le déroulement des révolutions (et contre-révolutions) de la période moderne. Mais nous ne sommes plus dans cette dynamique historique ; nous ne sommes plus dans ce cycle des luttes de classes où l'enjeu des affrontements était de savoir qui, de l'État-bourgeois ou de l'État-ouvrier, allait diriger le développement

36 – Cf. *Temps critiques* n° 13, hiver 2003.

des forces productives – période qui, selon la Tradition intellectuelle de la gauche européenne, semblait nécessaire et progressiste, et devait conduire à l'émancipation de l'humanité (définie par l'expression politique : « le programme de transition »).

Pour de nombreux marxistes, la classe ouvrière occidentale qui a « fait désespérer de Billancourt » du point de vue idéologique et des luttes, est aussi en diminution quantitative. Elle n'est plus concentrée dans les grandes forteresses ouvrières, mais disséminée au sein de plus petites unités ou même éparpillée dans des secteurs comme le bâtiment, les transports routiers. Si certains s'accrochent encore à l'idée d'une forte proportion d'ouvriers dans la population active, c'est en y mêlant des salariés qui, selon eux, seraient classés statistiquement la catégorie des employés par la croissance des services et du secteur tertiaire, mais qui appartiendraient encore de fait à la classe ouvrière. Ils ont cependant du mal à se convaincre eux-mêmes par une argumentation qui émane en fait du courant de sociologie économique « industrialiste ». Ils ont plutôt tendance à faire référence à une croissance de la classe ouvrière se développant au rythme de la mondialisation. Une classe ouvrière « en expansion permanente » comme le disait Simon Rubak... dans les années 60³⁷ ! On en trouverait la preuve en Chine, Inde, Pakistan ou au Brésil.

La lutte des classes se poursuivrait-elle là-bas sur le modèle qui a prévalu en Europe de 1848 à 1923 ? Comme si c'était la même classe ouvrière, comme s'il était encore possible de suivre le cheminement d'une classe *en soi* vers une classe *pour soi* à travers le long processus de maturation qui allait faire passer les paysans des pays européens à une pure condition ouvrière, comme si le nombre croissant des ouvriers au niveau mondial n'était pas à rapporter à celui du nombre total de populations actives incluses dans le procès de globalisation du capital ! Bien sûr que les luttes séculaires des ouvriers du textile de Bombay font partie du fil rouge des luttes ouvrières, mais plutôt que l'émergence de quelque chose de nouveau, elles sont une survivance de l'ancien. La dynamique de restructuration-délocalisations est telle que même en Asie, l'État chinois n'arrive pas à fixer la masse de migrants (et d'ailleurs, il ne le souhaite pas pour les raisons exposées dans notre article sur la Chine dans le n° 15 de la revue). Quant à l'Afrique et à l'Amérique du sud, pour quelques millions de nouveaux ouvriers ou

37 – S. Rubak, *La classe ouvrière est en expansion permanente*, éd. Spartacus, 1972.

employés, ce sont des dizaines de millions de prolétaires qui viennent s'agréger dans les bidonvilles des capitales ; prolétaires inemployables qui ne constituent en rien une nouvelle « armée industrielle de réserve » prétendument nécessaire à une croissance extensive d'une production, alors qu'elle ne correspond plus aux exigences de la phase actuelle.

Parler de substitution capital/travail signale, pour nous, un fait objectif qui nous paraît indiscutable et nous n'en sommes d'ailleurs ni les initiateurs ni les seuls tenants. Il n'en est pas de même de notre notion fondamentale « d'inessentialisation de la force de travail » qui, si elle découle de ce même processus objectif, représente notre interprétation (donc en grande partie subjective) des transformations en cours. En tant que telle, elle est parfaitement discutable et critiquable. Toutefois, la discuter ne signifie pas l'interpréter comme si elle signifiait la « fin du travail », une confusion trop souvent entretenue en raison de sa proximité avec certaines thèses à la mode sur la fin du travail (Dominique Méda, Jeremy Rifkin). Nous ne parlons d'ailleurs jamais « d'inessentialisation du travail » (des termes employés par le groupe *Théorie Communiste*), mais « d'inessentialisation de la force de travail ». Nous n'avons donc jamais soutenu qu'il n'y avait plus de travail ni de travailleurs, mais seulement que ce travail vivant devenait tout d'abord de plus en plus secondaire pour la valorisation (une sorte de résidu), et ensuite que sa fonction tendait à être une fonction de reproduction du rapport social de salariat plutôt qu'une fonction de production au sens classique.

Nous ne sommes plus communistes au sens de Marx

Ne serait-ce que pour des raisons heuristiques, afin de lever de lourdes confusions qui traversent aujourd'hui les débats sur le communisme et la communisation, il n'est pas vain de réfuter les discours qui font du communisme « une idée » ou pire encore « une hypothèse », comme c'est le cas d'Alain Badiou³⁸. Pour le philosophe antisarkozyste, l'idée

38 – Dans un entretien avec une journaliste de *L'Humanité*, l'ex-maoïste déclarait ceci : « Question : Vous êtes convaincu qu'il faudra à l'avenir faire exister l'hypothèse communiste sur un nouveau mode. Mais vous dites finalement peu de chose de la manière dont cette hypothèse devra se présenter. »

Alain Badiou : « J'aimerais pouvoir en dire plus. Pour l'instant, je soutiens qu'il faut affirmer sans peur que nous sommes dans le maintien de cette hypothèse. Il faut dire que l'hypothèse de l'émancipation, fondamentalement, reste l'hypothèse communiste. Ce premier point peut trouver des formes d'élaboration. Il faut comprendre ensuite

communiste doit conduire les pauvres et les opprimés à exercer leur propre discipline et ne pas s'en tenir à la spontanéité des masses. En régime-communiste-Badiou, voici ce que cela donne : « Les opprimés n'ont pas d'autre ressource que leur discipline. Quand vous n'avez rien, pas l'argent, pas d'armes, pas de pouvoir, vous n'avez pas grand-chose d'autre que votre unité. Notre question centrale est donc : quelle forme peut prendre une nouvelle discipline ? Du point de vue philosophique, je pense que c'est nécessairement une discipline de la vérité, une discipline du processus lui-même ». Autrement dit, lorsque les opprimés seront capables de penser la vérité... ils seront prêts à réaliser « l'idée communiste » ! Et c'est évidemment Badiou qui va leur indiquer le chemin de la vérité.

Marx avait déjà répondu à ces inepties dans les termes suivants :

« Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. » (*Manifeste du Parti communiste*, p. 38).

Dans cette acception stricte, eh bien ! nous ne sommes tout simplement plus communistes car nous pensons que les conditions posées par Marx ne sont plus présentes (« réelles ») aujourd'hui.

C'est donc une immédiateté qu'il convient de penser et de mettre en œuvre, mais une immédiateté qui implique une autre connaissance et une autre pratique du rapport individu communauté humaine ; une autre représentation du rapport à la nature extérieure que celle du travail défini par les marxismes comme l'activité générique d'Homo sapiens.

Quels seraient les opérateurs à activer pour qu'émerge un procès de connaissance s'écartant de celui qui fut initié par le logos occidental (d'origine mésopotamienne et gréco-latine), puis poursuivi et amplifié par le rationalisme cartésien, le scientisme des Lumières et les productivismes marxistes ? Parmi les plus efficaces, il en est un qui semble décisif : sortir de la pensée dualiste du sujet et de l'objet. Il est vrai que

qu'il s'agit là d'une idée au sens fort. Je propose de la travailler comme telle. Ce qui signifie que dans une situation concrète, conflictuelle, nous devons l'utiliser comme critère pour distinguer ce qui est homogène avec cette hypothèse égalitaire et ce qui ne l'est pas. » *L'Humanité* du 6 novembre 2007.

plusieurs ruptures majeures dans l'histoire des sciences du XX^e siècle ont déjà ébranlé le dogme de la séparation du sujet et de l'objet et ceci autant dans les sciences de la matière que dans celle de la vie et de la société³⁹.

Un autre opérateur d'immédiateté relève d'un abandon de la relation historique établie par le mouvement ouvrier révolutionnaire entre luttes contingentes et débouché révolutionnaire (prolétarien) des luttes – cela fut nommé « transcroissance des luttes » – une première étape de ce processus consistant à socialiser la sphère de la production. Examinons de plus près cette question.

La question de l'objectif politique, dans la Tradition-imitation, a généralement une condition implicite : celle que la sphère de production doit être socialisée, autogérée (ou collectivisée, dans la visée traditionnelle marxiste-léniniste). Mais on ne sait pas trop ce que va devenir cette sphère de production. Va-t-on l'écologiser ? La traiter dans une perspective décroissante ? Va-t-on tous rouler à vélo et non plus en voiture ? L'image du consommateur final décroissant qui pourra enfin rouler « propre », la fleur entre les dents, ne nous dit pas qui, dans ce cas, aura envie de devenir un mineur « conseiller » ou un sidérurgiste « décroissant » pour extraire et fabriquer l'acier indispensable à la fabrication du vélo. Les penseurs révolutionnaires, communistes ou décroissants rêvent-ils secrètement que leurs progénitures auront de la matière grise à échanger contre le travail de ceux qui, dans les pays pauvres, croiront encore au développement et descendront vaillamment dans les mines pour nous livrer ensuite le minerai en traversant les mers sur leurs conques ?

Plaçons-nous dans une optique plus radicale : on abandonne la production d'acier, l'industrie et l'importation de minerai, et on devient tous agriculteurs indépendants ou organisés en communes. On dissout l'armée, l'État, on ne fabrique plus d'armes et on se laisse pousser la barbe. En gros, on se néolithise et on attend patiemment de se faire piller ou détruire par des hordes d'envahisseurs qui, moins écolos et moins pacifistes que nous, n'ont pas honte de fabriquer des armes et de venir vandaliser nos champs de carottes biologiques.

39 – Sur cette question, cf. Bernard Pasobrola, « Remarques sur le procès d'objectivation marchand », *Temps critiques* n° 15, hiver 2010. Disponible sur le site de la revue : URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article209>

En résumé, le problème de la définition d'une perspective pour les luttes elles-mêmes semble insoluble aujourd'hui. Insoluble parce que l'histoire est – Cornélius Castoriadis avait raison de le souligner – une création. Le modèle révolutionnaire⁴⁰ auquel reste accrochée la Tradition-imitation ne s'est produit qu'une seule fois dans l'histoire : quand la bourgeoisie, après sept siècles de développement de l'échange, de la connaissance rationnelle, des moyens de communication, des techniques, des réseaux et des territoires, n'a plus eu qu'à cueillir comme une pomme mûre un appareil d'État déjà largement transformé selon ses besoins, et donc à effectuer une révolution conclusive et nullement anticipative. Depuis lors, cette classe n'a cessé de faire la révolution jusqu'à se dissoudre elle-même.

Le schéma révolutionnaire proprement dit est caduque et nous employons d'ailleurs le terme de « révolution du capital » de manière métaphorique. Ce type d'événement historique a peu de chance de se reproduire. La métaphore du prolétariat comme classe révolutionnaire historiquement programmée pour prendre la succession de l'ancienne s'est avérée être une illusion et même une illusion dangereuse car elle a joué contre les formes et le contenu des luttes concrètes de ce prolétariat, comme on a encore pu s'en rendre compte en mai 68 et France et dans le mai rampant italien.

C'est pourtant sous l'angle de la révolte et de l'insubordination qu'elles sont le plus intéressantes à considérer aujourd'hui et non en fonction de leur intégration à une quelconque stratégie révolutionnaire qui n'a plus cours.

Le discours sur la communisation ne fonctionne que comme effet d'annonce politique auprès d'un certain milieu

Le schéma capitaliste, dans ses nouvelles tendances, est basé sur des flux d'énergie concentrés et une organisation en réseaux de plus en

40 – C'est en partie à cause de la polysémie du mot, en partie parce que le mot se réfère à un schéma légué par la Tradition progressiste, qu'il est renvoyé à sa matrice historique : la révolution bourgeoise, alors qu'il a été abusivement étendu à l'insurrectionnisme, prolétarien ou autre (libération nationale, grèves étudiantes, renversement d'un rapport de forces entre factions rivales au sein de l'État comme dans la « révolution Orange » ukrainienne, etc.) L'ambiguïté est beaucoup moins gênante lorsqu'on parle de révolution dans un contexte qui n'est pas purement social (révolution verte, révolution technologique, scientifique ou industrielle, agricole, sexuelle, copernicienne, etc.) car on perçoit alors la métaphore.

plus poussée et polymorphe, à la fois physique et symbolique. Ce schéma a une ambition et une portée planétaires. Il tend à unifier des populations d'une importance considérable à l'aide d'une combinatoire techno-scientifique de plus en plus sophistiquée et dépendante d'un sous-système connexionniste.

Parler de communisation à partir de là ressemble à un effet d'annonce autour de l'idée développée par Marx dans *L'idéologie allemande* selon laquelle « le communisme n'est pas un état, mais le mouvement réel qui abolit l'état de choses actuel » ; il n'y a aucun contenu sous-jacent⁴¹. Il est remarquable de constater que, dans la revue *Sic* par exemple, officiellement revue de « communistes », la question du contenu (non comme substance immuable, mais comme tension à la fois individuelle et collective, transcroissance à partir du monde actuel avec toutes les contradictions que cela implique) de ladite communisation est presque toujours occultée. Les expressions comme « monde sans marchandises, sans division du travail » et autres du même genre, ne paraissent-elles pas un recyclage du vieux programme prolétarien de type industrialiste, y compris dans sa version anarcho-communiste ? Alors que la revue *Théorie communiste* qui, avec la revue *Trop loin*, se posait en initiatrice de ce courant, s'est livrée dès la fin des années 70 à une critique très forte du programmisme prolétarien, les épigones semblent vouloir s'en accommoder, sans prendre en compte l'ensemble des critiques qui ont été faites depuis lors.

Nous ne cherchons pas à nous rassurer avec l'idée d'une communisation qui ne dit rien d'autre qu'elle est en marche, et nous refusons l'idée d'une phase de transition qui porte à toujours plus tard ce vers quoi elle tend sans jamais nous en dire un mot.

Il nous semble important de dépasser les poncifs habituels sur l'État et la domination classiste d'inspiration marxiste ou anarcho-marxiste et d'analyser la forme contemporaine de l'État-réseau, présent et actif partout, participatif, englobant, ses médiations étant résorbées dans des intermédiaires, ne se posant plus en surplomb de la société, mais se fondant dans le moule connexionniste. C'est pourquoi, dans ce numéro, l'article de Jacques Guigou cherche à caractériser politiquement

41 – Même si nous sommes souvent classés parmi les « communistes », nous avons très tôt dit pourquoi cette appellation ne nous convenait pas : oubli de la question de l'État, aucune critique sur le contenu à communiser. C'est ce dernier point que nous précisons ici.

l'État-réseau non seulement comme domination externe aux individus, mais aussi comme internisation/subjectivisation des normes et modèles de la société capitalisée.

Nous pensons aussi qu'il est un peu facile de considérer la politique comme une baguette magique qui transformera, le temps venu, les citrouilles technologiques en carrosses au service de la société dès que le pouvoir aura changé de mains sous l'effet d'une force encore mystérieuse, mais appréhendée avec optimisme comme inévitablement « éthique » et « démocratique ». En fait, l'importance de la technique dans la stratification et la structuration de la vie sociale en général n'est pas celle d'un sous-produit manipulable à volonté, la seule question fondamentale demeurant celle de l'État ou de l'idée de pouvoir global que ce terme inspire. Bien au contraire, c'est la question technique qui se posera en premier lieu et influencera de manière déterminante les autres choix politiques. L'article de Bernard Pasobrola présent dans ce numéro retrace l'histoire des métaphores réticulaires qui ont marqué nos modèles à la fois politiques et techno-industriels, analysant ainsi la force cinétique des réseaux techniques et leur influence déterminante sur la dynamique du capital.

Car même si l'on se contente de réfléchir à l'évolution souhaitable de « notre » ou « des » société/s, et même dans une optique largement utopiste, il faut, si l'on propose des solutions, penser la technique comme un tout et ne pas croire qu'on puisse abandonner le capitalisme en bannissant une partie de sa technique (les centrales nucléaires, les nanotechnologies, les pesticides...) et en gardant tout le reste, selon la vision éco-naturaliste humaniste. Ni qu'on puisse encore avoir des stratégies « nationales » comme le veut la Tradition-imitation. Réfléchissons plutôt à des stratégies locales et pragmatiques : orienter l'action vers la récupération des territoires, tout simplement parce qu'en cas d'effondrement du commerce international, les biens alimentaires seront hors de prix. Il ne s'agit donc pas d'anticiper de possibles catastrophes en souhaitant qu'elles ne se produisent pas, ni de se moquer des catastrophistes officiels ou des catastrophistes humanistes ou libertaires. La catastrophe a déjà eu lieu : dépossession de la majeure partie des communautés humaines de leurs territoires en à peine deux siècles, c'est-à-dire, à l'échelle de l'histoire humaine, en l'espace d'un éclair. Tout le reste n'est que gestion de crise. Mais rien ne garantit qu'il pourra y avoir retour en arrière, en tout cas selon une logique programmatique et ordonnée. Il est plus probable que la société va se

morceler, que la période unitaire réticulaire coûteuse en énergie et canalisant les pulsions de milliards d'êtres humains par le sport, le travail, le sexe, la drogue, la hiérarchie ou autre va donner lieu, lorsqu'elle s'achèvera, à une multitude de petites sociétés plus ou moins pacifiques dont les objectifs sont imprévisibles. Imprévisible aussi l'état du monde physique à ce moment-là : quels territoires seront encore habitables malgré les pollutions, les épidémies, et autres accidents

Voilà pourquoi résumer en un mot l'action que l'on se propose d'accomplir (révolution) ou l'objectif (communisme ou conseillisme ou autonomie, etc.) paraît un réflexe appartenant à la Tradition-imitation. Se contenter de parler de reterritorialiser les collectifs dans une perspective assembléiste, serait-ce incompatible avec le devenir-autre immédiat de la communauté humaine ?

II. FLUX DE CAPITALISATION ET SYSTÈMES TECHNIQUES

SYSTÈMES FLUIDIQUES ET SOCIÉTÉ CONNEXIONNISTE

Bernard PASOBROLA

« Je dirai maintenant comment est faite Octavie, ville-toile d'araignée. Il y a un précipice entre deux montagnes escarpées : la ville est au-dessus du vide, attachée aux deux crêtes par des cordes, des chaînes et des passerelles. (...) Telle est la base de la ville : un filet qui sert de lieu de passage et de support. Tout le reste, au lieu de s'élever par-dessus, est pendu en dessous : échelles de corde, hamacs, maisons en forme de sacs, portemanteaux, terrasses semblables à des nacelles, outres pour l'eau, becs de gaz, tournebroches, paniers suspendus à des ficelles, monte-charges, douches, pour les jeux trapèzes et anneaux, téléphériques, lampadaires, vases de plantes aux feuillages qui pendent. Suspendue au-dessus de l'abîme, la vie des habitants d'Octavie est moins incertaine que dans d'autres villes. Ils savent que la résistance de leur filet a une limite. »

Italo Calvino, *Les villes invisibles*

Indispensable à la pensée analytique, la notion de *système* a été abondamment utilisée au moins depuis Aristote et surtout à l'époque moderne. On peut, par exemple, diviser les individus qui composent une société en catégories que l'on nomme « classes » et décrire l'antagonisme entre ces classes comme le fondement du « système social ». Dans cette hypothèse, on forge des catégories abstraites : une « classe » est un ensemble d'éléments réunis par certains traits de surface comme le « rôle productif » des individus, critères qui gommant d'autres déterminations comme leur rôle en dehors du « procès de production ». On est contraint d'établir de manière plus ou moins arbitraire des frontières qui délimitent ces catégories auxquelles on attribue des propriétés diverses : la classe dominante (celle qui possède le capital) et la classe dominée (celle qui n'a que sa force de travail) font partie d'un *système de production capitaliste*. Cette analyse a paru satisfaisante durant une certaine période historique – celle où l'essor de la bourgeoisie s'est associé au développement de la rationalité et où des

classes plus ou moins homogènes se sont sédimentées à travers cette rationalité même – jusqu’à l’époque actuelle où les catégories de *système social* et de *classes sociales* ont perdu en grande partie leur valeur heuristique. Pour être compréhensible, la structure « fluidique » des sociétés capitalistes « connexionnistes », dans lesquelles les flux occupent un rôle central, exige d’autres types de métaphorisations, comme nous le verrons par la suite.

SYSTÈME, MACHINE, ORGANISME

Qu’est-ce qu’une théorie ? C’est un ensemble d’idées que l’on peut analyser, c’est-à-dire subdiviser dans le temps (périodisation) et dans un espace purement imaginaire pour trouver sa *cohérence*, pour découvrir la *force* qui lie les parties entre elles. L’analyse est donc une métaphore visuelle et dynamique qui consiste à *distinguer* (isoler dans l’espace et voir clairement) les parties d’une totalité physique, la décomposer en ensembles plus ou moins fonctionnels dotés d’une énergie interne ou d’une force de type gravitationnel, et donc à la considérer comme un objet non pas seulement idéal, mais réel au sens objectal du terme. Cette procédure nécessite cependant que les interactions entre les parties soient relativement faibles et que l’on puisse ne pas en tenir compte. Il faut, d’autre part, que les relations entre ces parties soient linéaires pour que la somme des parties ait un comportement homogène avec celui de la totalité. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies et que l’interactivité est forte, on a recours à la notion de *système*. Mais à prendre ce mot trop au sérieux, ou à en faire le fondement d’une théorie générale, ne court-on pas le risque soit de neutraliser la pensée par l’illusion d’automaticité que cette notion suscite, soit de demander l’impossible à ce concept et lui faire perdre toute valeur heuristique ?

La conception du *système* comme ensemble capable de se reproduire et des classes en tant que composantes organiques du monde social infère nécessairement que la société est un *corps* formé d’un assemblage de parties fonctionnelles. La société bourgeoise se pensait comme une totalité organique, c’est-à-dire un système basé sur la possession et orienté vers la production de biens et la satisfaction de besoins. La rationalité de ce *système* obéissait à une logique cumulative : biens matériels, connaissances, savoir-faire. Dans ce cadre, la métaphore organicienne fonctionnait à plein : classes-organes, métabolisme vu comme

production et rejet, développement et croissance, travail collaboratif des cellules de base, commandement centralisé. Le *corps social* consomme des ressources et, ce faisant, se nourrit et se reproduit en renouvelant et multipliant ses cellules, ses organes, son appareil de commande. On est en présence d'un véritable *système* au sens de la thermodynamique, de quelque chose de clos et défini dont on peut reconnaître l'intérieur et l'extérieur et qui est un assemblage fonctionnel de sous-systèmes. Au début du XX^e siècle, la tentative du biologiste autrichien Bertalanffy d'élaborer une « théorie générale des systèmes » à partir de la critique du vitalisme et du mécanisme n'a pas abouti à autre chose qu'un agglomérat de théories objectivistes, dont la cybernétique est sans doute l'un des plus beaux fleurons. Notons que, loin d'être morte, la théorie des systèmes donne encore lieu à de vifs débats entre systémiciens pour qui la définition d'un ensemble systémique est toujours à reconsidérer¹.

La notion de *système* vient du grec *systema* qui signifie assemblage (du verbe *systemo* : attacher ensemble, entrelacer) et constituait une pièce centrale dans l'univers des premiers métaphysiciens. En Grèce, les présocratiques voulaient montrer que le monde est intelligible, qu'il n'est pas une somme de phénomènes aléatoires et sans liens les uns avec les autres. « Une chose est vraie par excellence quand c'est à elle que les autres choses empruntent ce qu'elles ont en elles de vérité »,

1 – L'originalité de la méthode systémique par rapport à la démarche analytique traditionnelle est le plus souvent définie par des traits assez superficiels. Elle serait « – plus dominée par une logique ternaire ou conjonctive (qui relie) que par une logique binaire ou disjonctive (qui sépare) – plus centrée sur le but à atteindre (finalité) que sur la recherche des causes (causalité) – plus relationnelle et globale qu'analytique – plus orientée par le présent-futur (prospective) que par le passé-présent (déterminisme) ». (*L'Approche systémique : de quoi s'agit-il ?*, Gérard Donnadieu, Daniel Durand, Danièle Neel, Emmanuel Nunez, Lionel Saint-Paul, 2003). Edgar Morin a tenté de dépasser ces généralités en introduisant une distinction entre systèmes actifs et systèmes non actifs. Ces derniers ne peuvent évoluer que dans le sens de la désorganisation car ils sont incapables de « pomper » de l'énergie, de l'information, de l'organisation réparatrices dans leur environnement. Seuls les systèmes vivants et les systèmes sociaux sont actifs, c'est-à-dire aptes à résister à l'effet désintégrateur des antagonismes et à puiser suffisamment d'information et d'énergie à l'extérieur pour accroître leur capacité organisationnelle. Mais à force de nuancer et de complexifier sa théorie, Morin prend le risque d'en démontrer lui-même l'inanité et finit par citer Yves Barel qui écrit : « L'idée de système est une problématique au sens fort (...) [qui] n'a pas en elle-même la force de trouver une solution à ses problèmes » (Yves Barel, *L'idée de système dans les sciences sociales*, 1977, cité par J.-C. Lagan, *La systémique sociale*, éd. PUF, 2009).

écrivait Aristote dans sa *Métaphysique* où, décrivant les systèmes des philosophes grecs qui étaient ses prédécesseurs, il leur reprochait en général d'avoir systématisé des faits non essentiels. Hippon, Anaximène, Diogène prétendaient que l'air est antérieur à l'eau et qu'il est le principe premier des corps simples, alors que c'était le feu pour Hip-pase de Métaponte et Héraclite d'Éphèse. Empédocle reconnaissait ces trois éléments auxquels il ajoutait la terre, et ainsi de suite. Or tous ces philosophes ont considéré la matière comme la cause unique et n'ont pas appréhendé l'« être en tant qu'être », ce qui constituait selon Aristote le projet central de la science première qu'est la métaphysique. Pour lui, le monde a une logique et la forme doit être instanciée dans la substance des choses. L'idée de la substance-essence (*ousia*) incarnée dans la chose et déterminant son comportement a profondément imprégné la philosophie occidentale et influence encore notre mode de pensée. Elle a ouvert la voie à des généralisations qui ont rendu possible l'élaboration de théories globales et systémiques. La recherche marxienne de la substance-essence d'entités imaginaires comme la « Valeur » ou la « Marchandise », ressemble presque à une théodicée. Elle a débouché sur un systémisme métaphysique comparable à celui des théologies qui cherchaient à cerner l'essence du Bien et du Mal ou la nature de Dieu.

Marx a utilisé le terme de *système* chaque fois qu'il se référait à un ensemble, qu'il soit dynamique ou non, ouvert ou fermé, qu'il appartienne au domaine naturel ou à la sphère sociale, à la seule condition que cet ensemble présente une certaine cohérence. On voit ainsi l'utilité de ce concept fourre-tout qui permet de désigner un ensemble (système financier) et d'isoler certaines de ses parties aux contours flous (système monétaire, bancaire, de crédit) sans qu'il soit nécessaire d'examiner leurs divers recouvrements. Pour Marx, le « système capitaliste » est essentiellement un « système de production », à la différence des systèmes précédents. « La plus-value, écrit-il, est le but direct et la cause déterminante de la production. Le capital engendre essentiellement du capital et ne le fait que pour autant qu'il engendre de la plus-value. »² Ce système est aussi un processus d'accumulation, et, à ce titre, il ne vise pas simplement sa reproduction, mais sa reproduction élargie. Il obéit à certains types de causalité : a) celle qui s'exprime métaphoriquement par l'auto-engendrement (le capital est cause de lui-

2 – Karl Marx, *Capital*, L III, section I.

même et s'auto-génère) et b) celle qui peut être assimilée à un mouvement auto-propulsé (la recherche de la plus-value met en branle le mouvement objectif – la production – qui motive et rend possible cette recherche). Le capitalisme résulte donc d'un ensemble de forces comparables à celles de la dynamique newtonienne. Le « capital automate » est lui-même le jeu de ces forces indépendantes de la volonté humaine³.

Les métaphores systémiques transposent le champ de l'action humaine vers celui de l'objectivité (économie, technique ou nature). La force exercée collectivement par les agents humains devient une force *objective* dans un cadre (institutionnel la plupart du temps) qui leur échappe. Le déplacement métaphorique est d'autant plus notable que l'agentivité humaine est au cœur de la conception prototypique de la causalité qui se définit ainsi : un agent exerce une force (causale) qui provoque un

3 – Dans son *Chapitre inédit du Capital*, Marx décrit le passage de la *domination formelle* à la *domination réelle* en précisant que la soumission formelle du travail a un effet d'entraînement, qu'elle enclenche un processus continu vers la soumission réelle. Une dynamique est en marche et l'on peut se demander quelle est la force motrice de cette dynamique. En d'autres termes, quelle est la raison de ce mouvement auto-propulsé ? La réponse qu'il donne est assez claire : « La différence entre le travail soumis *formellement* au capital et ce qu'il était dans les modes de production antérieurs se manifeste de plus en plus clairement à mesure que croît le *volume du capital* employé par chaque capitaliste, et donc le *nombre des ouvriers* qu'il emploie en même temps. C'est seulement avec un minimum donné de capital que le capitaliste cesse d'être lui-même ouvrier et se réserve uniquement à la direction du procès de travail et au commerce des marchandises produites. Aussi la soumission *réelle* du travail au capital – le *mode de production capitaliste proprement dit* – ne se développe t elle qu'à partir du moment où des capitaux d'un volume déterminé se soumettent la production, soit que le marchand devienne capitaliste industriel, soit que des capitalistes industriels plus importants se soient formés sur la base de la *soumission formelle*. » (*op. cit.*) C'est à ce niveau que s'établit le lien entre deux axes métaphoriques : le changement comme mouvement auto-propulsé (les causes sont des forces et les finalités sont des destinations) et le changement comme augmentation du volume de production (les causes sont un transfert de possession et les finalités sont des objets). La création et l'élargissement d'un marché de demandeurs de biens (les salariés) engendrent à la fois la reproduction élargie du capital et la soumission réelle d'un plus grand nombre d'ouvriers. Sous cet angle, on est en présence d'une causalité gradualiste. Il y a un effet de seuil à partir duquel les effets semblent incontrôlables et suivent des voies causales qui s'élargissent à l'infini. « Le capitaliste doit être propriétaire ou détenteur des moyens de production à une *échelle sociale*. » (*op. cit.*)

mouvement ou un changement d'état physique⁴. L'agentivité humaine est projetée vers des systèmes automatés et les causes sociales deviennent des causes naturelles, ce qui évacue par-là même la responsabilité des agents. D'humaines, les finalités deviennent celles du monde, ce qui constitue l'obstacle le plus puissant à la critique sociale et au changement.

Il existe donc un ensemble cohérent de métaphores qui structurent le concept de *système* en tant que a) entité auto-propulsée ou automate ; b) organisme s'auto-reproduisant ; et c) machine destinée à des fins particulières. Le système est à la fois organisme et machine, sans que l'on puisse réellement constater l'antécédence historique d'un domaine métaphorique sur l'autre. Il semble plutôt qu'il y ait eu en permanence des corrélations entre ces deux domaines. Le recours au technique comme modèle d'explication du non-technique, qu'il s'agisse du vivant ou de l'univers, a eu pour corollaire la compréhension scientifique du vivant et de ses diverses composantes à travers le mode mécanique⁵.

4 – Exemples : la « *main invisible* » de Smith, la « *volonté des marchés* », « la *santé*, la *croissance* ou les *crises* de l'économie », pour ne prendre que quelques exemples dans le domaine qui nous intéresse ici. On parlera aussi « des *buts* de la technique », « des *faiblesses* ou des *capacités d'adaptation* du *système capitaliste* », et on se servira de ces expressions pour justifier une certaine forme de fatalisme social ou de progressisme téléologique. Le *système* est une entité qui semble avoir sa propre dynamique – donc son propre « automatisme », indépendamment des agents humains qui le font « marcher ».

5 – Bien avant Descartes (1596-1650) ou La Mettrie (1709-1751), le médecin espagnol Gómez Pereira (1500-1567) réduisait les animaux à des machines. Georges Canguilhem (*La connaissance de la vie*, Machine et organisme, éd. Vrin, 1965) rappelle que cette métaphore est déjà utilisée par Aristote (dans son traité *De motu animalium*, et dans son recueil des *Quaestiones mechanicae*) pour qui les organes du mouvement animal sont des « *organa* », c'est-à-dire des éléments comparables à des composants de machines de guerre. Avec l'industrie naissent de grands systèmes techniques qui, à leur tour, influenceront la compréhension de l'organisme – la vision mécaniste de l'organisme tire parti de la construction de dispositifs automatiques dont l'énergie motrice est indépendante de la force animale. On connaît par exemple l'importance des métaphores organicistes de François Quesnay (1694-1774) qui s'inspirent, dans le domaine économique, du modèle de la circulation sanguine de William Harvey (1578-1657). Mais on sait qu'auparavant Harvey expliquait la circulation du sang en s'inspirant du fonctionnement des pompes aspirantes et foulantes, donc de procédés mécaniques. Si le vivant est déchiffrable d'un point de vue mécaniste, le mécanisme n'est donc compréhensible qu'en tant qu'organisme. L'horloge est l'archétype de la machine-système associée à une finalité « vivante » : celle d'indiquer le temps au regard. Le système rationnel de type organique trouve dans l'harmonie sa justification suprême. Or l'harmonie se rapporte à une subjectivité, à un système vivant. L'image de l'orgue

La rationalité bourgeoise a cherché la cohérence de l'univers dans divers systèmes d'harmonie dynamique (depuis le système solaire jusqu'au système nerveux), systèmes qui sont tantôt corporalisés (notions d'âme, de volonté, de mission ou de destin), tantôt naturalisés (cycles des saisons, équilibres, la théorie des « âges » des sociétés de Saint Simon, de Spencer ou de Hegel). Mais ce cadre organique harmonique et finalisé qui obéit à des temporalités vivantes (cycles, croissance, dépérissement, achèvement, etc.) s'est avéré trop étroit pour la logique d'expansion illimitée de la rationalisation qui accompagne l'hégémonie du capitalisme. Cette logique s'accommode moins bien de la référence au finalisme, à la subjectivité et même à la notion de système clos qu'à l'activité distribuée d'une forme réticulaire. Sans perdre pour autant de son importance, le paradigme du *système* sera de plus en plus concurrencé par celui du *réseau*. Cela signifie-t-il pour autant l'abandon de la métaphore organiciste ?

DU RÉSEAU-FILET AU RÉSEAU-FLUX

L'âge moderne n'a pas inventé l'idée de réseau, mais lui a donné une consistance jamais atteinte. L'ingénieur des fortifications de Louis XIV, Sébastien Le Prestre de Vauban (1633-1707), applique la raison mathématique à un vaste projet de quadrillage du territoire. Si le *système* présentait la compacité d'un organisme ou d'une machine, le *réseau* appartient au domaine du maillage, à la fois plus souple et plus aéré.

Au XII^e siècle, le vieux français *resel* désignait un « petit filet utilisé pour la chasse et la pêche ». Grâce au développement de l'anatomie à partir des travaux de Vésale (1514-1564), et plus tard de Harvey (1578-1657) et de Malpighi (1628-1694), l'idée de réseau est tout naturellement appliquée à la physiologie et aux tissus biologiques. Les réseaux corporels, tels ceux de l'appareil sanguin et nerveux, servent à transmettre des flux et les tissus sont vus comme des maillages. Le réseau permet

composée de tuyaux de longueurs différentes a servi à justifier les inégalités naturelles ou les inégalités sociales par la nécessité esthétique de la variété. Dans son article *Économie politique* de l'*Encyclopédie*, Rousseau (1712-1778) reprend et accentue une métaphore déjà utilisée par Platon, celle de la Cité-État-Corps. La République platonicienne dépend essentiellement du rapport fonctionnel de trois organes : la tête (magistrats, philosophes), le cœur (guerriers) et le ventre (paysans, artisans). Pour Rousseau également le « corps politique, pris individuellement, peut être considéré comme un corps organisé, vivant et semblable à celui de l'homme. »

de concilier la fixité et la fluidité par sa nodalité (les nœuds sont des points fixes essentiels car c'est là que se croisent les flux) – c'est une « machine circulatoire », comme dit Alain Gras⁶, reprenant une expression de Jean-Marc Offner.

Quelques siècles auparavant, Claude Galien (131-201), médecin et physiologiste grec établi à Rome, avait déjà utilisé l'analogie majeure entre le cerveau, le réseau et le filet. Il a laissé de nombreux travaux sur le cerveau et le parcours de l'influx nerveux. De l'Antiquité aux Lumières, la technique du tissage propose un modèle ou une « raison graphique » pour interpréter le corps humain. On imagine aussi que ce modèle est transposable au « corps de la terre », alors que se dessine la transformation réticulaire du paysage au début de l'âge industriel. Cette métaphore a donc gagné progressivement en importance et la notion de *réseau* a envahi progressivement le vocabulaire et la pensée de la fin du XVIII^e siècle. La structure réticulée permet d'interpréter à la fois le monde et le corps, et elle fournit la clé du visible et de l'invisible. La société cherche son centre de gravité dans l'économie et non plus dans l'État qui est présenté comme l'antithèse de l'entreprise. En vertu du « système » prôné par Henri de Saint-Simon (1760-1825), le politique doit être au service de la seule « classe industrielle ». Parallèlement, la théorie vitaliste de Bichat (1771-1802) attribue une importance cruciale aux tissus biologiques et à leur rôle anatomique.

Le domaine métaphorique concerné par le concept de réseau s'étend, au début du XIX^e siècle, à des œuvres construites conçues par des ingénieurs. Tissu ou filet enveloppant, le réseau devient lieu de circulation. S'inspirant de la vision réseautiste de l'organisme qui est celle du vitalisme, la théorie saint-simonienne s'insère dans la tension solides-fluides. Pierre Musso⁷ s'est attaché à montrer l'influence déterminante de Saint-Simon dans l'avènement, à la charnière du XVIII^e et du XIX^e siècle, du culte du développement industriel préfigurant aussi la future société managériale et communicationnelle que Saint-Simon appelait de ses vœux. À la fois militaire et hydraulicien, puis entrepreneur, spéculateur financier et foncier, l'auteur de *La physiologie sociale* est tenté de tout ramener au paradigme du flux. La logique de l'organisme devient le modèle de toute rationalité. Or qu'est-ce qu'un corps, sinon un « désé-

6 – Alain Gras, *Les Macro-systèmes techniques*, éd. PUF, 1997.

7 – Cf. Pierre Musso, *Télécommunications et philosophie des réseaux, La postérité paradoxale de Saint-Simon*, éd. PUF, 1997 ; *Critique des réseaux*, éd. PUF 2003.

équilibre dynamique entre fluides et solides » ? Saint-Simon cherche à fonder une théorie générale basée sur cette contradiction universelle qui concerne aussi bien le corps biologique que le corps social.

Le réseau-organisme, intermédiaire entre la machine et l'usine, entre un « modèle technologique » et un « modèle économique », apparaît comme un ensemble de tissus et de conduits-transmetteurs. L'équivalence organisme-réseau fonctionne aussi comme un modèle d'efficacité et d'autorégulation – plus un réseau est complexe, meilleure est son organisation. Plus une société est organisée, plus elle développe ses réseaux, et la métaphore du réseau induit celle de la nécessaire fluidité des échanges, de la production opposée à la rente. La métaphore systémique prend une dimension nouvelle qui la rend puissamment opérante⁸. Le système industriel doit transformer le territoire, produire circulation et communication. La veille analogie du sang et de l'argent⁹ renaît alors avec force (« l'argent est au corps politique ce que le sang est au cœur humain », écrit Saint-Simon), d'où la nécessité de créer des « circulateurs » artificiels (chambres d'invention, d'examen, d'exécution de projets) pour « vivifier le corps social » et accroître sa mobilité. Le travail est dès lors irrémédiablement lié à cette dynamique réticulaire.

8 – La corrélation organisme-mécanisme héritée de l'Antiquité évolue aussi de manière cruciale sous l'effet des travaux de Claude Bernard (1813-1878). Sa théorie cellulaire décrit l'organisme comme « un agrégat de cellules ou d'organismes élémentaires ». Les cellules se comportent dans leur association comme elles le feraient isolément dans un milieu identique à celui que crée, dans l'organisme, l'action des cellules voisines. Il s'agit, en quelque sorte, d'une « philosophie politique » de la biologie selon laquelle les cellules *vivraient en liberté exactement comme en société*. La référence du dispositif mécanique automatique s'efface devant celle de la société-usine, un réseau autoréférentiel et autorégulé. Contrairement à Claude Bernard, Herbert Spencer (1820-1903) établit une distinction fondamentale entre la société-corps, faite d'une multitude d'actions individuelles, et les citoyens eux-mêmes. « Les réseaux des routes, écrit-il, des chemins de fer et des fils télégraphiques – organes dans l'établissement desquels les labours individuels sont tellement fondus que pratiquement ils y disparaissent – servent à mener une vie sociale qu'on ne peut plus regarder comme causée par les actes indépendants des citoyens. » (Herbert Spencer, *Les Premiers Principes*, 1920) Il appelle *organes* non pas les différentes classes sociales, mais les réseaux eux-mêmes, en particulier le plus important d'entre eux : celui des télécommunications qui est comparé au système nerveux – métaphore promise à un bel avenir.

9 – Voir à ce sujet : Bernard Pasobrola, « Remarques sur le procès d'objectivation marchand », *Temps critiques*, n° 15, janvier 2010.

URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article209>

À l'âge industriel, la métaphore réticulaire devient envahissante, comme si elle seule pouvait rendre compte de la fiévreuse activité circulatoire qui s'empare alors de l'occident. L'idée de réseau franchit un nouveau pas avec Gabriel Tarde (1843-1904). Sa philosophie rompt avec l'ancienne forme d'organicisme social et propose une vision qui concilie société et individu, atomisme individuel et lien social¹⁰. La société n'est pas un organisme, sauf si on la conçoit comme « un être réel et non pas seulement comme un certain nombre d'êtres réels »¹¹. Contre Spencer ou Durkheim (1858-1917) qui pousse le volontarisme socialiste jusqu'à puiser dans la zoologie le fondement de ses conceptions, Tarde soutient que ce moi collectif est seulement métaphorique. Ce qui fait société, c'est que les individus sont reliés par « un besoin plus ou moins vif de coordination logique des idées, de coordination finale des actes » ou encore « par l'équilibre ou la solidarité des égoïsmes sympathisants, comme dans un système solaire par l'équilibre et la solidarité des attractions moléculaires »¹². Si la société était un organisme, elle éclaterait par différenciation et inégalités croissantes. Ce n'est donc pas à un organisme quelconque qu'elle tend à ressembler à mesure qu'elle se civilise, mais plutôt à « cet organe singulier qui se nomme un cerveau » et qui est supérieur aux autres organes. On retrouve chez Tarde à la fois la métaphore galénique du réseau nerveux et la théorie cellulaire de Claude Bernard, mais cette dernière est appliquée aux cellules cérébrales. La société est en somme un grand cerveau collectif dont les cerveaux individuels sont les cellules. La composition de ses innombrables éléments est relativement homogène, comme le prouvent la rapidité, la facilité de leurs continus échanges de communications, et leur aptitude à se remplacer mutuellement. Malgré son

10 – « La société est un tissu d'actions inter-spirituelles, d'états mentaux agissant les uns sur les autres », annonce-t-il en 1902 dans *Psychologie économique*. Sa vision anticipe de manière très claire le mode réticulaire d'organisation sociale vu sous l'angle d'une interaction des agents sur le réseau global que proposera le connexionnisme à la fin du XX^e siècle.

11 – Gabriel Tarde, *La logique sociale*, 1893.

12 – Gabriel Tarde, *op. cit.* On est donc loin du schéma durkheimien qui faisait appel aux notions de « solidarité mécanique » et de « solidarité organique ». La première est celle qui relie les parties d'une colonie animale comme une société de polypes car, « comme tous les estomacs communiquent ensemble, un individu ne peut manger sans que les autres mangent ». Le second type de solidarité nécessite la différenciation fonctionnelle des individus, selon le principe de la « division physiologique du travail ». (Émile Durkheim, *De la division du travail social*).

souci d'homogénéité entre les monades, Tarde rétablit la métaphore organiciste de manière dualiste en différenciant la tête et le corps, la société-cerveau et la société-organe qui est à son service.

On peut faire le rapprochement entre la vision réticulaire de Tarde et celle qui triomphe à peu près au même moment au sein de l'école saint-simonienne. Le schisme intervenu au sein du mouvement en 1931 consacre la victoire de l'élite polytechnicienne sur l'aile socialiste, le primat de la technique sur la politique et de la communication sur le communisme¹³. Le mythe contemporain du réseau-tissu ou de la Toile destinés à s'étendre à la surface du globe terrestre jusqu'à l'envelopper totalement est né dans les écrits d'hommes comme Michel Chevalier, Prosper Enfantin¹⁴. C'est à cette époque également que, participant de la même tendance à la fétichisation de la technique, le socialisme anarchique de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) défend la réticulation généralisée du territoire, mais dans un sens fédératif et non centralisateur : médiation sans intermédiaire (autre que lui-même), flux à l'état pur, le réseau instaure une relation directe qui ne peut s'institutionnaliser et son architecture est productrice d'égalité entre les

13 – « Recouvrir la planète de réseaux et féconder ainsi le corps de la Terre-femme de “réseaux”, tel est le mythe moderne que fondent les ingénieurs saint-simoniens. » Pierre Musso, *Critique des réseaux*, éd. PUF 2003. S'inspirant des travaux de Lucien Sfez, Pierre Musso répond à la question que posait ce dernier sur l'ambivalence constitutive du réseau appréhendé en tant que dispositif technique de capture ou de circulation – le filet du réseau qui attrape – et en tant que « technologie de l'esprit ». Musso décortique avec brio les métaphores qui constituent le concept de réseau, mais il reproche aussi à ces métaphores de « brouiller » le concept. La réussite exceptionnelle de ce concept aurait entraîné sa « dégradation » et en ferait une simple idéologie, alors qu'il a été durant un moment éphémère, chez Saint-Simon, un concept lié à une opération symbolique. Ce concept se serait transformé en une « technologie de l'esprit » et en une « idéologie de l'utopie ». Musso semblait pourtant vouloir démontrer qu'il est vain de vouloir séparer le « noyau dur » du concept de *réseau* de son existence comme entité techno-imaginaire. Il avait établi qu'à l'évidence le concept était constitué par ces métaphores, qu'elles ne le « brouillaient » pas mais le structuraient, et que le concept n'existerait pas sans elles. Ce concept n'est d'ailleurs pas le seul qui ait connu un tel succès et une telle prolifération de métaphores. C'est advenu, comme on l'a vu, au concept de *système* avec l'idéologie systémique, ou, dans une moindre mesure, à celui de *structure* avec, par exemple, le structuralisme. Ces mots sont des serviteurs irremplaçables de la logique analytique qui a besoin d'entités bien délimitées et fonctionnelles. Mais l'élément fonctionnel ne peut exister par lui-même.

14 – Auteurs de l'ouvrage collectif *Vues politiques et pratiques sur les travaux publics de France*, par Lamé et Clapeyron, ingénieurs des mines et Stéphane et Eugène Flachet, ingénieurs civils, 1832.

hommes. Illusion issue de la métaphore galénique reformulée par Tarde et de la doctrine technocratique des disciples de Saint-Simon, cette idée ne cessera d'accompagner la vision connexionniste de la société.

L'imaginaire du réseau prend donc forme au moment où il devient un opérateur social, c'est-à-dire à une époque située entre la philosophie des Lumières et celle du XIX^e siècle. Ce moment charnière est formalisé par Saint-Simon pour qui le réseau ne définissait pas seulement le système industriel, mais devait devenir la base matérielle et symbolique de la société dans son ensemble.

Si la métaphore du *réseau* n'est pas parvenue à faire disparaître la référence organiciste présente dans la notion de *système*, elle met en scène, par son extensibilité quasi infinie, un « système de systèmes » qui semblent en perpétuelle gravitation les uns par rapport aux autres. Mais pas davantage que l'idée d'*organisme social*, celle de *réseau* ne peut être le fondement d'une axiologie. L'axiologie présuppose une certaine vision du réseau, et non pas le contraire. Qu'il s'agisse de système organo-mécaniciste ou réseautique, de système clos ou ouvert, économique ou technique, l'imaginaire rationaliste cherche dans tous les cas à dissocier l'individu humain des « monstres autonomes » qui sont censés lui servir de médiation avec le monde et, en particulier, avec la société des autres individus.

RÉSEAUX ET MACRO-SYSTÈMES TECHNIQUES

La proposition dualiste qui suggère une confrontation entre une essence humaine et une réalité objectale autonome (« capital automate » ou « système technique », par exemple) constitue la racine du problème de l'opposition entre corporéité biologique et corporéité technique, corps vivant et corps territorial, question qui sera abordée plus loin. La fracture ontologique s'accroît à l'époque industrielle dont l'imaginaire fluide se traduit par la mise en oeuvre de réseaux-systèmes à l'échelle d'un pays ou d'un continent, les *Large Scale Technical System*. Cette notion de l'historien américain Thomas Parke Hughes a été reprise et développée notamment par Alain Gras sous le nom de « macro-systèmes techniques » (MST).

Dans une première phase, le développement du chemin de fer a aménagé un espace physique artificiel (lié aux voies ferrées et non plus aux possibilités offertes par le paysage lui-même) couplé avec un réseau

d'information, la télégraphie. L'électricité a ensuite délocalisé à l'extrême la distribution de la puissance, puis les télécommunications ont fluidifié l'espace-temps – le monde pouvait désormais être conçu comme un ensemble de sites susceptibles d'établir entre eux des liens de communication. Le type de pression sociale qui se met en place dès l'aube de la civilisation industrielle contraint l'individu moderne à ne plus pouvoir vivre que connecté à des réseaux. « Nous sommes ainsi partie prenante, écrit Alain Gras, d'une infrastructure faite de filets à plus grosses mailles interconnectées qui rend l'individu complètement dépendant des choix techniques (ceux économiques ou financiers rentrent évidemment dans ce cadre), opérés en des lieux mystérieux et pour des raisons que personne ne connaît. Mais en ces lieux mystérieux opère tout le pouvoir de la technoscience obsédée par la puissance. »¹⁵ Notons que dans la conception d'Alain Gras, ces systèmes forment un ensemble où techniques et « réseaux de pouvoir » – réseaux qui construisent le social autant qu'ils sont construits par lui – sont indissociables¹⁶. Les nœuds du système qui absorbent les flux tendent à capter

15 – Puissance ne veut pas dire efficacité technique car, rappelle l'auteur, « si on cumule la totalité du temps de travail social dépensé pour le transport (construction, fonctionnement et entretien des moyens de transport ainsi que les retombées diverses, hospitalières et autres), on constate que les sociétés modernes y consacrent plus du tiers de leur temps de travail global, bien plus que ce qu'aucune société préindustrielle, pas même celle des nomades touaregs, n'a jamais dépensé pour se mettre en mouvement. » (*op. cit.*)

16 – Le nouveau mode de gestion des flux où le contrôle est à la fois indirect et centralisé, c'est-à-dire délocalisé du point de vue de l'unité de flux, crée la radicale nouveauté du macro-système technique (MST). Le réseau est l'organe d'un ensemble institutionnel plus complexe, le système technique, où se déroulent les jeux et stratégies de domination. Les systèmes de ce type offrent la particularité d'associer dès l'origine à leur fonctionnalité propre des flux d'information qui leur permettent d'être en constante interaction avec un centre de régulation. Les réseaux ne naissent pas après les systèmes techniques, ils n'en sont pas le produit, mais ils les accompagnent dans leur évolution ou parfois les précèdent. Ce ne sont pas les réseaux qui normalisent, ils sont normalisés, et les flux s'organisent grâce à un système d'informations et de contrôle délocalisé du réseau, phénomène qui signe l'existence du MST. Puisque l'espace artificiel où se déploie la technique est inséparable des réseaux de pouvoir, il devient évident qu'il faut repousser l'idée d'autonomie du processus technique. Alain Gras montre à travers l'exemple de l'électricité aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle que l'issue de la lutte entre courant continu et courant alternatif, entre basse et haute tension, n'était pas due à une fatalité technique ni à une logique intrinsèque à cette production. La victoire de Westinghouse sur Edison, et donc de la production et du transport de l'énergie à grande échelle plutôt que distribuée localement, illustre la

toujours plus de pouvoir et ces nœuds sont situés dans les régions qui concentrent déjà le plus de puissance. Du point de vue de l'urbanisme, par exemple, les zones industrielles et commerciales se développent au détriment de zones rurales où les réseaux se raréfient et qui se dépeuplent rapidement.

La fascination de la vitesse entretenue par l'imaginaire macro-systémique et sa conception du monde comme un ensemble de systèmes fluidiques ont imposé le modèle occidental au reste de la planète comme sa propre réalisation téléologique¹⁷.

La conclusion de l'opuscule d'Alain Gras sur *Les Macro-systèmes techniques* est cependant déroutante à plus d'un titre. L'auteur explique que l'apparition de la grande technologie et des MST fait céder les barrières efficaces érigées dans le passé pour nous protéger contre les risques. De nos jours, ces risques redeviennent un danger d'un genre historique nouveau. Il rappelle qu'en 1970, la *Nuclear Regulatory Commission* (autorité de sûreté nucléaire US) concluait que les chances d'être irradié par une centrale nucléaire étaient inférieures à celles d'être assommé par

contingence qui conditionne en grande partie l'évolution des techniques. Si le rapport de force s'est avéré défavorable à l'inventeur Edison, cela ne veut pas dire que la solution de son concurrent était forcément la meilleure ou la plus rationnelle du point de vue technique ou même économique. Il n'existe pas de loi darwinienne qui interviendrait dans la sélection des systèmes techniques.

17 – Mais Gras va beaucoup plus loin lorsqu'il soutient que, contrairement aux thèses de Fernand Braudel ou Immanuel Wallerstein, la mondialisation n'était pas une fatalité. Alain Gras présume-t-il que le capital aurait pu exister et exercer sa domination sur la société sans développer ses réseaux à l'échelle mondiale ? On sait que, pour Marx, le capital s'était constitué dans le processus de circulation élargie avant de dominer les différentes sphères de la production. Alain Gras ne présente aucun argument de poids pour infirmer cette thèse. Ses hypothèses sont formulées dans un sens finaliste, alors qu'il n'y a pas de causalisme reliant le développement du capital et celui de la technique capitaliste, car il s'agit bien sûr du même processus. Si l'apparition du capital est loin de constituer une fatalité, mais correspond bien à une contingence historique, force est de constater que sa dynamique est d'emblée mondialisée, comme le notaient Marx et après lui Braudel ou d'autres. S'interrogeant sur le pourquoi de la mondialisation, il écrit : « Le capitalisme en avait-il un besoin essentiel, comme le laisse penser l'histoire perçue tant à travers la lorgnette libérale qu'à travers celle, marxiste, de Rosa Luxemburg ou Trotski, et a-t-il engendré ainsi une technologie macro-systémique appropriée à sa domination ? Ou bien le mode scientifique de connaissance a-t-il utilisé les moyens sociétaux de l'époque (le marché + la technique + la démocratie) pour projeter un rêve de puissance sur le monde. La première interprétation fait l'objet de larges débats, la seconde sent le soufre de l'irrationnel. » Alain Gras, *op. cit.*

une météorite. Ensuite, les probabilités ont été réévaluées à un incident grave tous les huit ans. Aujourd'hui, les experts vont devoir à l'évidence plancher sur de nouvelles normes¹⁸. Les risques sont devenus difficilement calculables. On assiste, selon Alain Gras, à une inversion du processus qui, tout au long du siècle dernier, avait permis l'instauration d'une évaluation du risque potentiel¹⁹. Mais, se demande-t-il, qui est responsable de cette évolution ? « La faute n'en revient pas, évidemment, écrit-il, aux seuls promoteurs de la grande technologie. La responsabilité d'une évolution qui tourne mal met en cause tous ceux qui y participent, c'est-à-dire nous tous et les macro-systèmes techniques ne sont pas les ennemis de l'humanité en tant que tels. »²⁰ Après avoir défendu l'idée qu'il n'y a pas de fatalité technique et que les macro-systèmes sont le fruit de certains types de réseaux de pouvoir et de domination, Gras réhabilite implicitement la thèse de la servitude volontaire. Il soutient que les macro-systèmes techniques ne sont pas « les ennemis de l'humanité en tant que tels » et renvoie dos-à-dos dominants et dominés²¹. Que deviennent les relations de force et d'intérêt associées à ces techniques ?

C'est à partir de la réflexion de Niklas Luhmann qu'Alain Gras se pose la question de la différence entre danger et risque. Le sociologue allemand (1927-1998) est l'auteur d'une théorie systémiste de la société basée sur la communication²². Pour lui, la notion de danger fait référence à un évènement contre lequel il est impossible d'agir – par exemple une catastrophe naturelle –, tandis que le risque implique un dommage causé par nos propres décisions. La possibilité de s'assurer contre différents types d'accidents ne garantit pas qu'ils ne se produiront pas. Néanmoins, les dangers contre lesquels les individus s'assurent sont

18 – On pourrait ajouter que, pour tout expert ou « gestionnaire du risque », une erreur vaut toujours mieux qu'une incertitude !

19 – Il donne l'exemple des compagnies de réassurance des États-Unis qui ont déboursé 57 milliards de dollars entre 1990 et 1993 alors qu'elles n'en avaient déboursé que 17 milliards entre 1980 et 1990.

20 – Alain Gras, *op. cit.*

21 – « La responsabilité d'une évolution qui tourne mal, écrit-il, met en cause tous ceux qui y participent, c'est-à-dire nous tous et les macro-systèmes techniques ne sont pas les ennemis de l'humanité en tant que tels ; on aura aussi compris, nous l'espérons, qu'ils comportent de nombreux avantages. Le problème est ailleurs. Monde bouffe, monde poubelle ne sont pas les seules attentes de l'homme contemporain, il existe certainement la possibilité d'un autre rêve, celui d'une technologie pacifiée. » (*op. cit.*)

22 – Niklas Luhmann, *Soziale Systeme : Grundriss einer allgemeinen Theorie*, 1984.

transformés en risques. Dans la perspective technocratique de Luhmann, être rationnel signifie gérer les dommages engendrés par nos propres décisions. Il est bien sûr impossible de savoir ce que seront ces pertes ; tout ce que nous pouvons obtenir à travers le calcul des risques, c'est ce que Luhmann nomme un « programme de minimisation de la repentance ».

La théorie de la responsabilité partagée, tout comme celle de l'absence de responsabilité, est cohérente avec le systémisme social de Luhmann pour qui la société constitue un *système autopoïétique*²³ c'est-à-dire un système capable de produire sa propre identité. Même si pour lui l'individu s'efface devant la communication, cette métaphore rejoint celles de l'organicisme et du « corps social ». Alain Gras reprend à son compte le systémisme de Luhmann et sa vision autopoïétique qu'il juge indispensable à la compréhension du macro-système. Autoréférentiel et clos sur lui-même, le système technique, dans cette conception, « se décrit lui-même, s'auto-observe et construit seul ses mécanismes autant que ses éléments ; il crée à la fois sa propre structure et invente les éléments qui la composent en même temps qu'il définit ses limites. »²⁴ Il y aurait donc analogie parfaite avec « un système homéostatique (ou mieux encore à relations stables) dont l'invariant fondamental est sa propre organisation »²⁵.

La question qui est posée est donc à nouveau celle des implications du systémisme technique et de l'autonomie de la technique. Peut-on défendre le systémisme autopoïétique et, en même temps, prétendre que le fait technique ne possède en aucune manière une autonomie propre, mais qu'il est toujours le signe d'autre chose, comme l'affirme Gras ? En dépit de son analyse de la nature fluxiste du pouvoir et en particulier des réseaux de pouvoir des MST, la vision d'Alain Gras demeure dualiste, présentant l'individu comme un être désincarné, séparé du système qui le sert et l'emprisonne à la fois.

23 – Autopoïèse vient du grec *autos* (soi) et *poiein* (produire), Maturana et Varela, 1980 ; Varela et al, 1974.

24 – Alain Gras, *Grandeur et dépendance, Sociologie des macro-systèmes techniques*, éd. PUF, 1993.

25 – Niklas Luhmann, *Soziale Systeme*, cité par Alain Gras.

UNE SOCIÉTÉ EST-ELLE UN ÊTRE VIVANT ?

Les biologistes Varela et Maturana ont proposé le concept d'autopoïèse pour les cellules et les organismes vivants, mais ont refusé d'appliquer cette notion à d'autres domaines comme le domaine social.

La « linguallaxis »

La forme de systémisme basée sur la métaphore des individus-cellules qui composent et nourrissent le corps-société peut avoir un certain nombre d'implications proches du sociobiologisme, par exemple la thèse de l'harmonie sociale entre riches et pauvres ou celle de la survie socio-darwinienne des plus forts comme chez Spencer et consorts. Cette métaphore était également prisée par les nazis qui n'employaient quasiment jamais le terme de *société*, et rarement le concept de *nation*, mais plutôt celui de « *Volkskörper* », le « corps du peuple »²⁶. Pour Varela et Maturana²⁷, la caractéristique essentielle de l'organisation d'un organisme est sa manière de maintenir son unité – cet organisme doit pouvoir opérer avec des propriétés suffisamment stables pour conserver son adaptation, quelles que soient les propriétés de ses composants cellulaires, organiques, etc. Le système autopoïétique est un système fermé qui élimine le non-soi pour reproduire son identité. On peut citer à ce sujet le rôle primordial de l'immunité, par exemple, ou de certains processus organiques capables d'éliminer les cellules anormales. Toutefois, si l'existence d'un organisme exige la stabilité opérationnelle de ses composants, l'existence d'une société humaine exige au contraire la plasticité opérationnelle (comportementale) de ses composants. Pour les auteurs de *L'arbre de la connaissance*, l'histoire évolutive des êtres humains est associée à leur comportement linguistique. Au cours de cette histoire, c'est la plasticité comportementale ontogénétique, retenue par l'évolution, qui rend possibles les domaines linguistiques. La comparaison entre les organismes et les systèmes sociaux humains risque donc de distordre ou nier les caractéristiques propres à leurs composants respectifs. Chez les insectes, par exemple, la cohé-

26 – Johann Chapoutot, *Le national-socialisme et l'Antiquité*, éd. PUF, 2008.

27 – Voir en particulier Francisco Varela *Autonomie et connaissance, essai sur le vivant*, éd. du seuil, 1988. Avec Humberto Maturana, *L'arbre de la connaissance : racines biologiques de la compréhension humaine*, éd. Addison-Wesley, 1994. Avec Evan Thompson et Eleanor Rosch, *L'inscription corporelle de l'esprit, sciences cognitives et expérience humaine*, éd. du seuil, 1993.

sion de l'unité sociale est basée sur la trophallaxis, la communication chimique entre individus, l'échange de substances entre organismes. Chez les humains, l'unité sociale est basée sur la « linguallaxis » (une trophallaxis linguistique), c'est-à-dire un domaine linguistique tout à fait comparable à un domaine de coordinations ontogéniques d'actions. « Nous autres êtres humains ne sommes des êtres humains que par le langage », rappellent Varela et Maturana²⁸. Ils en déduisent que les domaines de discours que nous générons font partie de notre domaine d'existence et de l'environnement dans lequel nous conservons notre identité et notre adaptation. Nous sommes impliqués dans ce couplage ontogénique, non pas comme une référence préexistante ni en référence à une origine, mais comme une transformation continue de notre monde linguistique, celui que nous construisons de manière sociale. La question du lien entre le domaine linguistique et le domaine technique est donc cruciale. C'est pourquoi il convient de s'y attarder un peu et d'examiner ensuite le parallèle que propose Gras entre reproduction des systèmes techniques et reproduction des systèmes autopoïétiques, de même que sur leur aspect autoréférentiel.

Système et finalité

Dans sa critique du mécanicisme, Varela établit une importante distinction entre structure et organisation. Une machine²⁹ se caractérise par les interrelations de ses composants, indépendamment de ces composants eux-mêmes. On peut construire une machine en utilisant divers types de composants, pourvu que la fonctionnalité de l'ensemble soit satisfaisante. L'ensemble des relations qui définissent une machine comme une unité constitue son *organisation*. L'ensemble des relations effectives entre les composants présents sur une machine concrète dans un espace donné constitue sa *structure*. Il est entendu que plusieurs structures peuvent engendrer la même organisation, celle qui est propre à une machine particulière. L'autopoïèse implique que toutes les transformations du système soient subordonnées à la conservation de son organisation autopoïétique, et que toute la phénoménologie du système soit subordonnée à la conservation de son unité. Or la question que

28 – *Op. cit.*

29 – *Autonomie et connaissance, essai sur le vivant*, éd. du seuil, 1988. Pour l'auteur, les mots « machine » et « système » sont interchangeable. Les machines et les systèmes indiquent un ensemble d'unités caractérisées par leur organisation.

pose Alain Gras : pourquoi l'idée de renouvellement progressif par création interne ne serait-elle pas possible dans le cas d'un système technique ? trouve sa réponse dans cette condition première de l'autopoïèse qui est de ne concerner qu'un organisme opérationnellement clos ne répondant à aucune finalité. La conservation de l'identité d'un système, son autonomie, appartiennent à un domaine distinct de celui de son fonctionnement. Ces deux domaines phénoménaux ne sont reliés que par nos descriptions, et ces relations ne font pas partie du fonctionnement du système comme tel. La finalité d'une machine n'est pas une caractéristique de son organisation, mais du domaine dans lequel elle fonctionne : les concepts de fin, de but ou de fonction appartiennent donc au domaine de l'observateur (linguistique) et ne servent nullement à caractériser une classe particulière d'organisation de machines. Or un système autopoïétique est organisé comme un réseau de processus de production de composants qui (a) régénèrent continuellement par leurs transformations et leurs interactions le réseau qui les a produits, et qui (b) constituent le système en tant qu'unité concrète dans l'espace (le domaine topologique où il se réalise comme réseau). Pour Varela, un système peut être autonome, c'est-à-dire conserver le même type d'organisation et de fonctionnement, sans être autopoïétique, puisque cette condition n'est réalisée que si le système auto-produit ses composants dans un espace opérationnellement clos. Il faut impérativement que son organisation soit caractérisée par des processus dépendant récursivement les uns des autres pour la génération et la réalisation des processus eux-mêmes. Une cellule biologique répond parfaitement à ces critères, mais aucune machine ne peut le faire et pas davantage un système technique ou un système social. Il peut y avoir des analogies trompeuses entre un système considéré comme autonome et un système vivant, mais ce qui caractérise les êtres vivants, c'est que leur organisation est telle que leur seul produit est eux-mêmes, d'où l'absence de séparation entre le producteur et le produit. L'être et le faire d'une unité autopoïétique sont inséparables, et c'est là leur mode particulier d'organisation.

Ainsi, lorsqu'Alain Gras écrit : « Si l'autorégulation résout les crises que traverse le système au cours de son histoire, l'autopoïèse permet quant à elle de faire face à l'inattendu : le système crée lui-même ses règles de

fonctionnement»³⁰, ne confond-il pas autopoïèse et autonomie du système ? Ni l'une ni l'autre ne s'applique cependant telle quelle à la technique. Les machines ne sont pas des êtres vivants. Elles sont allopoïétiques et leur identité n'est pas déterminée par leur fonctionnement car leur produit est différent d'elles ; l'observateur conditionne leur identité qui est donc définie de l'extérieur et qui, comme toute création sociale, dépend du domaine linguistique.

Vision substantialiste et vision symboliste du capital

On a vu que la question de l'autonomie de la technique rejoignait celle de l'objectivation de l'agentivité humaine. On a rappelé plus haut que Marx assimilait le « système capitaliste » à une machine auto-propulsée échappant au contrôle humain et libérant des « forces productives ». Mais c'est aussi à ce niveau que se situe le cœur du dilemme marxien ou du paradoxe de sa théorie du fétichisme. Lorsque Marx s'élève contre le naturalisme des économistes bourgeois, il a recours au symbolisme. Il affirme, par exemple que « le capital, pas plus que l'argent, n'est un objet. Dans l'un et l'autre, des rapports de production sociaux déterminés entre individus apparaissent comme des rapports se nouant entre objets et individus. Autrement dit, des rapports sociaux déterminés semblent être des propriétés sociales naturelles des objets »³¹, et il ajoute : « le capital n'est qu'un nom inventé pour abuser les masses. » Mais sa philosophie rationaliste ne peut admettre que des rapports entre « individus et objets » soient des rapports d'identité et se dérobent à la dialectique dualiste. C'est pourquoi il a recours à la métaphore du « sujet automate », à celle de la « Valeur » qui règle à la fois le mouvement des choses et les rapports entre les individus, du « système » vu comme une machine autopropulsée s'auto-engendrant et cause d'elle-même, ce qui présente de nombreuses similarités avec le système autopoïétique de Luhmann et Gras.

Cette hésitation entre une vision substantialiste et une vision symboliste du capital, comme de toute autre institution, vient de ce que l'institution peut être considérée sous différents angles. Comme le

30 – Alain Gras tente d'introduire quelques nuances à la perspective de Luhmann qu'il accuse « d'évacuer le sujet » humain et de ne pas tenir compte de l'analyse des systèmes comme réseaux de pouvoir. Mais, dans les faits, il ne tient pas compte de ces nuances.

31 – Karl Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Premier livre, sixième chapitre.

notait Castoriadis, elle est un réseau symbolique à la fois fonctionnel et imaginaire. Mais le rapport entre ces deux composantes est lui-même imaginaire et appartient au domaine linguistique. « L'aliénation, ajoutait Castoriadis, c'est l'autonomisation et la dominance du moment imaginaire dans l'institution, qui entraîne l'autonomisation et la dominance de l'institution relativement à la société. »³² Il est peut-être difficile de comprendre combien ce rapport au monde qui nous apparaît sous une forme systémique et substantialiste – système technique, économique ou système social –, est en réalité une confrontation qui a lieu sur le mode imaginaire, bien que mettant en jeu des entités qui sont aussi fonctionnelles. Mais il est plus difficile encore de prendre assez de recul à l'égard de cette confrontation pour saisir l'origine imaginaire de ces institutions et donc leur dépendance du domaine linguistique. C'est en raison de cette difficulté que ces institutions acquièrent dans nos esprits une substantialité qui leur donne une apparence d'autonomie, ce que Jacques Ellul appelait « l'encerclement par l'évidence »³³. Le domaine de sens créé par l'axiologie d'une société semble s'effacer devant la matérialité de la vie sociale incarnée par les « systèmes » techniques, économiques, etc. Et, en raison de la corrélation machine-organisme, ces systèmes sont conçus à travers des métaphores organicistes qui les assimilent à des êtres vivants et autonomes, agissant dans le sens de leur reproduction.

Phénomène analogue : l'illusion, dans les sociétés modernes, que l'économie « s'est séparée » des autres formes sociales. C'est une idée qui naît de « l'émergence d'une signification centrale qui réorganise, redétermine, réforme une foule de significations sociales déjà disponibles, par là même les altère, conditionne la constitution d'autres significations »³⁴. Or cette signification centrale n'est pas économique à proprement parler, mais correspond à une forme particulière de rationalité, celle d'une « rationalisation » totalisante, illimitée, formelle et vide. Cette forme qui englobe tous les aspects du réel est le corollaire de la totalisation technique qui semble à ce point différente des formes précédentes de rationalité et de finalité instrumentale qu'elle possède

32 – Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, éd. du Seuil, 1975.

33 – Jacques Ellul, *Le bluff technologique*, éd. Hachette, 1988.

34 – Cornélius Castoriadis, *op. cit.*

l'apparence d'un monstre « vivant » dévorant la société³⁵. L'« individu » (concept flou qui permet de subsantialiser l'« être » ou son « essence » sans l'intégrer pleinement au monde) fait à la fois « partie du système » et lui est étranger. Il est à la fois agent et ennemi de sa technique, sujet intentionnel et objet victimaire de la tyrannie du système, joueur et exclu du jeu, agresseur et agressé. Il est toujours double, voire triple ou quadruple. C'est pourquoi le théoricien ne parvient pas à avoir une opinion stable de la technique. Tantôt bonne, tantôt mauvaise ou « neutre ». Car c'est lui, cet individu abstrait, qui porte la charge morale, qui utilise bien ou mal l'objet technique, qui rêve d'une « technologie pacifiée »³⁶ tout en tirant parti des méfaits des « macro-systèmes ».

La technique comme extériorisation

La conquête des énergies motrices naturelles (eau, vent) qui s'est produite durant l'Antiquité a nécessité des techniques qui ont peu évolué jusqu'au XVIII^e siècle. Le changement d'échelle s'est produit seulement au XIX^e siècle avec l'utilisation de la pression de la vapeur. Le paléontologue Leroi-Gourhan compare ce bouleversement technique à celui qui s'est produit à l'Âge du bronze et qui a vu la victoire du métal, c'est-à-dire de la main³⁷. Celle de la vapeur a consacré l'extériorisation de la puissance musculaire. L'extériorisation illimitée de la force motrice à partir du XIX^e siècle ressemble, pour l'auteur de l'ouvrage *Le geste et la parole*, à une évolution biologique chez d'autres mammifères, c'est-à-dire à un « changement d'espèce pour l'humanité ». Et même si cette évolution concerne des « organes extérieurs au corps »³⁸, elle met en présence d'une réalité nouvelle. *Homo* est un animal qui, au cours de l'évolution, ne peut plus survivre sans ce corps inorganique (ou peut-

35 – La machine qui s'autonomise et domine son créateur est d'ailleurs, dès l'origine du genre, l'un des thèmes de prédilection de la science-fiction.

36 – Alain Gras, *Les Macro-systèmes techniques*, éd. Puf, 1997.

37 – André Leroi-Gourhan, *Le geste et la parole*, TIII, La mémoire et les rythmes, éd. Albin Michel, 1964.

38 – La thèse de la « projection organique » lui a été inspirée par les travaux de philosophes allemands comme Ernst Kapp, Edward von Mayer et Ludwig Noire. Kapp avait tenté de systématiser l'idée d'une origine biologique des techniques. Les premiers outils seraient le prolongement d'organes humains en mouvement : la massue, le percuteur, la hache de pierre prolongent et étendent le mouvement physique de la percussion exécuté par le bras, et ainsi de suite. Pour rendre compte des processus généraux marquant l'évolution des outils et des techniques, Leroi-Gourhan a eu recours à l'un des concepts fondamentaux de Kapp, celui d'« exsudation ».

être, plus exactement, cet ensemble d'organes non biologiques) que constitue la technique (ne serait-ce que la plus primitive : arme, habit, abri). Une autre intuition fondamentale de cet auteur est celle du lien entre outil et langage. Alors que, chez les grands singes, la parole et l'outil ont un usage occasionnel et transitoire qui n'a pas de prolongement quand cesse le stimulus qui en est à l'origine, chez l'humain, écrit-il, « la permanence du concept est de nature différente mais comparable à celle de l'outil ». À partir d'une formule identique à celle des Primates, les êtres humains fabriquent des outils concrets et des symboles, les uns et les autres relevant du même processus ou plutôt recourant dans le cerveau au même équipement fondamental. Comme il a été dit plus haut, les métaphores de l'organique et du réseau utilisent toutes deux des inférences provenant du domaine biologique, que ce soit sous la forme organique ou sous la forme réticulaire dont la source est le système nerveux, et le cerveau en particulier. Dans le domaine technique, et non plus seulement linguistique et métaphorique, il s'est produit le même phénomène : après la projection organique visant l'extériorisation de la motricité, l'auteur note que le développement technique a créé de nouveaux outils imitant et prolongeant certaines de nos facultés cérébrales³⁹. Mais, d'une part, Leroi-Gourhan ne nuance pas son point de vue qui reste principalement déterministe alors que cette évolution concerne seulement une partie de l'humanité et n'a donc aucun caractère universaliste ; d'autre part, si l'extériorisation est une matérialisation en dehors des frontières corporelles de certaines fonctions biologiques, s'ensuit-il qu'une pratique instrumentale n'a qu'un rôle purement fonctionnel ?⁴⁰ Enfin, ce phénomène d'extériorisation provoque-t-il une coupure ontologique ?

39 – Bien que l'informatique fût encore peu développée au moment où il écrivait son livre, Leroi-Gourhan évoque dans ce texte l'extériorisation de facultés « de plus en plus élevées », mais il convient d'introduire une nuance que ne relève pas l'auteur : on peut, certes, extérioriser à l'infini certaines capacités mentales (calcul, analyse des formes, du mouvement et autres), mais pas le psychisme qui nécessite un corps biologique, lequel n'est pas reproductible artificiellement. L'extériorisation se heurte donc ici à une limite probablement insurmontable.

40 – Comme le signalait l'anthropologue Laura Makarius, l'usage de la fourchette n'a pas la même signification dans une société comme la nôtre qui l'utilise pour « porter la nourriture à la bouche », et, par exemple, dans une communauté Wogeo de Nouvelle-Guinée où une personne en état de tabou doit se servir du même instrument pour « ne pas porter cette nourriture avec la main ».

La technique est-elle autonome ?

Dans une perspective dualiste, comme celle de Leroi-Gourhan, la technique ne constitue pas que le corps extra-organique des individus sociaux, – « exsudation corporelle » ou « extériorisation illimitée de la force motrice » –, mais elle est assimilable à une force vivante qui s’est séparée de son créateur. « L’analyse des techniques, écrit-il, montre que dans le temps elles se comportent à la manière des espèces vivantes, jouissant d’une force d’évolution qui semble leur être propre et tendre à les faire échapper à l’emprise de l’homme. »⁴¹ La technique apparaît donc sous la forme d’une entité autonome et non contrôlable, un « système » que l’essence a-temporelle de l’« homme » abandonne par intérêt, par vice ou par faiblesse, à sa destinée monstrueuse et hostile. L’évolution humaine à partir de l’*homo sapiens*, écrit Leroi-Gourhan, témoigne d’une séparation de plus en plus flagrante entre le déroulement des transformations du corps, resté à l’échelle du temps géologique, et le déroulement des transformations des outils, lié au rythme des générations successives. Il est vrai, à condition que l’on réduise le « corps » à sa simple biologie, que dans le fonctionnement de l’arc ou de la roue ou dans l’acte de labourer demeurerait perceptible la gestalt humaine que ces techniques prolongeaient. Mais il n’en est plus de même à partir de la révolution industrielle où l’expansion illimitée de la force motrice crée des appareillages, des « systèmes » dont la taille devient disproportionnée en relation aux communautés humaines et à leurs pratiques traditionnelles. « Il y aurait donc à faire, poursuit l’auteur, une véritable biologie de la technique, à considérer le corps social comme un être indépendant du corps zoologique, animé par l’homme, mais cumulant une telle somme d’effets imprévisibles que sa structure intime surplombe de très haut les moyens d’appréhension des individus. » (*op. cit.*)

On voit que la métaphore organiciste du social induit, même chez un penseur aussi perspicace que Leroi-Gourhan, l’assimilation du système technique à un être vivant car c’est la seule manière de justifier le dualisme de sa pensée. Alors qu’il voit dans la technique un prolongement du corps biologique, il introduit une rupture ontologique qui « biologise » de manière incompréhensible ce qu’il a défini comme nécessairement non biologique ! L’auteur passe d’une vision de conti-

41 – Leroi-Gourhan, *Le Geste et la Parole*, TI, Technique et langage.

nuité-conflictualité entre le biologique et le technique à l'idée d'une séparation ontologique entre l'« être » pur et son « produit » qui semble tout-autre-que-lui tout en étant son alter ego. Alors que le danger semblait émaner de la trop grande proximité entre le biologique et le technique, à leur tendance à la fusion, il se trouve que leur éloignement crée encore davantage d'angoisse. Cela conduit à penser que l'on ne peut corriger les erreurs de la maîtrise que par une maîtrise encore plus totale, voire totalitaire, sur cet être-autre technique. Le « système » a sans cesse besoin d'un autre « système » correctif, censé le remettre au service de l'humanité car le « monstre » technique étant dépourvu d'affects, il est capable du meilleur comme du pire – et, preuve en est, surtout du pire. La prégnance des vieilles théologies rationnelles réactive constamment les versions modernes du mythe du Golem, la lutte entre l'essence divine de l'homme et sa corruption par une objectivité subjectivée mais privée de toute transcendance ou du moins d'un quelconque embryon de sentiment éthique. Il convient donc de cerner les caractéristiques de ce dualisme qui n'aboutit qu'à d'impuissantes déplorations ou, parfois, à des rêves de maîtrise aussi illusoire qu'inquiétants.

CORPORÉITÉ ORGANIQUE ET CORPORÉITÉ TECHNIQUE

La métaphore réticulaire, on l'a vu, considère le monde comme une « machine circulatoire » générée par des « systèmes fluidiques ». La vision « extatique »⁴² de la vitesse et de la communication pousse la logique réticulaire jusqu'au maillage total du social. Dans les sociétés industrielles, une part considérable de l'énergie produite sert à alimenter les divers types de réseaux destinés aux flux physiques (électriques et électromagnétiques) et symboliques (médias et communication sociale en général). La cohésion de l'édifice social repose essentielle-

42 – « La vitesse est la forme d'extase dont la révolution technique a fait cadeau à l'homme », note avec justesse Milan Kundera. « Contrairement au motocycliste, le coureur à pied est toujours présent dans son corps, obligé sans cesse de penser à ses ampoules, à son essoufflement ; quand il court il sent son poids, son âge, conscient plus que jamais de lui-même et du temps de sa vie. Tout change quand l'homme délègue la faculté de vitesse à une machine : dès lors, son propre corps se trouve hors du jeu et il s'adonne à une vitesse qui est incorporelle, immatérielle, vitesse pure, vitesse en elle-même, vitesse extase. Curieuse alliance : la froide impersonnalité de la technique et les flammes de l'extase. » *La lenteur*, éd. Gallimard, 1995.

ment sur l'énergie physique injectée dans les réseaux d'information et de communication. Sous l'effet du développement de ces techniques, la « socialité » a connu, elle aussi, une évolution importante.

De la socialité organique à la socialité réticulaire

La socialité « organique » (celle qui passe par le rapport de promiscuité avec autrui, l'interdépendance, la solidarité, etc.) tend à se transformer, dans les sociétés technologiquement les plus évoluées, en une socialité de réseau qui se développe autour d'un médium – message électronique ou auditif et « télévisualisation » du monde. Les « liens sociaux organiques » se distendent et la propre présence incarnée dans le monde, la sienne propre comme celle d'autrui, a tendance à devenir trivialement problématique et source d'angoisse. La communication désincarnée – qu'elle soit graphique (forum, listes de diffusion, chat, etc.), auditive ou audio-visuelle (téléphone, webcam, visio-com, etc.) – renforce la mise à distance des communicants. Elle n'est pas pour autant une « virtualisation » du dialogue puisqu'il s'agit d'une communication bien réelle. Mais étant désincarnée, elle a tendance à sublimer le flux et à appauvrir la substance, réduisant par exemple la présence charnelle de l'interlocuteur à une image sonore ou visuelle, ou l'éliminant totalement⁴³.

La fusion tendancielle corps-technique ne se limite pas à la technicisation du biologique – corollaire du processus d'anthropomorphisation de la technique (le « cœur artificiel français ») –, mais elle concerne surtout l'incorporation, au sens propre du terme, des techniques sensorielles extra-organiques qui, une fois adoptées et donc utilisées comme un mode normal de perception, paraissent indispensables au fonctionnement biologique. Leur privation est, on le sait, ressentie comme une amputation (connexio-dépendance, addiction à l'information « en temps réel » et aux flux communicationnels en général).

Sens proximaux et sens distaux

En tant qu'êtres dont l'identité corporelle et extracorporelle est influencée ou façonnée par la technique, nous « raisonnons » et « imagi-

43 – Cette forme a des avantages indéniables en ce qui concerne la rapidité de la propagation des flux et leur planétarisation, mais elle impose certaines contraintes qui se traduisent par l'accentuation des différences de potentiels entre agents « centraux » et agents « périphériques » (la création de ces différences de potentiels constituant, d'ailleurs, l'un des objectifs majeurs du modèle réticulaire).

nons » à partir de cette double identité découlant de deux types de corporéité, biologique et technique, l'une issue de la phylogenèse et l'autre de notre histoire technique⁴⁴. Certains, parmi nos bio-capteurs sensoriels, sont plus intensément sollicités que d'autres par la corporéité technique : davantage que les sens proximaux (odorat, toucher, goût), ce sont donc les sens distaux (vue, audition) qui connaissent les prolongements techniques les plus faramineux. La perception extra-organique s'élargit considérablement et concerne, par exemple, les instruments et méthodes de laboratoire qui permettent de « voir » des réalités inatteignables directement par l'organe de la vision humaine. Mais elle comprend l'ensemble des capteurs disposés en nombre infini dans la biosphère ou dans la stratosphère et qui nous « informent » en permanence sur l'état du monde. À travers la corporéité technique, nous assimilons de plus en plus de flux « lointains » par la voie des « médias » et de l'interconnexion (téléphonique et informatique). Il est donc logique que les nouvelles formes de socialité privilégient, elles aussi, nos sens distaux (vue, audition) alors que la socialité « organique » mobilise tous nos sens, distaux et proximaux. Ces deux modes d'interaction sociale ne s'excluent pas, mais, dans nos sociétés, la balance penche de plus en plus, chacun le sait, du côté du distal. Puisque l'humain civilisé n'est plus séparable de sa connexion-distalisation et que la civilisation fait en sorte d'accélérer par divers moyens la fusion corps-réseau (facteur facilitant : la majeure partie des humains interagit principalement avec l'univers hyper-technique de la ville), la tentative de s'y soustraire ou de gêner ses flux est considérée comme un acte désocialisant, condamnable non seulement sur le plan social, mais aussi éthique.

LA SOCIÉTÉ CONNEXIONNISTE

La technique s'est peu à peu introduite parmi les domaines-source des métaphores les plus courantes, d'abord, on l'a vu, sous forme mécanique et organo-mécaniciste, puis sous celle de maillages et, plus tard, de systèmes fluidiques. Avec la production de l'énergie et sa distribution

44 – Il faudrait sans doute parler plutôt d'une identité bipolarisée car le processus n'est heureusement pas totalement fusionnel. Il pourra le devenir dans l'avenir si les techniques de trans-humanisation et d'hybridation homme-machine parviennent à se développer et à se diffuser suffisamment pour acquérir une importance sociale.

en réseau, la motricité elle-même change de visage et se potentialise. Contrairement à l'énergie qui coule dans une rivière ou qui est produite par le vent, celle d'un réseau électrique à haute tension paraît relever d'un monde qui n'est plus compréhensible, mais touche aux « puissances invisibles ». Il en résulte une déconnexion de l'imaginaire de ces techniques en relation à celui des activités humaines dont leur taille et leur complexité les éloignent.

Le modèle neuronal

C'est pourquoi le réseautisme fait évoluer les métaphores organicistes vers de nouveaux modèles comme celui du réseau neuronal. L'organisation réticulaire est censée s'inspirer du fonctionnement dynamique du cerveau dont neurones s'envoient des messages et dont les aires travaillent « en parallèle ». Les réseaux techniques prennent donc modèle sur la circulation des flux des réseaux neuronaux biologiques qui sont des réseaux normés. Le modèle connexionniste créé par l'ingénierie informatique sous l'effet du développement des modélisations du fonctionnement cérébral par les neurosciences, s'oppose à partir des années 70 au modèle cognitiviste. Pour ce dernier, l'information est traitée par une unité centrale de calcul qui communique séquentiellement avec une mémoire statique par l'intermédiaire de lignes de transmissions. Le comportement de ce type de machine (symbolique) est déterminé d'avance par son programme, de sorte que ses réactions à toutes les entrées admissibles sont prévisibles dès le début. Le modèle connexionniste, au contraire, exige que le système de traitement des entrées soit évolutif et perfectible. Il n'est pas organisé de manière linéaire sur la base d'un traitement « à la chaîne », mais à partir de l'activation d'aires multiples et de réseaux qui opèrent « en parallèle », sans contrôle central, par le simple effet d'interactions locales⁴⁵. L'avantage du modèle connexionniste sur le modèle symboli-

45 – Le traitement de l'information repose sur l'interaction activatrice ou inhibitrice d'unités élémentaires ou neurones formels à l'intérieur du réseau. Ces unités ou « neurones » sont de trois types : a) les unités d'entrée, b) les unités cachées dont l'activité dépend de leurs relations, c) les unités de sortie. Le modèle « apprend » à calculer en comparant avec les résultats souhaités les résultats obtenus d'abord par une activation au hasard de ses neurones, et en reconfigurant en conséquence les liens entre ces derniers : il en renforce certains (l'activation des uns entraînera celle des autres et réciproquement) et affaiblit les autres (inhibitions). Le modèle peut apprendre n'importe quel algorithme, à une condition : avoir plusieurs « couches » entre

que classique, c'est qu'il n'est pas nécessaire de lui fournir à la fois les symboles, les opérations, et une bonne partie des catégories (c'est-à-dire les liaisons entre séquences de symboles qu'il faut assurer celles qu'il faut éviter). Les classifications découlent de l'évolution des connexions dont les « poids » changent au cours de l'apprentissage, aucune unité ne pouvant réaliser à elle seule la classification des informations qui figurent en entrées, alors que le réseau dans son ensemble y parvient.

La logique connexionniste inspiratrice d'un « modèle social »

Ce modèle⁴⁶ a été très inspirant pour le management des années 90. L'entreprise se veut plus réactive et rêve de se débarrasser des vieilles structurations fonctionnalistes et des pesantes hiérarchies. Elle exige de fonctionner en réseau, c'est-à-dire en établissant des liens facilement ajustables⁴⁷. En bonne logique connexionniste, il y aurait « plusieurs

l'entrée et la sortie, et une fonction de rétropropagation du gradient d'erreur, qui permet de rectifier l'organisation des connexions, couche après couche, afin de réduire l'écart entre résultats escomptés et résultats obtenus. Pour les partisans du modèle symbolique (métaphore de l'ordinateur), la logique est propositionnelle (un énoncé est vrai ou faux), ce qui suppose un ensemble de règles fixes et explicites pour le traitement cognitif naturellement associé à un fonds mnémorique. Le but des machines connexionnistes est au contraire de modéliser le sujet en évolution et de présenter le processus d'acquisition indépendamment d'une quelconque base mnémorique : la machine connexionniste n'a de mémoire qu'assujettie aux changements de ses configurations de traitement. C'est pourquoi la perspective connexionniste rejette l'opposition entre compétence (connaissance de règles explicites) et performance (application de ces règles).

46 – Cf. notamment Boltanski et Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, éd. Gallimard, 1999. Pour une étude topologique des réseaux contrôlés par les grands groupes financiers et industriels à l'échelle planétaire, on pourra se reporter à l'étude réalisée en 2011 par les chercheurs de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) : *The network of global corporate control* (Le réseau du contrôle global des sociétés).

URL : http://arxiv.org/PS_cache/arxiv/pdf/1107/1107.5728v1.pdf

47 – Dans la perspective de certains chercheurs en management, cette logique a introduit « le concept d'autorégulation dont la compréhension nous permet d'appréhender le fonctionnement des entreprises en réseau autonomes. Dans toutes les situations, qu'un membre contrôle l'ensemble du réseau à un moment donné ou que personne n'en soit capable, que les membres soient concurrents entre eux ou qu'ils soient complémentaires, le mode d'organisation en réseau repose sur un principe identique. Il permet de mettre en oeuvre une action collective menée par des entités interdépendantes et séparées par des distances physiques ou immatérielles. » Christophe Assens, « Communication au 2^{ème} colloque sur la Recherche Neuronale en

manières d'identifier les acteurs les plus "importants" d'un système, soit par des mesures de centralité, soit par des mesures de prestige. »⁴⁸ En dépit des théories sur l'« intelligence distribuée » que le réseau est censé promouvoir, le modèle connexionniste se contente de n'être qu'une grossière imitation des structures cérébrales ; en revanche, il peut rendre compte de l'évolution des réseaux managériaux et de la structure entrepreneuriale contemporaine.

Le fait qu'une modélisation technique inventée pour réaliser des tâches concrètes, ce qui est le cas du modèle connexionniste, puisse servir à l'interprétation du monde social est cohérent avec la métaphore organo-mécaniciste qui prévalait jusque-là. La modélisation technique n'est pas un *deus ex machina* sorti de nulle part, ni la création d'un être atemporel. Elle obéit à un paradigme et projette une vision du monde sur son objet. Un modèle n'est pas non plus un paradigme, ce dernier terme étant employé la plupart du temps au sens large de « vision du monde » (*Weltanschauung*). Le modèle doit s'intégrer à un paradigme, mais le paradigme comporte forcément une grande variété de modèles suffisamment compatibles entre eux pour ne pas s'exclure réciproquement. Le modèle connexionniste ne rompt pas, et c'est ce que l'on veut monter ici, avec le paradigme organo-mécaniciste qui a structuré la pensée bourgeoise et continue à être prédominant dans le champ des sciences sociales. Et il faut noter aussi qu'à l'inverse, les derniers développements des sciences sociales, et en particulier dans leur versant communicatio-informationnel, ont produit des métaphores utilisées en biologie.

Sciences Économiques et de Gestion, Poitiers », 27 Octobre 1995, publiée dans les *Actes du colloque sur la Recherche Neuronale en Sciences Économiques et de Gestion*, Vol 2, 193-206.

48 – « La centralité de type (*degree*) se mesure au nombre de liens établis entre l'acteur et les autres : plus un acteur est central, plus il est actif dans le réseau. La centralité de type (*closeness*) se mesure au nombre moyen de pas qu'un acteur doit faire pour rejoindre les autres membres du réseau : un acteur est donc central s'il est "proche" de beaucoup d'autres, s'il peut entrer en contact très vite ou interagir facilement avec eux. La centralité de type (*betweeness*) se mesure au nombre de chemins (les plus courts) sur lesquels l'acteur est un passage obligé entre deux autres acteurs : on est d'autant plus central qu'on exerce un contrôle sur les interactions ou échanges entre d'autres acteurs. » Emmanuel Lazega, « Analyse de réseau et sociologie des organisations », *Revue Française de Sociologie*, 1994.

Intérêt et limites de cette modélisation du domaine social

En tant que modèle cognitif, le modèle connexionniste semble donc en réalité plus fidèle à une certaine « vision » de la réalité sociale qu'à la stricte description de la cartographie cérébrale et de ses neurones biologiques. Les réseaux neuronaux biologiques sont soumis à des normes spécifiques (*i.e.* de l'espèce considérée). Un corps biologique et, par là, chacun de ses organes, a forcément une taille optimale ; s'il ne l'atteint pas ou la dépasse, on le dira atteint d'atrophie ou d'hypertrophie, de nanisme ou de gigantisme. Mais les réseaux artificiels n'obéissent pas à ce type d'architecture. Les réseaux techniques peuvent non seulement s'accroître à l'infini, se densifier ou se raréfier selon les besoins des utilisateurs, mais surtout leurs « neurones » ont la capacité se recombinaison indéfiniment. En ce sens, ce sont des réseaux anormés, bien que leur fonctionnement exige tout de même des instructions préalables et doive satisfaire les objectifs définis par l'expérimentateur, donc, en l'occurrence, par une structure de pouvoir (alors qu'il n'existe aucun centre décisionnel en dernière instance dans nos structures cérébrales, pas d'homonculus ni de « glande pinéale » ni de chef d'État, ou autre grand timonier). Le modèle connexionniste ne peut se passer d'indications de type instructionniste de la même façon que l'entreprise ne peut enfreindre sans périr certaines règles et conventions fondamentales (finalités, pouvoir, sens des flux, etc.) L'« autonomie » des agents du système connexionniste est en réalité bien relative ou même illusoire⁴⁹.

Cependant, la métaphore connexionniste, prolongement contemporain de la métaphore réticulaire, se montre utile à la compréhension de la dynamique sociale au cours des dernières décennies car elle éclaire une vaste gamme d'interactions au sein des sociétés développées, surtout à

49 – Même si, comme le notait Castoriadis vers le milieu des années 60 : « le phantasme de l'organisation comme machine bien huilée cède la place au phantasme de l'organisation comme machine autoréformatrice et auto-expansive » et si la « pseudo-rationalité "analytique" et réifiante tend à céder la place à une pseudo-rationalité "totalisante" et "socialisante" non moins imaginaire », il n'en demeure pas moins que les « hommes, simples points nodaux dans le réseau des messages, n'existent et ne valent qu'en fonction des statuts et des positions qu'ils occupent sur l'échelle hiérarchique. » Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, éd. du Seuil, 1975. En cas d'échec, le pouvoir sanctionne, comme on l'a vu lors de l'affaire Jérôme Kerviel. Le trader a pu abuser de et se laisser abuser par la logique connexionniste tant qu'il la pratiquait avec succès, alors que l'échec lui a rappelé l'existence du pouvoir.

travers la vision que les agents ont d'eux-mêmes et de leurs rapports (ou plutôt de l'idéalisation de ces rapports). Le mot « connexionniste » peut donc figurer au nombre des prédicats les plus pertinents pour exprimer ce stade de développement de la société, de même qu'on parlait ou qu'on parle encore aujourd'hui de façon plus ou moins heureuse de « société bourgeoise », « capitaliste », « industrielle » ou « néo-libérale », étant entendu qu'aucun prédicat n'a pour fonction d'exprimer une totalité et que le sujet qu'il prédique peut n'être lui-même qu'une métonymie (le mot « société » représentant un pays, ou divers pays, ou divers types de pays, etc.)

Société connexionniste et activité fluxiste

Le succès de la forme réticulaire connexionniste dans le champ social a été rendu possible par la révolution technologique majeure intervenue au XX^e siècle : celle des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Si le développement technique a eu pour effet, depuis l'origine du genre *Homo*, d'accroître sa puissance motrice et sa présence matérielle dans le monde, la société connexionniste a tendance à transformer l'activité en flux informationnels et communicationnels alors que, parallèlement, les appareillages techniques ont acquis un pouvoir de transformation et une puissance destructrice gigantesques.

Le corps humain, en tant qu'entité bipolaire individu-outil, subissait et subit encore, mais à une échelle moins grande que par le passé, une situation d'enfermement destinée à la production. Dans la société connexionniste, la corporéité technique n'est plus destinée prioritairement à produire des biens ou des services, mais des flux, ni à transformer des matières premières, mais du temps. Consommer du temps pour produire des flux, voilà la tâche première de l'individu connexionniste. Il s'agit là d'une autre forme d'enfermement par enveloppement dans un maillage plutôt que par contention dans un espace foucauldien ou même dans un espace de contrôle comme le suggère Deleuze⁵⁰.

50 – Cf. Gilles Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », 1990. Sur la différence entre société de contrôle et société connexionniste, on pourra se reporter à Bernard Pasobrola, « Orwell, Bradbury et le « printemps arabe », La Revue des ressources, avril 2010.

URL : <http://www.larevuedesressources.org/spip.php?article1973>

La société connexionniste vit sous la menace du ralentissement ou du blocage de ses rouages. Elle se méfie de la corporalité biologique qui est source de dysfonctionnements et de perturbation des flux. En tant qu'individu incarné, le citoyen peut provoquer des accidents de la route, encombrer les hôpitaux ou les salles d'attente des administrations (lieux qui ont d'ailleurs pratiquement disparu). Sa corporalité dérange et c'est pourquoi on tente de le réduire à un simple numéro d'identification, à quelques flux. On n'accepte de lui que des messages écrits et vocaux qui sont la plupart du temps traités par des automates ou surtaxés pour limiter leur nombre. Les solutions pouvant faciliter les « missions de service public » seraient celles qui généraliseraient le télé-enseignement ou la télé-médecine (techniques déjà largement expérimentées dans certains pays nordiques). Une autre solution consiste à créer de grandes unités dont la masse gigantesque réduit l'individu à un modeste atome : hôpitaux, aéroports, avions de plus en plus grands.

Le travailleur et la société capitalisée

L'introduction au XVIII^e siècle de la nouvelle machine-automate industrielle, la machine à vapeur, a eu pour effet d'intégrer le travail humain à un domaine plus général qui est celui de l'énergie. Le travailleur des manufactures devait s'abstraire de son mode d'être et rentrer le plus possible dans son rôle d'appendice de la machine au lieu d'être lui-même le « producteur » direct – cet aspect constituait également le paradigme du taylorisme et du fordisme.

À partir de la fin du XIX^e siècle, les industries de flux – comme une raffinerie qui est un gigantesque aménagement de tuyauteries, par opposition à des industries « solides » comme le bâtiment, les chaînes de montage représentant un moyen terme entre les deux – gagnent en importance et initient de nouveaux processus industriels : la main d'œuvre est inversement proportionnelle à la production et intervient surtout en cas d'interruption des flux⁵¹. Dans le processus mécanique, un fluide doit être préalablement transformé en solide par contention dans un récipient, alors que le même type de matière devient un avan-

51 – Comme l'a montré François Vatin dans *La fluidité industrielle*, éd. Klincksieck, 1986.

tage dans le processus fluide⁵² où la transformation s'effectue dans un processus de circulation. De mécanique, le processus industriel prototypique devient progressivement celui de la chimie : l'interaction des matières est seulement surveillée et contrôlée par l'opérateur. La production est de plus en plus automatisée à partir du dernier tiers du XIX^e siècle et le phénomène de fluidification ne concerne plus seulement la chimie, mais touche également d'autres secteurs comme l'agro-industrie (distillation des alcools, sucrerie ou laiterie) ou la sidérurgie. La fluidité industrielle tend à transformer le travailleur en contrôleur de flux⁵³. D'opérateur mobile surveillant le circuit et intervenant sur lui à certains endroits, il se transforme en « tableauxiste » dans une salle de contrôle et de commandement à distance. À partir des années 1970, les fonctions de contrôle et de planification des opérations sont confiées aux ordinateurs et la mission impartie au travailleur consiste à surveiller l'informatique. Sa qualité première n'est plus sa force de travail, mais sa vigilance, ou même sa simple disponibilité, contractuellement prévue. Toujours dans l'esprit de maintenir la continuité des flux, on tend à rendre le travail évanescent et les tâches plus floues. Le phénomène de l'« astreinte » oblige par exemple des ingénieurs à être présents la nuit non loin du lieu de production. Il en est de même de certains personnels hospitaliers ou de sociétés de transports, en particulier les conducteurs de trains. Le passage du fordisme au toyotisme et à sa gestion « à flux tendus » mobilise davantage la capacité de gestion du risque et le

52 – S'appuyant sur les thèses de Pierre Naville (*Vers l'automatisme social ?*, 1963) François Vatin met en garde contre l'assimilation réductrice de l'automatisation à la robotique, car « l'automatisation des systèmes industriels repose sur la recherche de voies techniques nouvelles, qui relèvent de la "chimisation" mise en évidence par Naville. Ainsi, dans la production métallurgique, on va remplacer l'usinage mécanique par l'emploi d'ultrasons, de lasers, etc. ; on va limiter le montage par la fabrication de pièces monoblocs par moulage ; plus généralement (ce qui se combine avec ces deux évolutions), on va remplacer le métal par de nouveaux matériaux de synthèse, plus légers, plus résistants et se prêtant mieux à des traitements fluides. » François Vatin, *Le travail et ses valeurs*, éd. Albin Michel, 2008.

53 – Le fluxisme ne touche pas que la sphère professionnelle puisque la psychomotricité déployée en dehors des heures de travail comporte une composante de plus en plus majoritairement dédiée aux loisirs connexion-dépendants : téléphone portable, télévision, jeux vidéo, surf Internet, e-mails, commerce en ligne, etc. Certaines sociétés, comme la firme anglaise *Eyes Internet*, vont jusqu'à proposer aux particuliers une activité fluxiste bénévole qui consiste à suivre en direct, depuis leur domicile, les images de vidéosurveillance de ses « clients d'affaires » et de prévenir la police en cas de délit.

sang-froid du travailleur. Son « mode d'être » est tout aussi important que ses connaissances dans son évaluation. On notera son « dynamisme », sa « mobilité », son « évolutivité » et sa capacité d'« intégration ». Le travailleur doit s'adapter au système fluide et se *motiver* (le *motif* est ce qui donne le mouvement, ce qui est moteur) tout en valorisant son *capital* de santé, de jeunesse ou d'expérience, de même que son *capital* culturel, humain, affectif, cognitif, et autre. Il doit investir toute sa personnalité dans l'interrelation et penser sa vie comme un parcours d'autoproduction plutôt que de production.

Toutes les sphères existentielles⁵⁴ et potentialités humaines sont soumises à la valorisation sociale – ce que *Temps critiques* a nommé *société capitalisée*. Quelle que soit l'abstraction des données à capitaliser, elle suppose aussi leur technicisation. Activités professionnelles, réseaux de jeu sur Internet, communications interindividuelles par ordinateur et téléphone portable, ou même « connexionnisme militant », tous les flux satisfont la dynamique du capital au sein de la société connexionniste. La posture corporelle fluxiste et la situation de solitude avec l'appareil qu'elle suppose, la télévisualisation du monde et la connexion-dépendance sont de puissants facteurs de désocialisation-resocialisation par des moyens purement connexionnistes comme les « réseaux sociaux » ou les sites de rencontres. Le connexionnisme facilite l'englobement de toutes les activités humaines dans les flux de la capitalisation et accroît considérablement la tendance du capital à devenir le milieu où est immergée la vie sociale. Ce qui est réellement antithétique au processus connexionniste, c'est la relation directe entre les personnes non médiée par des moyens techniques, la démocratie locale qui se passe de flux.

54 – L'un des aspects de la capitalisation de tous les domaines de la vie est retracé ironiquement par Kundera dans ce passage sur l'érotisme où il constate que le plaisir est lui-même assimilé à une tâche utilitaire, qu'il est devenu lui aussi un « travail » : « Je me rappelle, écrit-il, cette Américaine qui, il y a trente ans, mine sévère et enthousiaste, sorte d'apparatchik de l'érotisme, m'a donné une leçon (glacialement théorique) sur la libération sexuelle ; le mot qui revenait le plus souvent dans son discours était le mot orgasme ; j'ai compté : quarante-trois fois. Le culte de l'orgasme : l'utilitarisme puritain projeté dans la vie sexuelle ; l'efficacité contre l'oisiveté ; la réduction du coût à un obstacle qu'il faut dépasser le plus vite possible pour arriver à une explosion extatique, seul vrai but de l'amour et de l'univers. » *La lenteur*, éd. Gallimard, 1995.

Éclatement et réticulation de l'État-nation

Ce qui est advenu aux individus des sociétés connexionnistes a touché aussi leurs États. La forme historique de l'État-nation se modifie sous l'effet de la réticulation et de l'interpénétration avec les réseaux de pouvoir qui étaient traditionnellement non étatiques, au temps où la frontière public-privé était moins perméable et moins floue. Les plus puissants de ces réseaux, ceux des grandes banques mondiales et des grandes institutions internationales, veulent favoriser les États qui se montrent les meilleurs partenaires et des clients fiables. Les États ne cessent donc de proclamer qu'ils vont se réformer, c'est-à-dire abandonner leurs prérogatives d'États-nations, tout en s'endettant.

Paradoxalement, pour résister à la tendance homogénéisatrice qui compromet sa puissance et son autonomie, l'État doit se montrer fort et s'intégrer aux stratégies des réseaux de pouvoir supranationaux. Il est donc surprenant que la sociologie des réseaux fasse souvent référence à l'« impuissance de l'État face à la mondialisation », sans noter ce paradoxe – comme si l'État était doté d'une essence indissociable de la « nation » et qu'il n'avait pas participé lui-même au processus connexionniste mondial, par exemple par sa politique de production d'énergie indispensable au développement de ce processus.

L'État de la société connexionniste tend à devenir réticulaire et à exercer son pouvoir par un maillage de plus en plus dense et relativement « indolore » pour les citoyens⁵⁵. La perte de puissance des médiations traditionnelles (famille, classe sociale, organisations de masse, etc.) transforme l'État en principal vecteur de socialisation. En appuyant les divers réseaux associatifs et en les finançant, l'État s'immisce au plus près des aspirations intimes des administrés dans la quasi totalité de leur champ existentiel. Cela ne veut pas dire qu'il a totalement éliminé le conflit frontal entre les puissants et les dominés et qu'il n'exerce plus aucune violence ni maltraitance sur ces derniers. Les citoyens savent qu'ils sont tous fichés et qu'il existe au moins une douzaine de bases de données où s'inscrivent leurs faits et gestes. Mais

55 – Indolore au sens où la violence physique est remplacée par d'autres moyens puissamment « anesthésiques ». Dans la société connexionniste, le préfet de police n'est plus celui du *Germinal* de Zola. Il utilise son pouvoir répressif en dernier recours, quand les mesures conservatives gérées par les automates, les experts et toutes sortes de médiateurs sociaux ont échoué. Son rôle est de « sécuriser ». La violence directe ne représente plus grand chose dans l'exercice normal du pouvoir en relation à l'énorme appareillage de coercition et de violence indirecte.

le premier fichage auquel ils sont soumis est tout à fait volontaire : c'est celui de l'état civil. Et, tout au long de leur vie, ils ne cesseront d'exiger un meilleur contrôle de l'État sur leurs propres corps via le « service public de Santé », tout en réclamant une meilleure protection de leur « vie privée ». L'État réticulaire sait (ou a les moyens de connaître) ce que les citoyens mangent, lisent, quelles sont leurs fréquentations, leurs déplacements, et grosso modo l'essentiel de ce qu'ils pensent. Non pas les citoyens en tant qu'individus concrets ni en tant que personnes singulières, mais leur existence sous forme d'adresse IP, de titulaire de permis de conduire, numéro de téléphone, de compte bancaire, de sécurité sociale, de retraite, d'allocataire, d'étudiant, de contribuable, d'identifiant pôle emploi, et ainsi de suite. La société connexionniste peut à tout moment recouper ces diverses identités anonymes, ces divers comptes et en savoir plus sur les administrés qu'ils n'en savent eux-mêmes. La logique réticulaire s'est étendue à tous les domaines de la vie sociale.

La révolution intervenue dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) a eu l'effet parallèle d'amener les forces critiques à délaisser les organisations hiérarchiques centralistes et à adopter les mêmes dispositifs réticulaires. Le contrôle des flux (courriels, conversations, etc.) par ses automates fournit à l'État une représentation actualisée du rapport de forces entre dominants et dominés et une vision radioscopique de l'état de rébellion de ces derniers. Les synthèses de ces flux permettent aux experts en sécurité d'évaluer le niveau de dangerosité des différents groupes.

Dématérialisation ou fluidification ?

Les « systèmes fluidiques » sont souvent assimilés à une dématérialisation du monde et de l'économie en particulier. La part croissante du travail « immatériel » dans le procès de production – créativité intellectuelle, scientifique, ou capacité communicationnelle et informationnelle – entraînerait une nouvelle forme d'accumulation que certains ont dénommée *capitalisme cognitif*. « Le mode de production du capitalisme cognitif (...) repose sur le travail de coopération des cerveaux réunis en réseau au moyen d'ordinateurs », écrit par exemple Yann Moulier-Boutang⁵⁶. Le « travail immatériel » serait donc « reconnu comme base

56 – *Le capitalisme cognitif, la nouvelle grande transformation*, éd. Amsterdam, 2007.

fondamentale de la production » (Lazzarato et Negri)⁵⁷. Il semble que l'on fasse une confusion entre flux et fluidité, d'une part, et insubstantiel et immatériel de l'autre. Les flux et les fluides ne sont pas immatériels – sauf ceux qui sont supposés épandre la Grâce divine. En revanche, ils s'opposent à la substance solide qui se définit par sa constance spatio-temporelle. Or si les flux ne sont pas immatériels, ils n'ont pas non plus le pouvoir de dématérialiser. Né lui-même dans la sphère de la circulation, le capital ne vise ni la dématérialisation ni la raréfaction de la substance, mais la fluidification de la dynamique économique et sociale, c'est-à-dire qu'il cherche à favoriser la vitesse de circulation et à valoriser les éléments fluides, comme la flexibilisation du travail, en relation aux inerties structurelles et aux immobilisations encombrantes, sujettes à l'usure et à l'obsolescence technologique.

La dynamique fluide influence la production industrielle proprement dite qui était pour Marx ou l'économie classique la source principale de la création de valeur. Elle a tendance à transformer la logique des stocks, ou la gestion du travail, mais elle ne leur est pas intrinsèquement contraire et elle nécessite elle-même des supports et un énorme développement des flux matériels à partir de l'accroissement des sources énergétiques. On a vu que cette fluidification entraînait une notable transformation du travail qui prend un aspect fluxiste de plus en plus prononcé (activité de production et de contrôle de flux), phénomène abusivement qualifié de « cognitif » ou d'« immatériel ».

La transnationalisation et les réseaux informatiques permettent, par exemple, une activité continue du personnel d'une entreprise sous forme de trois-huit en s'appuyant sur une distribution du travail répartie à travers plusieurs continents en fonction des fuseaux horaires des succursales ou filiales. L'espace des flux est a-territorial et le temps a atteint sa fluidité maximale dans une linéarisation rationalisée où a disparu toute trace de cyclicité, hormis celle qui se manifeste sous forme de crises. Un nombre conséquent de « transactions internationales » comptabilisées par les indicateurs sous forme de transferts de biens ne correspondent plus en réalité qu'à des transferts de flux au sein d'un même réseau ou groupe industriel, ou entre diverses sociétés. Certains experts estiment qu'à l'heure actuelle plus du tiers et jusqu'à la moitié du commerce mondial se déroule sous la forme d'un non-

57 – Maurizio Lazzarato, Toni Negri : « Travail immatériel et subjectivité », URL : <http://multitudes.samizdat.net/Travail-immateriel-et-subjectivite>

commerce intra-entreprises. Mais si l'échange privilégie le flux en relation aux transferts de substance, il n'en devient pas pour autant « immatériel ». Les infrastructures industrielles, éléments solides par excellence, sont elles-mêmes gagnées par une certaine forme de mobilité puisque les industriels n'hésitent plus à les délocaliser vers des pays où la main d'œuvre est moins chère, quitte dans certains cas, il est vrai assez rares, à les relocaliser à nouveau dans les pays d'origine.

La métaphore saint-simonienne atteint ici sa limite car il serait vain d'opposer deux logiques antagonistes qui s'affronteraient, celle du solide (l'État, les institutions stables, la production de biens) et celle du fluide (la fameuse financiarisation, ou bien les TIC, l'énergie ou autre), l'une étant « bonne » et l'autre « mauvaise » pour l'économie. Le *capital* est un terme générique qui n'est ni purement substance, ni purement fluide, qui n'émane ni d'une catégorie d'acteurs « possédant les moyens de production », ni des partenaires du jeu de la globalisation. Il est le processus où interagissent tous ces éléments pour produire de la substance tout en accélérant sans cesse les mouvements fluidiques.

RISQUE ET TEMPORALITÉ

Si la fluidification conduit à un accroissement de substance, elle est aussi à l'origine d'un mouvement chaotique qu'illustrent sans ambiguïté certaines métaphores utilisées aujourd'hui : « bulles » qui gonflent et qui éclatent, « tempêtes »⁵⁸ boursières ou financières, « naufrages » de certains États, etc. Ce processus n'est pas impersonnel ni le résultat d'un quelconque automatisme indépendant de la volonté humaine. Il est dirigé en permanence par les principaux réseaux de puissance qui ont le pouvoir d'agir à l'échelle mondiale⁵⁹.

Crises, conflits et risques

En jouant sur les rivalités nationales, les grands groupes industriels et financiers gagnent la maîtrise du jeu et imposent des dérégulations de plus en plus cruciales. La transnationalisation du droit par les organismes d'arbitrage chargés des conflits relatifs à l'économie mondiale et

58 – On peut d'ailleurs y voir un lien avec les tempêtes climatiques proprement dites, dues elles aussi à des « dérèglements » qui provoquent des déséquilibres.

59 – Pour la définition de ces réseaux, on pourra se reporter à l'article « Quelques précisions sur Capitalisme, capital, société capitalisée », in *Temps critiques* n° 15, janvier 2010.

les organisations financières supra-nationales, exerce une forte contrainte sur les États. Mais, comme on l'a noté plus haut, cela ne signifie pas que les États soient complètement destitués de leurs fonctions et mis au rebut par l'économie mondiale. Ils sont au contraire indispensables à l'établissement des normes et à la mise en oeuvre des politiques d'éducation, transports, énergie ou sécurité intérieure. Ils se chargent également de répercuter les politiques financières qui répondent aux exigences de la concurrence internationale sur le marché mondial telle que les définissent les institutions comme l'OMC, la Banque mondiale, le FMI ou les G8, G20, les agences de notation et autres organisations transnationales de régulation de l'économie mondiale⁶⁰.

L'un des moyens que les États utilisent au service de l'économie mondiale, outre la désinstitutionnalisation de la plupart des médiations traditionnelles, est la dramaturgie des crises, des conflits et des risques. Les principaux risques qui servent de levier à ces politiques sont les risques techno-scientifiques, écologiques, terroristes et financiers. L'éducation à la peur est devenue la tâche principale et quasi la mission officielle de la planète TIC qui distille en permanence et donne un écho considérable à tout ce qui peut apparaître comme un risque réel ou potentiel.

Tout en soulignant que le risque s'est seulement en apparence substitué au danger – les macro-systèmes techniques ont inversé le processus et mis le danger au premier plan –, Alain Gras loue à plusieurs reprises la « sécurité matérielle qu'ils [les MST] nous apportent ». Étrange paradoxe d'une « sécurité » basée sur le « danger », paradoxe qu'il relève d'ailleurs lui-même⁶¹.

Poursuivant son raisonnement et passant de l'analyse historique à la prospective du risque systémique, Gras écrit, comme s'il cherchait à trouver des excuses d'ordre passionnel à ce processus incontrôlé :

60 – Même si les actuelles « révolutions arabes » sont nées de l'exaspération populaire à l'encontre de la dictature, il ne faut pas sous-estimer la volonté des groupes et institutions internationaux d'établir des conditions de meilleures conditions de circulation du capital dans ces pays où la richesse était substantiellement captée par les « familles » au pouvoir. Ces États de type ploutocratique ne satisfont pas aux exigences fluidiques des réseaux dominants.

61 – Le rapport entre la sécurité et le macro-système est donc, comme on peut en juger, très ambigu et même paradoxal : il protège apparemment l'individu dans sa vie quotidienne mais il crée de nouveaux dangers. » Alain Gras, *Les Macro-systèmes techniques*, éd. Puf, 1997

« Pourtant, lorsque les hommes inventent une nouvelle manière d'être au monde, l'esprit ludique l'emporte sur le froid calcul fondé sur l'intérêt matériel immédiat. La puissance du rationnel (...) fut aussi un jeu passionnel et passionnant, le drame est qu'aujourd'hui ce jeu risque de mal finir pour tous les hommes. »⁶² On peut se demander si l'« esprit ludique » et le « froid calcul » sont vraiment antinomiques, alors que, dans le domaine du jeu ou dans celui de la guerre, un calcul affiné est nécessaire pour garantir le « gain » – *gagner* signifie à la fois vaincre et accroître sa richesse ou sa puissance. La guerre et la technique (la technique dans un sens très large qui englobe aussi l'économique) sont des arts basés sur le calcul de risque et donc le hasard, comme c'est le cas de n'importe quel type de jeu⁶³. Le risque est une évaluation des chances qu'a un événement de se produire, un pari sur l'avenir, il est donc relatif et constitue un rapport plus ou moins maîtrisé au hasard. Le danger, lui, est incontrôlable, il appartient au domaine du tragique, de l'absolu.

Le risque est parfois nié, d'autant qu'il se fait oublier lorsqu'il se généralise et devient la norme. La question de la *responsabilité* n'intervient que lorsque le risque s'est transformé en danger et que ce dernier a atteint un certain niveau d'effectivité, comme lors d'une catastrophe industrielle. En temps normal, cette responsabilité est diluée et reportée sur le « système » en général, c'est-à-dire sur l'agentivité diffuse censée opérer de manière distribuée sur les réseaux – réseaux dont on ne cerne jamais précisément les contours. Qui est responsable de la vente d'un médicament dangereux, d'un accident, d'une pollution environnementale ou même d'un acte criminel ? Est-ce le fabricant, l'agent en poste au moment crucial, le fournisseur des matières premières, le législateur, tel ou tel administrateur, psychiatre, les médias ? Ces questions demeurent généralement sans réponse ou conduisent à de longues procédures judiciaires. Il en est de même des « crises » écono-

62 – *Ibid.*

63 – Clausewitz (1780-1831), par exemple, affirmait dans son maître-ouvrage que la guerre constituait l'activité humaine qui ressemble le plus au jeu de cartes. À la veille de la seconde guerre mondiale, l'historien néerlandais Johann Huizinga (1872-1945) publiait son essai *Homo ludens*. Même s'il déplorait que le jeu politique de son époque ait perdu sa noblesse et échappe à l'éthique, il voulait démontrer que toutes les activités humaines « créatrices » – et on peut considérer la guerre comme une activité créatrice ayant pour finalité la destruction de l'ennemi – sont fondées sur l'instinct de jeu.

mico-financières dont les chaînes causales sont dissimulées par l'opacité et la complexité du « système » – opacité et complexité qui autorisent les décisions les plus hasardeuses pour le « système » lui-même. La peur systémique est aussi une arme politique : le souci provoqué par le manque ou l'inégalité est devancé par celui de la « sécurité » qui alimente une industrie de plus en plus triomphante. Toute dénonciation du risque, tout élément scientifique ou rapport administratif révélant un danger réel ou potentiel, renforcent cette industrie, de la même manière que les réquisitoires contre le terrorisme ont pour effet de renforcer l'industrie de l'armement. La peur systémique est cependant une arme à double tranchant. Elle décourage la volonté de changement, mais elle instille aussi l'idée que, s'il se produit, il devra être radical. Elle suggère que la tâche sera moins ardue que par le passé car le fluidisme a abouti à une situation où la société ne « tient » que par ses flux. Il suffit donc de les interrompre pour qu'elle se désagrège et qu'elle doive se recomposer sur des bases nouvelles.

Le système fluidique par excellence que constitue le réseau électrique a restructuré en profondeur la sphère productive et sa distributivité a été la condition du succès de la révolution des TIC. Mais en retour, la production et la distribution de l'énergie électrique est connexion-dépendante puisque le système n'est gérable que grâce aux TIC, ce qui le rend vulnérable au sabotage informatique⁶⁴. Les départements de défense des pays où le niveau d'informatisation est le plus développé – et donc totalement irréversible – cherchent des solutions pour le protéger de cyber-attaques qui peuvent être aussi destructrices que les guerres conventionnelles. L'infection des centrifugeuses nucléaires iraniennes en 2009 par des virus créés par les Occidentaux ou la paralysie de l'Estonie en 2007 provoquée par les Russes en représailles contre le déplacement d'un monument érigé durant leur période d'occupation, la découverte de « bombes logiques » chinoises (virus dormants) dans

64 – « Dans un entretien avec plusieurs journalistes, dont rend compte cette semaine le *New York Times*, le général Alexander [chef du Cyber Command de l'armée américaine] propose la création d'un réseau Internet distinct de celui qui existe aujourd'hui, afin de sécuriser le réseau électrique américain, considéré comme le maillon faible de la sécurité des États-Unis. Cette proposition d'une ampleur considérable, financièrement et techniquement, est lancée publiquement par le général en anticipation d'une remise à plat de tous les enjeux stratégiques liés à Internet par la Maison Blanche d'ici à janvier. » « Cyberguerre : un général veut un deuxième Internet aux États-Unis », par Pierre Haski, Rue 89, 25/09/2010.

le réseau électrique américain, tout cela prouve que le fluidisme poussé à l'extrême engendre des fragilités structurelles. Vulnérable aux attaques extérieures, le secteur de l'énergie est également sensible aux décisions d'un nombre restreint d'opérateurs dans chaque pays.

Temporalité et déterminité

On a vu que la métaphore saint-simonienne de la tension fluide-solide était fondatrice de notre monde contemporain. Si la réalité découvre sa cohérence à travers ce type de tension, c'est sans doute que cette métaphore clarifie la vision que la société a d'elle-même. De la société mercantile puis industrielle jusqu'à la société connexionniste, les systèmes fluidiques ont bien sûr évolué. L'univers circulationniste visait à fluidifier l'espace et ses substances, le fluxisme de la société connexionniste veut transformer le temps.

Les systèmes fluidiques, en accélérant le temps social, ralentissent paradoxalement les délais de réaction et compromettent les ajustements à certaines finalités comme celle de la santé publique – on a vu que, dans ce domaine, le problème principal est moins celui du coût que du temps de réaction. L'énergie considérable qu'il faut déployer pour modifier la trajectoire de ces systèmes rend l'exercice périlleux et réduit son efficacité à néant. L'exemple de la nocivité des téléphones portables et des antennes-relais ou celui des accidents nucléaires sont probants : même si le danger de ces technologies est avéré, cela coûterait trop cher de les abandonner – en termes économiques, et aussi d'efforts d'imagination, de coûts politiques, et autres. L'effet de l'accélération de la fluidité a pour conséquence l'inhibition de tout changement de direction de cette fluidité, ce qui renforce l'illusion d'automatisme systémique. Le temps social est linéarisé et subsumé par le temps du développement technique et ce développement semble être imposé par la cinétique des systèmes fluidiques.

Tout nous incite à penser que la société a assimilé le non contrôle du risque et l'instauration du règne sans partage du danger, et qu'elle en a déjà anticipé les conséquences. Comme dans la ville d'Octavie que décrit Italo Calvino, les habitants « savent que la résistance de leur filet a une limite ». Cette certitude fonde un nouvel ordre temporel qui est en quelque sorte inversé. Les sociétés historiques agissaient en se projetant vers l'avenir, leur temps était ce mouvement lui-même qui les précipitait vers le futur. Mais rien n'était écrit ici-bas et leur futur demeurait incertain, leur temporalité marquée par le sceau de

l'indéterminité et du risque. Nos sociétés, au contraire, voient le futur comme une épreuve menaçante qui ne cesse de se rapprocher, un *à-venir* qui viendra inéluctablement s'échouer sur nous sans que nous puissions nous écarter de son chemin.

Cette temporalité porteuse de détermination et de menaces, la société connexionniste parvient tant bien que mal à la neutraliser, à la dissoudre dans un espace déterritorialisé, abstrait et lisse, un lieu sans mémoire où les TIC règnent en maîtres et dont l'accès privilégie nos sens distaux. La communication permanente et l'activité fluxiste surmontent en apparence la résistance du réel, recomposent artificiellement la socialité disparue – recomposition qui s'effectue sur un mode plus distal que proximal, magnifiant et interdisant à la fois le « contact ». Elle s'accompagne d'un discours extatico-apologétique et d'une autoglorification permanente de la « communication » vue comme une nouvelle transcendance. Les flèches des clochers qui s'élevaient jadis sur de rares hauteurs ont fait place aujourd'hui à des milliers d'antennes-relais ouvrant le domaine grandiose des cieux communicationnels aux vivants d'aujourd'hui et non plus aux croyants en un futur au-delà. Parallèlement, le temps se définit métonymiquement par le rythme des innovations technologiques qui constituent une suite sans fin et sans autre visée que de remplir ce temps devenu vide.

Ce que George Orwell avait imaginé sous la forme d'un cauchemar totalitaire – l'élimination de la mémoire sociale et du temps historique –, la société connexionniste l'a réalisé sur un mode étourdissant, plongeant ses membres dans une ivresse qui ressemble à ce « délire bachique » que Hegel assimilait au « vrai » – délire auquel personne n'échappe sans risquer de se perdre et qui est aussi, pour cette raison, « repos translucide et simple ».

Cependant, même si le futur arrive vers nous comme un mur infranchissable, il n'a pas effacé le souvenir du temps. L'ivresse n'a pas aboli le sentiment que le temps n'est pas suspendu et que son cours ne s'est pas réellement inversé. Nous savons qu'il attend simplement que nous lui redonnions son sens métaphorique premier : celui d'un chemin d'aventure vers l'imprévisible avenir.

On peut donc lire les signes de révolte incertains et sommairement formulés – émeutes de casseurs, occupations d'indignés, mouvements de la jeunesse des pays arabes, révoltes contre les politiques d'austérité – comme un réveil encore halluciné et mal dégagé de l'hypnose technologique. Mais ces signes ne trompent pas : l'imaginaire fluide qui a

poussé la rationalisation et la mobilité jusqu'à l'absurde, qui a dissocié le corps et son milieu, le distal et le proximal, le sujet et l'objet, est entré en décomposition depuis une quarantaine d'années et ne peut plus persister très longtemps à vider l'espace du rêve.

DERRIÈRE LA CRISE FINANCIÈRE, L'UNIFICATION PROBLÉMATIQUE DU CAPITAL

Jacques WAJNSZTEJN

Le discours du capital sur l'économie

Ce n'est pas parce que le discours que la société capitaliste porte sur elle-même tend à faire accroire que l'économie domine tout et le domine comme une fatalité (« Il n'y a pas d'alternative » disait déjà Margaret Thatcher), que nous devons lui faire confiance et tout appréhender à partir d'une vision économiciste. C'est pourtant ce qui s'impose dans les médias avec un discours asséné aussi bien par des journalistes que par des hommes politiques ou encore des économistes. Cette situation, nous l'avons déjà connue au milieu des années 1970 quand la « crise pétrolière » et le déclin des chiffres de la croissance sont venus brutalement interrompre la réflexion autour des finalités de la croissance, initiée d'un côté par le Club de Rome (la « croissance zéro ») du côté des pouvoirs en place, et de l'autre par la critique du travail et la critique écologiste. Tout d'un coup, tout est rentré dans l'ordre. Aujourd'hui, même si c'est peut-être provisoire, l'ordre règne parce qu'il n'a pas eu à s'opposer à un désordre autre que celui qu'il a produit lui-même. Les pouvoirs en place peuvent donc se poser des questions sans analyse critique du pourquoi des questions, sans en faire ressortir les paradoxes ou contradictions.

La dette publique est au banc des accusés, disent-ils, mais qui l'a creusée ? Pouvons-nous demander.

Il faudrait travailler plus – mais qui supprime du travail ? – pour gagner plus, mais qui fait que les revenus du travail augmentent moins que ceux du capital ?

Il faut restaurer la compétitivité, mais comment est-ce possible si c'est le but de chaque agent économique et pour chaque pays ?

Ces questions ne forment pas un questionnement d'ensemble. Elles ne sont pas ouvertes et leur mise sur la place publique correspond avant tout à un combat idéologique pour imposer un discours qui débouche sur des réponses indiscutables au sens strict. Après cela, le reste ne sera que recherche de justifications plus ou moins éthiques pour faire passer

la pilule : la dette publique engage les futures générations et donc les inégalités, il faut donc abaisser coûte que coûte la dette ; la dette privée progresse, donc il ne faut pas vivre au-dessus de ses moyens ; le chômage et l'assistance progressent, il faut donc restaurer la valeur du travail ; le marché libre est imparfait, mais c'est quand même ce qui se fait de mieux pour assurer la satisfaction des besoins dans le respect de la liberté de chacun, l'État doit donc se faire discret et doit se concentrer sur ses fonctions régaliennes, etc.

Rappel de notre cadre d'analyse de la globalisation¹

Braudel, dans son analyse historique du capitalisme, distinguait trois niveaux : au sommet un capitalisme fonctionnant comme sphère où dominant la puissance et le droit du plus fort ; en dessous, une économie de marché caractérisée par le fonctionnement des règles du marché comme la loi de l'offre et de la demande et le respect des contrats entre contractants supposés égaux ; et encore en dessous une troisième zone qui ne relève pas vraiment de l'économie mais plutôt de l'auto-subsistance. Ces trois niveaux étaient à l'époque étroitement cloisonnés.

On peut voir, sans grand effort, qu'on l'on se trouve à nouveau dans ce schéma². Le supercapitalisme du sommet (certains, comme J. Attali, parleront d'« hypercapitalisme », d'autres de « métacapitalisme » comme P. Dockès du Cercle des économistes), comprend les grandes institutions financières, les organisations internationales, les directions des grandes firmes multinationales (FMN), les États redéployés en réseaux sur un plan international. Ce niveau, que nous appellerons le

1 – Cf. J. Wajnsztein : *Après la révolution du capital*, éd. L'Harmattan, 2007 et « Capitalisme, capital et société capitalisée », *Temps critiques* n° 15.

2 – Qu'ont en commun une époque où le salariat n'existe qu'à l'état de trace et où le capital tente de faire coexister les modes de production les plus variés, où les travailleurs prolétaires ne représentent encore qu'une minorité qui fournit pourtant des marchandises achetées par d'autres, et une époque où le salariat est la situation de plus de 85% de la population active dans les pays de vieille industrialisation et où celui qui produit est aussi le premier consommateur de ce qu'il produit ? Ce qu'elles ont de commun, c'est la transformation de monnaie en capital, c'est-à-dire le moment où cette monnaie n'est plus seulement de la monnaie à l'usage du souverain et à sa thésaurisation, mais devient disponible pour la circulation et l'accumulation en tant qu'équivalent général de toutes les formes particulières de richesse. La monnaie devient signe, le crédit se développe sur la base de la confiance, mais dès l'origine dans une contradiction qui est celle d'un langage qui devient général en s'étendant progressivement à tous, tout en consacrant un mode d'appropriation privée de la richesse.

niveau 1, échappe pratiquement aux lois du marché car il décide des règles et de leur respect. Sa structure en réseau lui tisse une toile lui permettant de contourner les obstacles, bref d'exercer son contrôle pour affirmer sa puissance. Un exemple simple : les FMN échappent aux lois basiques du marché non seulement parce que ce sont elles qui organisent les positions oligopolistiques ou monopolistiques, mais aussi parce que leur organisation en filiales et sous-traitants les amènent à ne jamais rien payer au prix du marché.

En dessous de ce capitalisme du sommet, on trouve le niveau 2 constitué par le tissu industriel traditionnel des petites ou moyennes entreprises³. C'est celui qui subit de plein fouet les effets de la mondialisation et aussi ceux de la transformation du procès de production avec une substitution capital/travail qui rend le travail de plus en plus inessentiel, la compétitivité des entreprises ne dépendant quasiment plus que de l'augmentation de la productivité.

Le niveau 3 est, pour sa part, composé des secteurs de l'économie informelle, solidaire, illégale ou même criminelle, et de certains secteurs restés en marge parce que trop peu productifs comme l'agriculture traditionnelle et l'artisanat, ou trop nouveaux pour être déjà pleinement opérationnels comme la production de denrées biologiques.

Mais, contrairement à l'époque de Braudel, ces secteurs sont aujourd'hui très interpénétrés et les transvasements courants. Ainsi, le blanchiment d'argent du niveau 3 ne pose pas de problème particulier au capital, que ce soit pour alimenter le niveau 2 (construction et travaux publics : on connaît les liens entre une partie de l'industrie allemande et la Camorra napolitaine) ou le niveau 1, via les paradis fiscaux. Les entreprises du niveau 2 et particulièrement les ETI (cf. note 3) sont de moins en moins indépendantes (cinq mille sur quarante mille en France) car la financiarisation croissante a accéléré la concentration. Le groupe est devenu la structure dominante de l'économie à cause à la fois de l'effet de taille nécessité par la mondialisation et surtout l'optimisation fiscale permise par les États. La création de filiales tout au long du processus de sous-traitance permet d'obtenir des crédits d'impôt et même des crédits-recherche.

3 – La loi de modernisation de l'économie de 2008 a créé la catégorie d'entreprise de taille intermédiaire (ETI) de 250 à 4999 salariés sur le modèle du *Mittelstand* allemand, plus adapté à l'évolution actuelle que la catégorie française de PME qui correspondait à la tranche 50-250 salariés.

Par ailleurs, une partie de la production biologique artisanale du niveau 3 a aussi vocation à intégrer le niveau 2 vu la demande forte de produits plus abondants et moins chers en provenance de la grande distribution, de la même façon qu'à un niveau plus large, les groupes de pression écologistes et autres ONG deviennent même des interlocuteurs du niveau 1 au sein des nouvelles lignes d'organisation réticulaire⁴.

LES TRANSFORMATIONS DU CAPITAL...

Financiarisation et fictivisation⁵

Le capital fictif, sous forme de capital porteur d'intérêt et sous forme de crédit, est très ancien puisqu'on trouve les premières lettres de change à Sumer. On peut même dire que la monnaie-crédit nécessaire au commerce international sous formes d'avances, de capital et d'assurances a existé avant que la monnaie métallique ne se développe dans les échanges locaux. Le capital fictif accompagne donc la croissance du capital dès ses débuts parce qu'il introduit le facteur temps dans l'échange. C'est d'ailleurs pour cela qu'il va être condamné, par les Églises d'abord puisque le temps n'appartient qu'à Dieu ou à son représentant sur terre, par les économistes classiques et néo-classiques ensuite parce que le temps introduit de l'incertitude et surtout du déséquilibre, ce qui est prohibitif pour des théoriciens de l'équilibre automatique du marché. C'est pour cela que le capital fictif, quand il n'est pas purement et simplement ignoré par les économistes, n'apparaît le plus souvent que comme une excroissance du capital ou alors comme une variable extérieure.

À l'époque moderne, la première grande vague de fictivisation peut être datée des années 1930 avec les politiques de dépenses publiques du *New Deal*, mais aussi celles des fascistes et des nazis (grands travaux d'infrastructure et armement). Mais ce n'est encore rien par rapport à l'importance que cette fictivisation va prendre pendant la période des Trente glorieuses. Avec l'avènement de ce qui a été appelé la « société

4 – Nous ne développerons pas plus et nous renvoyons au texte « Capitalisme, capital et société capitalisée » du n° 15 de la revue *Temps critiques* (2010), disponible en ligne sur le site de la revue. URL : <http://tempscritiques.free.fr>.

5 – Pour une analyse théorique du capital fictif, je renvoie à mes autres travaux et particulièrement au livre *Crise financière et capital fictif*, éd. L'Harmattan, 2008.

de consommation », le capital fictif n'est plus conjoncturel, mais devient structurel. La croissance est basée sur des anticipations de pouvoir d'achat croissant et d'investissements (la « demande globale » de Keynes) en augmentation constante. Le mouvement repose sur l'abondance de liquidités dans le monde, des taux d'intérêts bas et l'augmentation des salaires nominaux. Ce « montage » semble supprimer la possibilité de crises cycliques.

En effet, il remet toujours à plus tard la crise de surproduction censée venir sanctionner un « système » qui n'assure pas ou mal la redistribution des richesses produites. D'autre part, il est quasi indolore pour le capital puisque l'inflation rampante qui le caractérise rogne une part de l'augmentation nominale des salaires. Tout au plus suffit-il de maintenir un bon rapport entre les trois variables que sont la productivité, la croissance et l'emploi pour que l'ensemble fonctionne. En effet, pour que l'emploi soit croissant, donc la masse salariale et la consommation qui offre des débouchés à la production aussi, il faut que la croissance du PIB soit supérieure à l'accroissement de la productivité du travail. Et le phénomène peut même être amplifié si le salaire réel croît en proportion de l'augmentation de productivité, ce qui sera globalement le cas pendant ces trente années.

Cette relation est aujourd'hui fortement informée par le processus de substitution capital/travail, quel que soit le rythme de croissance, parce que les investissements sont surtout des investissements de productivité plus que de capacité et des investissements d'innovation plus que de remplacement. Ces deux faits s'additionnent pour produire une croissance faible en création nette d'emplois. D'autre part, ce qui est privilégié dans un monde très concurrentiel dont le jeu est très souvent à somme nulle (ce que nous appelons une « reproduction rétrécie⁶ »), ce n'est pas l'augmentation de la production (puisque'on ne saura pas forcément l'écouler sur des marchés largement saturés) et donc de la croissance du PIB, mais l'amélioration de la compétitivité qui ouvre la voie aux gains de parts de marché. Si ce fonctionnement peut être amorti en période de croissance, on voit les dégâts qu'il peut produire

6 – Cette notion se distingue des notions marxistes de reproduction simple et reproduction élargie (cf. « Quelques précisions sur capital, capitalisme et société capitalisée », *Temps critiques*, n° 15, p. 28 et note 45).

en cas de récession puisque tout redémarrage se fera, à court terme, par perte de la « mauvaise graisse » et donc des licenciements⁷.

À partir de la fin des années 1970, tous les signaux s'inversent : la lutte contre l'inflation fait augmenter les taux d'intérêt, baisser les salaires réels et augmenter les licenciements. La croissance ralentit, mais pas la productivité du travail qui repart à la hausse après une baisse due aux luttes anti-travail des ouvriers spécialisés (OS) à la chaîne (*turn over*, absentéisme massif, grèves-bouchons, etc.). En effet, la restructuration s'organise sur une base plus automatisée qui supprime les tâches les plus dures et ingrates et cherche de nouveaux gains de productivité non pas dans l'exploitation tayloriste de la force de travail, mais dans l'enrichissement du travail, le travail en équipes plus ou moins autonomes travaillant sur des séries de production plus courtes. Car c'est une seconde phase de la société de consommation qui s'initie alors et qui demande de produire en petites séries des marchandises plus personnalisées et moins standardisées. La productivité repart donc de plus belle, mais conduit à une diminution très importante de l'emploi industriel dans les pays-centres, compensée un temps par l'augmentation de l'emploi dans les services.

Toutefois, cette inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation ne signifie pas sa fin en termes quantitatifs d'emplois, mais la fin de la centralité du travail.

À la fin des années 1970, la lutte contre l'inflation correspond à une tentative de limiter la fictivisation en réduisant la masse monétaire. Il s'agit aussi de faire pression sur les emprunteurs afin qu'ils se désendettent. Les entreprises doivent assainir leurs comptes puisque les taux d'intérêt réels augmentent. La priorité est donc de rétablir les profits par l'adoption d'une politique de l'offre⁸ prônant l'austérité salariale.

7 – C'est la fameuse question du « point mort » dans l'automobile. Après la crise des années 1970, les entreprises ont dû stopper leur course au gigantisme, de type General Motors, sur un marché en crise où il ne s'agit plus de produire plus mais mieux et avec inversion de la chaîne offre-demande. Plus de stock mais des flux tendus en réponse immédiate à la demande. Dans cette perspective, abaisser le « point mort » consiste à abaisser le chiffre de production marginal à partir duquel chaque produit supplémentaire fait gagner de l'argent. Plus ce point est bas plus l'entreprise peut résister en période de vaches maigres et accroître ses profits en phase de reprise.

8 – Elle se définit comme un rétablissement de bonnes conditions pour la production des entreprises et s'oppose aux politiques de la demande qui cherchent à promouvoir consommation et investissement. Les premières sont plutôt associées à des politiques libérales, les autres à des politiques keynésiennes de gauche.

La lutte contre l'inflation fonctionne comme une piqûre de rappel pour le rétablissement d'une priorité du profit par rapport à des politiques industrielles de puissance pour la puissance de la part de véritables monstres industriels. Le cas de General Motors est emblématique de cette situation : chiffre d'affaires énorme mais taux de profit faible. La priorité est donc de « dégraisser » comme Chrysler, le plus mal en point, sera le premier à le faire. Restructuration faite, il sera alors temps de repartir de l'avant, mais en empruntant cette fois sur des marchés financiers devenus moins onéreux que le marché d'intermédiation bancaire.

Très vite, l'absence de stabilisation d'un nouveau modèle de croissance pouvant succéder au mode de régulation fordiste⁹ conduit à une fuite en avant vers la fictivisation parce que le crédit n'est plus chargé d'accompagner la croissance ou de l'anticiper, mais de la remplacer.

De l'inessentialisation de la force de travail à l'utopie de s'en passer pour réaliser le passage direct A-A' sans passer par la production (modèle A-M-A' de reproduction élargie), il n'y a qu'un pas. L'accroissement du capital fictif est le signe de l'auto-présupposition du capital¹⁰. La fusion des fonctions de l'argent (échange, épargne, investissement) est en marche ainsi que la poursuite de sa dématérialisation. Les monnaies peuvent flotter et le dollar affirmer sa puissance en tant que matérialisation d'une forme de capital fictif qui s'auto-valorise par captage de la richesse de ceux qui détiennent, de par le monde, des dollars.

Le dollar est un exemple de valeur fictive dont la base est pourtant bien réelle : il ne repose pas uniquement comme les autres monnaies sur un certain rapport à l'économie du pays puisqu'il fonctionne aussi comme monnaie internationale. Cette monnaie n'est plus adossée à une parité-or comme dans le système de Bretton-Woods (1945-1971), mais principalement sur la confiance en la puissance américaine.

Cette croissance du capital fictif est adéquate à la virtualisation et à l'artificialisation du monde contemporain.

9 – Caractérisé par la règle : on travaille beaucoup, on est très productif et en échange on est assez bien rémunéré et on est protégé par le code du travail et les syndicats.

10 – Le capital devient totalité grâce au marché financier où il conjugue alors substance et immatérialité, stocks et flux.

...DANS LE CADRE D'UNE ÉCONOMIE D'ENDETTEMENT

Rapide historique

L'endettement public commence avec les politiques anti-inflationnistes et de l'offre menées à la fin des années 1980 aux États-Unis. Les politiques de relance par la demande n'étant plus jugées possibles du fait de la « contrainte extérieure¹¹ », des politiques dites de l'offre, c'est-à-dire visant à restaurer en priorité le désendettement et la rentabilité des entreprises vont conduire aux dégraissages d'effectifs, à la hausse du chômage donc aux baisses de recettes fiscales et à la hausse des dépenses sociales (traitement social du chômage). Une baisse des recettes renforcée par l'application des thèses de Laffer selon lesquelles « trop d'impôt tue l'impôt », c'est-à-dire qu'à partir d'un certain niveau d'imposition les individus ne veulent plus travailler davantage ou mieux car ce surcroît d'effort se ferait gratuitement au profit de l'État. Tout un panel d'avantages fiscaux vont être mis en place pour exonérer les personnes aisées et non pas seulement « les riches », favoriser les épargnants en créant des niches fiscales¹². Mais, revers de la médaille, ces politiques contribuent à faire baisser les recettes de l'État (baisse des impôts des riches et baisse des salaires donc des impôts de l'ensemble des salariés) tout en étant incapables de vraiment faire baisser les dépenses. Le déficit budgétaire s'accroît ainsi que la nécessité de le financer or tous les pays ne bénéficient pas du privilège étasunien de faire financer sa dette par les autres.

Parallèlement l'endettement privé progresse à cause d'une hausse des taux d'intérêt réels et une croissance lente qui renchérit l'investissement

11 – Cette contrainte s'exprime aussi dans la fin du cercle vertueux keynésien. En effet, la relance par la demande est une politique conçue en circuit fermé. L'argent public injecté doit profiter en priorité aux entreprises du pays qui paient des salaires et embauchent des salariés. L'investissement de départ doit donc être remboursé et bien au-delà (le fameux « multiplicateur keynésien ») par une consommation accrue de produits nationaux. Il ne faut donc pas qu'il y ait de fuite hors du circuit. Cela devient difficile dans le nouveau contexte de mondialisation.

12 – Exemple de démocratisation financière en France : les exonérations d'impôt sur les plus-values réalisées par les détenteurs de Sicav qu'on ne peut même pas dire spéculatives puisque le ticket était systématiquement gagnant-gagnant. Cela permet, côté capital, de créer un marché financier potentiellement ouvert à tous et donc plus large qui n'existait auparavant que pour une petite catégorie et, côté salariés, d'empocher des plus-values, ce qui est propice à la diffusion de l'idéologie du petit boursicoteur.

des entreprises et la consommation des ménages en cas de recours au crédit. Or celui-ci devient nécessaire pour compenser une croissance lente de l'activité quand les profits retrouvés servent d'abord au désendettement et que l'auto-financement est insuffisant.

L'endettement continue donc sa progression aussi bien du côté public que du côté privé et ce dans la plupart des pays qui subissent à peu près les mêmes conditions. Mais le traitement du problème n'est pas identique.

Dès cette époque, se révèle la tendance que l'on retrouve aujourd'hui d'une opposition entre la capacité des États-Unis à mener des politiques contra-cycliques en période de récession – en l'occurrence une politique souple et accommodante répondant à des besoins à court terme – et l'incapacité des pays européens à faire de même du fait de l'absence d'une politique européenne commune, alors que les économies de ces pays sont de plus en plus interdépendantes. C'est en effet la politique de monnaie forte et d'accrochage au Deutsch Mark qui a triomphé, puis celle d'une monnaie commune forte, l'euro, qui est une sorte de Deutsch Mark aux couleurs de l'Europe. Mais cette politique s'impose sur les bases hypothétiques d'une reprise de la croissance sur le rythme des Trente glorieuses. Ainsi, les critères de convergence de Maastricht ont été élaborés dix ans plus tard, avec une prévision de croissance de 5% l'an permettant de couvrir facilement un déficit de 3% et limitant la dette au-dessous de 60% du PIB. Mais dès les années 1980, la tendance s'inverse, le rythme de croissance ralentit ou devient négatif.

Les États européens ont répondu à cela en abandonnant toute politique de déficit budgétaire pourtant nécessaire pour des stabilisations conjoncturelles. La politique budgétaire restrictive adoptée devient alors pro-cyclique puisque la récession est combattue par une austérité qui la renforce dans un premier temps au moins et freine ou retarde ainsi une reprise de la croissance¹³.

13 – La France représente un cas particulier parce qu'elle se trouve en porte à faux avec la victoire historique de l'Union de la gauche, cette dernière menant alors entre 1981 et 1983, une politique de relance par la demande de type keynésienne classique. Elle fut mis en échec par la « contrainte extérieure » s'exprimant premièrement dans un différentiel d'inflation trop fort avec ses voisins conduisant à la dévaluation du franc, puis à une politique d'austérité menée par la « seconde gauche » de Rocard et une fuite de la demande hors du circuit économique national avec le poids croissant de la mondialisation et donc des importations.

Toutefois, ces politiques d'austérité ne firent pas vraiment baisser l'endettement car la réduction délibérée des déficits publics fut entièrement compensée par l'effet de la dégradation conjoncturelle et la hausse des taux d'intérêt. C'est encore aujourd'hui ce que nous promettent Merkel et Sarkozy ainsi que la BCE.

Avec ces politiques, c'est aussi la revanche des rentiers qui s'affirme. Une revanche qui s'étend à de nouvelles catégories, non seulement celles qui participent au capitalisme actionnarial, mais aussi aux retraités toujours plus aisés¹⁴ et nombreux à cause du vieillissement démographique, lesquels jouent un rôle actif dans cette résurgence à travers leurs fonds de pension. Keynes avait pensé que le bon côté de la crise de 1930, c'était au moins l'euthanasie des rentiers. La généralisation du salariat et l'inflation de longue durée semblaient lui donner raison, mais si l'ancien type de rentier ne vivant que de ses rentes a effectivement à peu près disparu, le nouveau rentier qui cumule revenu du travail (y compris sous la forme retraite) et revenu du capital est en expansion continue à travers la démocratisation financière que représentent les nouveaux produits financiers. L'ouverture du capital des entreprises et leur entrée massive en Bourse, les actions de placement ou de participation, les Sicav, les fonds de pension, les stocks options changent la donne.

La transformation des dettes en produits financiers

Les banques vont inventer la titrisation des dettes qui consiste à regrouper divers types de dettes avec des risques différenciés à partir desquelles est établi un rendement global attendu de ce qui devient un nouveau produit financier de type obligataire. Ce titre peut être vendu ou échangé sur le marché contre n'importe quel autre titre¹⁵. Les « produits dérivés » vont suivre qui servent à garantir le parieur contre des montées ou chutes inopinées des cours. Ces produits vont exploser à la mesure d'un niveau de spéculation en hausse.

14 – Les années 1945-1975 ont changé ce qui était jusque-là une donnée de base des inégalités : traditionnellement, c'était parmi les personnes âgées qu'on trouvait les revenus les plus bas. Aujourd'hui, en dehors des pays anglo-saxons, c'est plutôt chez certaines catégories de jeunes qu'on trouve les plus pauvres.

15 – Au niveau comptable cela correspond à un tour de passe-passe. Ce qui figurait au passif de la banque (les créances à percevoir dans le futur) se transforme en actifs au niveau du bilan en tant que produits financiers.

Jusqu'à l'invention de ce procédé, on considérait que les actifs des banques et principalement l'enveloppe de crédit étaient illiquides parce que ces crédits étaient l'objet d'un contrat clair entre prêteur et emprunteurs au terme d'informations privées dont la banque était propriétaire (c'était la base du « secret bancaire »). Ils ne pouvaient donc être vendus sur un marché public. La titrisation a levé cet obstacle puisque tout à coup ces crédits pouvaient être traités sur le marché. La banque n'a plus désormais à détenir et donc à financer les crédits qu'elle a accordés ; elle peut les revendre et donc faire supporter à d'autres, tels les fonds de placement, moyennant commission, les risques de crédit. Cela a conduit à une baisse de sélectivité des crédits accordés puisqu'ils devenaient tous risqués et à augmenter la masse des crédits puisque les banques n'étaient plus autant tenues par la question d'une proportionnalité des fonds propres par rapport aux crédits accordés¹⁶. Néanmoins et pour ne pas céder à la facilité actuelle de trouver des boucs émissaires et de crier au loup, la recherche de liquidité dans un contexte d'incertitude est un comportement « normal » du point de vue de chaque agent économique pris isolément (au niveau micro-économique donc). Il calme la crainte de chacun que le comportement imprévisible des autres ait des conséquences néfastes sur lui. Mais dès que cette réaction individuelle se transforme en action collective, la panique se propage avec comme conséquence une pénurie de liquidités, c'est-à-dire qu'il se produit, de façon tout à fait rationnelle, le contraire de ce qui était escompté par les agents économiques. C'est ce genre de situation qui rend pessimiste sur la capacité des marchés financiers à orienter, par eux-mêmes, les placements dans une perspective d'innovation à court terme et aussi d'investissement à plus long terme. Ce n'est pas automatique. Il faut bien qu'il y ait des agents économiques qui prennent cette décision et si ce ne sont pas des agents privés il faut alors que ce soit des agents publics. À défaut, le système de crédit doit être socialisé. C'est ce que le gouvernement gaulliste de 1945 a essayé de réaliser avec la nationalisation de la Banque de France et des quatre grandes banques de dépôt.

L'État procède de même avec la dette publique en souscrivant des emprunts auprès du public comme le fit la France avec le gouvernement de R. Barre en 1976 puis de façon plus générale en émettant des

16 – La titrisation permet ainsi de réaliser des opérations hors bilan, or ce sont les bilans qui permettent la surveillance des équilibres et d'éventuelles dérives.

bons du Trésor. Les banques centrales ont entre elles des accords de swap, c'est-à-dire des mécanismes d'assurance croisée contre le risque et elles gèrent de façon opaque les types de produits qu'elles émettent parce que personne ne leur demande jamais de comptes. Tout repose sur la confiance et l'idée de souveraineté. Or la signature des États est en principe infaillible et leurs besoins de financement inépuisables. Celle des grandes FMN ne vaut guère moins.

Les banques d'un côté, les actionnaires des fonds de pension de l'autre vont profiter au maximum de cette fringale de financement, mais comme leur propre argent n'est pas inépuisable, à un certain moment elles vont s'adresser sur le marché financier à des fonds qui possèdent des liquidités encore sans emploi. Or certains de ces fonds ne sont que des fonds spéculatifs (*hedge funds*) qui augmentent sensiblement le coût final du crédit.

Au bout du processus, la prise de risque de certaines banques, celles qui sont le plus engagées dans la transaction des produits dérivés, en arrive à être complètement pilotée par cette activité à teneur spéculative et non plus par le métier classique de la banque¹⁷. Cela a bien sûr été facilité par la fin de la spécialisation des banques et des institutions financières. Fin de la séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires (mise en place dès 1966 en France et renforcée et effective en 1982) avec, par exemple, un Crédit Lyonnais très engagé dans les placements à risque dans les pays émergents, fusions-acquisitions comme Paribas rachetée par la BNP ; fin de la séparation entre activités d'assurance et activité de banque avec les grands travaux d'AXA ; possibilité donnée finalement à toute grande entreprise de faire de la banque et plus particulièrement du crédit (Auchan et Carrefour¹⁸, mais aussi Peugeot et Renault).

17 – C'est par exemple le cas de la Société générale dont l'activité classique représente moins de la moitié de ses gains et des dividendes reversés. Il ne sert donc à rien de crier haro sur les agences de notation. Quand la note de la SG est dégradée par Morgan et Stanley comme en janvier 2012, il y a bien des raisons.

18 – À ce niveau, Auchan fera figure de précurseur en rachetant la petite banque d'affaire Delors et Carrefour créera sa propre banque : la SPP. Par ailleurs, Carrefour, spécialiste du pressurage des petits producteurs et des fournisseurs, profite de l'espace des 90 jours – en théorie ramenés à 45 jours – entre le moment où elle touche de l'argent de ses clients et le moment où elle paie ses fournisseurs, pour placer son argent dans des opérations financières.

LA FINANCIARISATION ET LA TRANSFORMATION DU PROCÈS DE PRODUCTION ET DES RAPPORTS SALARIAUX

1 – Procès de production et mouvement de financiarisation

La vulgate la plus courante sur la question, à la suite des travaux de Robert Reich, conseiller de Clinton, est que l'entreprise-réseau qui suppose ouverture au marché financier¹⁹, horizontalité, déterritorialisation, sous-traitance généralisée et nouvelle division internationale du travail dans la mondialisation avec des entreprises-mères sans usines²⁰ aux mains des « manipulateurs de symboles » et des « créateurs de concepts » a remplacé le vieux modèle de l'entreprise géante, concentrée, territorialisée (l'entreprise-ville) fonctionnant sur le modèle vertical hiérarchisé et bureaucratique du fordisme aux mains d'un manager et des bureaux d'études d'ingénieurs.

Bien sûr, la vision de Reich n'est pas inventée de toutes pièces. Elle repose sur l'idée que l'économie de la connaissance va prendre de plus en plus d'importance et qu'au sein de cette économie, les actifs immatériels sont eux-mêmes prédominants. Parmi ces actifs immatériels, on doit distinguer les actifs identifiés, c'est-à-dire, par exemple, les brevets qui ont une valeur marchande estimée et les actifs non identifiés (le *goodwill*) qui correspondent à ce qui est inestimable : le savoir-faire, la marque, le symbolique. Naomi Klein a détaillé tous ces aspects dans *No Logo* où elle cherche à montrer que Microsoft, Coca Cola, Mac

19 – Prenons un exemple édifiant du passage d'un modèle à un autre : le groupe BSN-Danone, n° 2 de l'agro-alimentaire en Europe. À l'origine, un patron de gauche soutien de Mitterrand, Antoine Riboud, pratique la concentration conglomerale d'abord (achat dans différentes branches sans rapport entre elles, selon les opportunités) puis verticale (de la matière première au produit fini), mais indépendamment du marché financier dont il se méfie comme beaucoup de patrons français jusqu'à la fin des années 1980 ; puis son fils Franck Riboud prend sa succession à partir de 1996. Il se lance dans la Bourse et les investissements internationaux, se mettant à la merci d'une offre publique d'achat (OPA) agressive de la part de Pepsi Cola.

20 – Dont Alcatel-Lucent nous a offert le modèle, à vrai dire désastreux, en France. Il est appliqué aussi à France-Télécom depuis la privatisation de l'entreprise qui donne la possibilité aux nouveaux opérateurs d'acheter des communications téléphoniques à l'opérateur historique pour ensuite les revendre aux particuliers. Ce modèle, prédominant dans le secteur de l'automobile (Dacia roumaine pour Renault ; 107 et C1 pour Peugeot) conduit mécaniquement à une dégradation de la balance commerciale qui n'est donc pas forcément due à une pénétration des marques étrangères ou à une perte de compétitivité.

Donald et Nike dominent le marché par des symboles à portée politique. Ces actifs non identifiés ne sont pas seulement promus par des campagnes de publicité, mais aussi par la finance qui a un poids dans la formation de l'opinion publique parce qu'elle est capable de fournir des évaluations.

Cela dit, il y a quand même d'autres tendances qui persistent parce qu'elles constituent une sorte de toile de fond du développement capitaliste et signalent la persistance d'une tendance à la concentration et à la centralisation dans les grandes agglomérations, dans les pays riches ou émergents à forte capacité d'innovation technologique ou de marché (Chine, Inde, Brésil).

Ainsi, alors que nous n'entendons parler que de délocalisations et d'externalisation (qu'il ne s'agit pas de nier) suivant une stratégie dite « d'optimisation de la chaîne de valeur » requérant une quête de rentabilité par activité, nous assistons aussi à des mouvements de relocalisation, y compris dans un secteur peu favorable comme le textile²¹. Le coût de la main d'œuvre n'explique donc pas tous les choix de localisation, d'autant que ce coût a tendance à croître dans les pays pauvres à la mesure de leur émergence²². La qualité et l'innovation jouent aussi leur rôle pour un maintien sur le lieu d'origine²³.

L'industrie financière elle-même, dans la mesure où elle a des coûts fixes élevés, se trouve poussée à la concentration afin de réaliser des

21 – À preuve, par exemple, celle de l'espagnol Inditex qui possède Zara et qui obtient des prix à peine supérieurs à H&M pourtant entièrement délocalisée. En France, l'entreprise Qooq a choisi, elle aussi, la relocalisation alors qu'elle est installée en Chine, mais elle a décidé de produire en France certains éléments en ayant recours à plus d'automatisation et moins de salariés. Les coûts salariaux restent largement supérieurs, mais ils sont compensés par la meilleure qualité de la production, la diminution des coûts de transport et le bénéfice du crédit-recherche accordé par l'État. Autre exemple pour la France : Clergerie à Romans.

22 – Techniquement, le coût de la main d'œuvre des pays pauvres représente une concurrence supportable pour les salaires et entreprises des pays riches que si les salaires des pays pauvres augmentent plus vite que la productivité de leurs salariés. Dans les industries de main d'œuvre comme le textile, c'est encore vrai mais pas forcément dans l'automobile et encore moins dans le secteur des nouvelles technologies où la productivité est tout de suite haute et les salaires restent bas, même s'ils sont supérieurs aux salaires moyens du fait de la bonne formation de ces salariés-là.

23 – Clayeux vient de relocaliser à partir d'une innovation révolutionnaire dans la... couche-culotte ! Les entreprises de service de l'information, elles aussi, ont tendance à relocaliser avec des centres d'appel implantés plus près de la clientèle et sachant répondre en bon français aux demandes des usagers.

économies d'échelle. Ainsi, la création d'Euronext, bourse paneuropéenne (réunissant les places d'Amsterdam, Bruxelles, Paris et Lisbonne) s'explique par le fait que toutes ces places font de la gestion dans le monde entier. Il y a donc nécessité non seulement de centraliser les lieux, mais aussi de centraliser la ressource humaine dans les grandes Bourses que sont Wall-Street et La City bien sûr qui en drainent la majorité, mais aussi, à un degré moindre : Tokyo, Luxembourg, Paris, Zürich, Hong-Kong.

La concentration/centralisation n'empêche d'ailleurs pas la constitution de villes globales (New-York, Londres, Hong-Kong) développant une sorte de « réseau-archipel²⁴ ».

Il n'y a pas de formes privilégiées, mais des combinatoires²⁵.

Dans tous les cas, la dynamique de l'information a, pour le moment, permis au capitalisme d'échapper à la thrombose de la suraccumulation en se débarrassant du problème du désajustement entre ce que Marx appelait le secteur 1 et le secteur 2 de la production, dit autrement entre le secteur des biens de production qui devait être toujours plus croissant et celui des biens de consommation ; un désajustement qui devait provoquer des crises de reproduction et qui ont fait l'objet de schémas mathématiques jamais vérifiés et en partie invalidés par Rosa Luxemburg dans son livre *L'accumulation du capital*. L'ère de la consommation de masse avait déjà porté un coup à cette théorie, l'industrie de l'information qui produit des moyens de production qui sont aussi des objets de consommation en porte un deuxième.

Les OPA ont constitué la forme principale de concentration concurrentielle des années de restructuration (1980-1990) et ont accompagné la financiarisation du capital. Elles sont passées de mode face à la nouvelle stratégie industrielle de recentrage sur les cœurs de métier et la « vente par appartements » des branches les moins profitables (biscuits LU et brasseries pour BSN). Mais cette stratégie industrielle liée à la concurrence dans la mondialisation a débouché sur une stratégie financière (et non l'inverse !), puisqu'elle a eu pour conséquence de réduire le capital investi et donc de permettre l'augmentation des dividendes versés.

24 – Cf. P. Veltz, *Mondialisation, villes et territoires : une économie d'archipel*, éd. PUF, 2000.

25 – Nous avons déjà signalé ce phénomène dans notre article sur les rapports entre organisation oligarchique et organisation réticulaire, dans ce même numéro.

L'ancienne stratégie présentait aussi l'inconvénient d'accroître l'accumulation et l'immobilisation d'une grosse masse de capital alors que la financiarisation pousse à la liquidité des actifs. Les OPA ont progressivement laissé la place à une variante, l'OPE (offre publique d'échange) par laquelle deux entreprises prennent des participations croisées sur le modèle de l'accord Renault-Nissan. Ces fusions-acquisitions se situent à un niveau tant national que transnational et constituent aujourd'hui la forme dominante de concentration dite par « croissance externe ».

2 – L'entreprise ne se définit plus principalement comme un lieu de production

L'entreprise est considérée comme un actif financier (modèle de l'entreprise *share holder*) à la Bourse d'où sa réorganisation qui prend la forme du holding, c'est-à-dire d'une structure financière qui vient coiffer la structure proprement productive et qui est la seule à être cotée en Bourse²⁶. Cette organisation permet aussi de bien séparer l'activité des différentes filiales. Il devient alors possible de céder le contrôle d'une filiale ou de le partager avec d'autres sans bouleverser la marche du groupe. À l'inverse, prendre le contrôle de nouvelles sociétés ou de filiales d'autres entreprises-mères devient très facile. C'est comme un mécano ou un jeu de construction.

Cette financiarisation des entreprises passe forcément par la forme « société par actions », mais elle peut elle-même revêtir des aspects différents : du capital concentré chez Dassault ou BSN à un capital très dispersé (3 millions d'actionnaires) chez Elf-Sanofi. L'une des fonctions de la Bourse est aussi d'accroître le nombre d'actionnaires, ce qui facilite la prise de contrôle par quelques actionnaires principaux (les investisseurs institutionnels dits « zinzins »).

Dans cette structuration financière des entreprises, ces dernières ne sont plus essentiellement perçues comme le lieu de l'interdépendance et de la confrontation entre capital et travail (modèle de l'entreprise *stake holder*).

À cette financiarisation correspond aussi aujourd'hui une forme nouvelle d'internationalisation (la « mondialisation ») à l'époque de la globalisation. Elle vient s'ajouter aux deux formes anciennes

26 – Par exemple, PSA est la *holding* cotée en Bourse qui contrôle les usines Peugeot et Citroën.

d'internationalisation. La première, chronologiquement, concernait des mouvements de capitaux qui ont pour finalité des mouvements de marchandises (par exemple capitaux du Nord contre produits du Sud) ; la seconde voyait les capitaux se substituer aux marchandises (une firme installe une filiale à l'étranger sur un marché prometteur). La tendance dominante aujourd'hui est celle où les marchandises se substituent aux capitaux. Un donneur d'ordre fait fabriquer pour son compte dans un autre pays un produit qu'il revendra sous sa marque ou qu'il intégrera à son propre produit. Par rapport aux théories classiques de l'échange (avantages comparatifs « naturels » et dotation toute aussi « naturelle » en facteurs de production), les nouvelles spécialisations dépendent plutôt d'un avantage concurrentiel construit au fil de l'histoire avec des savoir-faire particuliers comme ceux que la France et l'Italie possèdent dans les domaines du vêtement, de la chaussure, la mode, l'industrie du luxe, les transports aériens et ferroviaires, l'Allemagne dans la machine-outil et la chimie-pharmacie, etc. Elles consistent donc à concevoir, produire et commercialiser des marchandises qui reposent sur un tissu productif élargi au monde entier en cherchant à dégager une chaîne de valeur, c'est-à-dire une valorisation tout au long du processus. Mais si la globalisation tend vers l'unification des formes, il n'en reste pas moins que chaque pays part de son organisation historique : le capitalisme de marché anglo-saxon, la banque-industrie allemande, le réseau des grandes familles italiennes, un capitalisme de cœur financier à la française ou à la japonaise. Pour la France, les réseaux vont se tisser à partir des « zinzins » qui sont le produit de la privatisation de la finance française à partir de 1993-94. Une logique du donnant-donnant plus que des motivations économiques va engendrer un nouveau réseau d'alliances croisées : entre BNP et UAP, SG et Alstom, SG et Rh. Poulenc, St Gobain et Suez, St Gobain et la BNP, UAP et Suez, Paribas et les AGF, puis Paribas et BNP, etc. De ces alliances ne ressort pas un véritable leadership, mais plutôt des coteries obligées de composer entre elles, sans trop de mal d'ailleurs puisque la plupart de ses dirigeants sortent des grands corps de la fonction publique et ne sont nullement des capitaines d'industrie. C'est une tendance oligarchique très ancrée dans le capitalisme français.

3 – La synergie entre marchés financiers et nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)²⁷

La finance d'intermédiation bancaire n'était pas adaptée au financement de secteurs de pointe et cela pour plusieurs raisons :

– **même si** la nouvelle économie n'est pas immatérielle parce qu'elle suppose des investissements en biens durables (équipements réseaux sur Internet, téléphones mobiles et réseaux correspondants, ordinateurs et périphériques, microprocesseurs et mémoires), il y prédomine un capital dont la valeur ne fait pas l'objet d'une estimation certaine et il n'est pas facile d'évaluer les futurs investissements à réaliser et les profits à en tirer. Certes, certains actifs considérés comme immatériels par la Comptabilité nationale sont en fait de nature quasi physique tels les logiciels, brevets et licences, mais d'autres comme le savoir-faire, la marque, la réputation, le carnet d'adresses et les relations ne constituent pas des garanties tangibles²⁸. Le rendement des investissements dits immatériels est donc aléatoire. Par ailleurs, si l'investissement matériel apparaît clairement en comptabilité sous la forme de la formation brute de capital fixe (FBCF), les investissements immatériels apparaissent encore comme une charge et non comme un investissement. Ainsi, la publicité essentielle pour la valorisation d'une marque est-elle considérée comme un poste de dépense et non d'investissement.

27 – Nous préférons utiliser cette abréviation aujourd'hui courante et significative même si en vérité ces NTIC ne sont que des support de l'économie de l'information. Certains auteurs font la différence entre économie de l'information comme flux de données structurées et économie de la connaissance comme à la fois stock et capacité de savoir. Assurer la première fonction ne suffirait pas à passer à la seconde. Il faut y rajouter de l'éducation et de l'apprentissage. Les tenants de l'économie de la connaissance se recrutent chez les auteurs issus de l'opéraïsme italien comme A. Negri, M. Lazzarato, P. Virno et Y. Moulier-Boutang. C'est à partir du concept marxiste de *General intellect* qu'ils réintroduisent la problématique d'une nouvelle créativité du travail vivant par rapport à l'accumulation de travail mort (le capital fixe). Une perspective que nous avons déjà critiquée dans nos écrits sur le néo-opéraïsme. Une autre de leurs tendances est critiquable, celle d'associer systématiquement « cognitif » et « immatériel » et donc d'introduire une séparation stricte entre économie matérielle et immatérielle aussi discutable que celle entre économie réelle et économie financière. C'est net quand on voit les liens existants entre production d'électricité et NTIC. Les réseaux électriques ont restructuré en profondeur la sphère productive et sa distributivité a été une des conditions du succès des NTIC. Mais en retour la production et la distribution de l'électricité deviennent connexio-dépendantes puisque gérables seulement grâce à ces NTIC.

28 – La portée de ce pouvoir symbolique est analysée dans l'ouvrage de Naomi Klein, *No Logo*, éd. Actes sud, 2001.

De la même façon, les marxistes orthodoxes considéreront nombre de ces investissements immatériels comme des faux frais nécessaires à la réalisation de la valeur et non pas, comme nous le pensons, une étape du procès de valorisation.

– **basé sur** l'intermédiation traditionnelle, le marché bancaire ne proposait pas de nouveaux produits à même d'assurer les risques de ce financement, à l'inverse d'un marché financier capable de mobiliser des fonds très importants et de proposer des produits financiers appropriés et directs de « capital-risque²⁹ » et une Bourse des nouvelles valeurs (le Nasdaq pour les valeurs américaines) chargée d'évaluer les *start-up* (les « jeunes pousses ») qui vont fleurir à la fin des années 1980-1990. Il y a aussi un décalage temporel entre des entreprises qui doivent lever de l'argent tous les deux ou trois ans pour leurs investissements et des innovations qui, par exemple dans le secteur pharmaceutique ou médical, demandent dix ans de recherche et des années de protection par les brevets avant d'être rentables.

– **les entreprises** de ce secteur sont en général nouvelles et de taille modeste ou moyenne, alors que la finance bancaire d'intermédiation se caractérisait par une grande prudence et une étude de dossiers permettant de prévoir les possibilités de réussite de l'entreprise. Le risque bancaire est réduit au maximum. Or, en dehors d'un investissement en capital matériel de départ qui n'est pas forcément très important mais qui s'accompagne d'un coût important en investissement en recherche-développement, beaucoup d'entreprises petites ou moyennes de ce secteur des nouvelles technologies comprennent un capital immatériel en forte croissance sans que sa valeur soit mesurable à l'avance. Il y a donc un risque supplémentaire à investir dans ses secteurs. Cela tient plus du pari que de la projection raisonnée puisqu'au départ les investissements ne sont pas rentables, mais qu'à terme les profits peuvent être énormes vu que les coûts marginaux (c'est-à-dire les coûts pour une unité supplémentaire de produits) tendent vers zéro. On a un exemple typique, en France de cette difficulté à estimer une valeur immatérielle, le *goodwill* disent les anglo-saxons, avec les rachats

29 – Le capital-risque est un apport de fonds propres sous la forme de prise de participation dans la jeune entreprise, en général en provenance d'une personne « de la partie » qui lève des fonds auprès d'investisseurs sur la base de sa compétence supposée. Il participe en général à la gestion de l'entreprise, mais il peut revendre ses parts pour réaliser une plus-value.

d'Orange par France Télécom et d'*Universal* par Vivendi sur des bases surestimées. De la même façon, *Facebook* va être introduit en Bourse avec une forte levée de fonds sans que personne ne sache ce que sera la valeur de sa capitalisation dans quelques années.

Comme nous l'avons dit précédemment, l'horizon temporel n'est donc pas le même pour l'entrepreneur et l'investisseur, ce que de nombreux contempteurs de la finance ne voient pas et, pour n'en citer qu'un relativement à la mode, Paul Jorion et son « capitalisme à l'agonie³⁰ ». Cet ouvrage traite de la façon dont la finance transforme le capitalisme ou de ses dérives, et non de son articulation avec le reste des activités, ce qui peut faire oublier les raisons objectives de la relation privilégiée entre économie du savoir et nouvelles formes de la finance.

En fait, ce qui est reproché à la finance, au meilleur des cas, ce serait d'avoir abandonné un rôle qui a toujours été le sien, celui d'accompagner le développement de nouvelles activités qui autrement ne verraient pas le jour. Elle serait devenue elle-même l'Activité avec un « A » majuscule et la principale pourvoyeuse de profits (40% de la part totale aux États-Unis juste avant 2008³¹).

– **une autre difficulté** pour le financement réside dans le fait que dans ces secteurs, la recherche-développement (R-D) relève du domaine public alors que les applications sont privées et tiennent à le rester comme le montre suffisamment la bataille sur les médicaments génériques. Ces rentes d'innovation reposent sur une complémentarité entre nouvelles technologies et finance qui permet à des firmes déficitaires d'être cotées en Bourse sur la base de leur fort capital intangible. Sans ces droits de propriété, les grands oligopoles qui dominent les marchés n'investiraient pas dans de nouveaux secteurs à forte dépense en R-D (pharmacie, bio-technologies, semi-conducteurs, ordinateurs, aérospatiale).

Aux États-Unis, les fonds de pension ont été de gros investisseurs en capital-risque³². En France, ce sont surtout les fonds privés (*private*

30 – P. Jorion, *Le capitalisme à l'agonie*, éd. Fayard, 2011.

31 – Les entreprises industrielles ne sont pas en reste. Ford réalise un tiers de ses profits à partir de sa branche financière.

32 – Certains auteurs comme Stiglitz (*Le triomphe de la cupidité*, éd. Les liens qui libèrent, 2010) font remarquer que la majorité des sociétés de capital-risque ne faisaient pas parti du « système Wall Street » comme l'appelle P. Gowan (« Crisis in the Heartland » in *New Left Review*) et sont plutôt établies sur la côte Ouest. Les *Community banks* (sociétés de crédit mutuel et banques locales) ont aussi joué leur rôle dans le finance-

equity funds) qui ont joué ce rôle en finançant des entreprises dans les NTIC qui restaient fortement déficitaires alors que leur cotation boursière s'envolait à cause de leurs supposées potentialités (Yahoo et Google en sont des fleurons). Ce cas de figure peut être étendu à toutes les nouvelles technologies. Exemple particulièrement marquant, la banque Lehman Brother, une pure banque d'affaires particulièrement responsable de l'extension de produits dérivés toxiques était aussi la principale source de financement du numéro 1 mondial de la production d'éoliennes Vestas. Depuis la faillite de la banque, le groupe danois va licencier 2350 personnes dans le monde. D'une manière générale, depuis 2008, les banques et les États ont baissé leurs subventions aux énergies renouvelables alors qu'il faudrait, du point de vue capitaliste du « développement durable », les augmenter dans l'optique de l'épuisement des ressources en pétrole et la remise en cause de l'énergie nucléaire.

On peut parler d'une véritable convergence situationnelle et temporelle entre le développement du marché financier et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Cette convergence est d'abord due à des causes conceptuelles. La monnaie, surtout sous sa forme de monnaie-crédit, introduit le temps dans l'échange et nous avons vu que les nouvelles technologies ont besoin de temps. Elle est due ensuite, et plus prosaïquement, à un intérêt bien compris des deux parties. La finance et les NTIC semblent « faire système » dans le sens où les marchés financiers profitent des possibilités d'opérations « en temps réel » permises par les NTIC et les NTIC profitent de conditions de développement rapide qu'elles n'auraient pu obtenir par les moyens traditionnels.

La bulle haussière du Nasdaq à la fin des années 1990 n'est pas à proprement parler une bulle spéculative, mais plutôt une bulle structurelle de croissance reposant sur une vision optimiste des opérateurs. Pourquoi structurelle ? parce que, du point de vue comptable, ces actifs immatériels n'apparaissent pas dans les comptes des entreprises alors qu'ils sont comptabilisés dans les capitalisations boursières. La distorsion entre les deux valeurs peut alors atteindre des proportions qui

ment de PME. Pour lui, les grandes banques d'affaires n'ont joué qu'un rôle marginal dans les investissements et vraies créations d'emplois dans le secteur, toutes occupées qu'elles étaient par la valse des fusions-acquisitions d'abord, par les ventes « par appartement » ensuite.

deviennent inquiétantes et qui peuvent produire un retournement d'opinion. C'est que si les logiciels peuvent être assimilés à du capital matériel comme évidemment les ordinateurs et donc quantifiés et comptabilisés, la marque, la réputation, les relations, le savoir-faire, ce que les anglo-saxons appellent la *fair value* peuvent difficilement l'être ou alors font l'objet d'une comptabilisation très discutable : les dépenses de publicité ou de sponsoring sont ainsi comptabilisées comme des charges et non pas des investissements, nous l'avons déjà dit.

Le marché financier et les NTIC sont bien en phase car ils travaillent tous les deux en temps réel et s'appuient l'un sur l'autre. Le marché financier a besoin de l'outil informatique et de la vitesse des flux que lui assurent les NTIC et ceux-ci ont besoin d'énormes moyens de financement à rentabilité nulle ou peu élevée au départ pour les investisseurs privés qui doivent pallier l'absence quasi totale d'investissement public dans le secteur des *start-up*. Néanmoins, on observe plusieurs décalages temporels qui posent problème et sont à l'origine de bulles. En fait, il y a un premier décalage entre le temps de l'innovation technologique elle-même et le temps de son application. Par exemple, la machine à vapeur a précédé le train de cinquante ans, la dynamo d'Edison a précédé le moteur électrique de quarante ans. Le second décalage temporel provient du fait que les investissements sont, eux, dans une temporalité forcément courte.

La crise des *subprimes* éclaire cela. Dans l'ancienne finance intermédiée, les banques gardaient les crédits jusqu'à leur terme. C'est ce qu'on appelait « l'illiquidité bancaire ». Ils étaient donc mieux en phase avec le rythme des investissements pour l'innovation et la contrainte de rentabilité était plus lâche pour les entreprises parce qu'elle s'inscrivait dans le cadre d'une relation personnelle de crédit où se faisait le partage d'information. Il se tissait parfois une sorte d'association comme dans le cas du Japon et de sa « banque-entreprise », puisque le créancier a tout intérêt à ce que le débiteur se porte bien.

Le capital bancaire, tout en étant une branche du capital financier, était aussi une institution d'une division du travail global. Il ne pouvait s'autonomiser. Mais le problème qui se posait était celui de l'insuffisance des crédits par rapport à la nécessité de lourds investissements qu'on ne pouvait trouver que sur un marché beaucoup plus vaste et capable de prendre plus de risques.

Dans la nouvelle finance directe des marchés financiers, les agents ont pu titriser³³ les créances à long terme de l'immobilier et les vendre aux banques qui n'ont pas pris la peine de faire le tri entre obligations à haut risque et à risque raisonnable. L'appât d'un gain à court terme a pris le pas sur la prudence gestionnaire.

La titrisation n'est toutefois pas réductible à un procédé diabolique mis en place par des requins de la finance. Elle était censée être un moyen pour abolir la contrainte de durée et résoudre ainsi le problème de décalage entre le temps de l'innovation et le temps de la finance³⁴.

Les entreprises cherchent à réduire cet écart en adoptant des politiques moins stratégiques, plus court-termistes, ce qui a pour inconvénient de modifier la structure de leur R-D. La recherche appliquée tend à prendre le pas sur la recherche fondamentale.

Globalement repérable, cette tendance n'est toutefois valable que si on continue à raisonner dans les termes traditionnels d'une époque où la recherche était encore une activité relativement rare et liée à la puissance de l'État, ce qui lui donnait son aspect qualitatif et l'illusion de sa neutralité. Mais quand elle devient un pilier de base pour affronter un monde de plus en plus concurrentiel, même si c'est une concurrence de forme oligopolistique dans laquelle c'est la compétitivité qui est le nerf de la guerre, cela change la donne et l'appellation courante de R-D brouille la distinction originelle entre recherche fondamentale et recherche appliquée. Par exemple, beaucoup de chercheurs voient dans le rapprochement des entreprises avec les universités une tentative de transformer la recherche supposée fondamentale des universités en une recherche appliquée aux entreprises. Ce serait la raison de la dernière réforme des universités et de la recherche. Mais tout cela suppose une

33 – Titriser consiste à transformer des prêts bancaires en obligations rachetées par des investisseurs du monde entier, mais aujourd'hui, vu leur développement énorme, on ne sait plus quelle est l'exposition réelle des banques au risque. Un problème surtout grave pour les banques d'affaires qui ne sont pas adossées aux dépôts des particuliers et pour les banques et assurances « placières ».

34 – Toutefois cela n'empêche pas les dérapages purement spéculatifs de fonds de placements qui ont voulu jouer sur du « gagnant-gagnant ». Prenons un exemple récent, celui de la renégociation de la dette grecque. Certains *hedge fund* y participent en tant que négociateurs « perdants » côté créanciers tant que la Grèce n'est pas officiellement en faillite, or si elle venait à « faire défaut » (sous-entendu de paiement), ils seraient alors protégés par des CDS (assurances contre le risque) contactés au moment des prêts.

croissance au désintéressement de la recherche universitaire, croyance que nous ne partageons pas – nous nous sommes déjà expliqués à ce propos pendant le mouvement de grève des enseignants chercheurs en 2009³⁵.

La transformation des rapports salariaux dans un capital financiarisé

De 1945 à 1979, on a eu un compromis social dit fordiste dans le cadre d'une alliance entre une fraction du capital industriel et les représentants de la classe du travail, tout cela sous le regard de l'État. Il était basé sur un échange plus ou moins explicite entre une intensification du procès de travail pour une meilleure productivité et une augmentation des salaires et des avantages sociaux. Des mesures concrètes telle « l'échelle mobile des salaires » en Italie, le passage d'un SMIG garanti à un SMIC de croissance en 1970 en France nous en donnent la mesure. Le rapport salarial constituait alors la forme dominante d'une hiérarchie sociétale. Certains auteurs ont d'ailleurs conceptualisé l'avènement d'une société salariale³⁶.

Avec les restructurations des années 1980 et l'extraversion des économies, c'est ce compromis qui est remis en cause parce que son hypothèse de base, l'une augmentation constante de la valeur ajoutée à se partager entre capital et travail, est contredite par trois phénomènes :

- **premièrement**, par le fait que le rapport de force capital/travail qui était très favorable au travail dans les années 1960-1970 à la suite des grandes luttes ouvrières de la décennie lui est devenu défavorable dans un contexte économique différent (recul de la productivité du travail et du rythme de la croissance, hausse du chômage, capitulation ouvrière).
- **deuxièmement**, ce rapport direct capital/travail est aujourd'hui biaisé par la prise d'importance des actionnaires dans le partage qui vient peser sur la part de valeur ajoutée destinée au capital. Les dividendes en hausse exigés par les actionnaires associés aux profits de l'entrepreneur « nécessitent » un coup de force et une nouvelle répartition, inversant la tendance de la période des Trente glorieuses. L'idée de base est alors celle d'une concordance d'intérêts entre dirigeants

35 – Cf. notre texte « Les indignés : écart ou surplace », disponible sur le site de *Temps critiques*. URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article283>

36 – M. Aglietta et A. Brender, *Les métamorphoses de la société salariale*, éd. Calmann-Lévy, 1984.

d'entreprises et actionnaires, *stock options* pour les uns, valorisation des actions pour les autres Elle remplace l'ancienne concordance d'intérêts entre entrepreneurs et travailleurs-consommateurs du fordisme.

Il ne faut toutefois pas exagérer cette nouvelle tendance du partage de la valeur ajoutée si on se base sur le long terme. Sur une période de vingt-cinq ans, la part des salaires a baissé de dix points, mais elle avait augmenté fortement au cours des quinze années précédentes. Sur une période de cinquante ans, donc, la répartition est relativement stable.

– **troisièmement**, par le fait que l'augmentation de la productivité n'est plus considérée en soi, mais en rapport avec celle des autres entreprises et surtout des autres pays. Et cela dans le cadre d'une course à la compétitivité et aux gains de parts sur des marchés qui sont soit saturés, soit émergents et sur lesquels il faut se faire une place coûte que coûte dès le départ. Ce qui prédomine, c'est alors une « contrainte extérieure » qui va conduire à un affaiblissement du rôle des conventions collectives et plus généralement des régulations étatico-corporatistes, à de nouvelles formes de contrats de travail plus flexibles et plus individualisées. Ces contrats sont moins liés à une définition strictement salariale puisque la condition salariale est parfois associée ou mixée avec des contrats de type commercial et un travail en *free lance*. La relation entreprise-client s'impose à la relation entreprise-salariés (cf. la question du travail le dimanche et les jours fériés dans le commerce) et avec elle l'idée (très théorique) d'une organisation horizontale en réseau non hiérarchisée, alors qu'on sait qu'une telle organisation en réseau ne tire sa dynamique que de la hiérarchisation des niveaux.

De la même façon, les salariés placés en haut de la hiérarchie d'encadrement ne sont plus qu'à moitié des salariés car la majorité de leur revenu n'est plus constituée par le salaire, mais par des options qui ne sont pas imposables comme revenus du travail (une loi américaine vient de changer ça dernièrement). Certes, les cadres supérieurs ne se sont jamais vraiment battus collectivement pour leurs conditions de travail et leurs salaires, mais on peut dire que, dans ce contexte, c'est l'espérance de profit qui devient essentielle pour eux. C'était, auparavant, leur motivation au travail qui les soudait à leur direction et, à présent, ils suivent du doigt les indicateurs boursiers. Alors que la science économique a toujours dit et enseigné que l'entrepreneur faisait l'avance des salaires contre le travail fourni par le salarié, on arrive à une situation où c'est le salarié, certes qualifié, qui fait l'avance de son

travail et espère une rémunération en fonction des résultats de l'entreprise. La prise de risque est inversée.

Les fonds de pension, l'épargne salariale, les *stock options* tracent une voie de sortie de la société salariale par le haut, une société où il n'y aurait plus que des propriétaires. On comprend mieux que les questions « d'insécurité » deviennent politiquement et électoralement primordiales ! À cette sortie de la société salariale par le haut correspond une sortie par le bas avec l'augmentation des laissés pour compte de la globalisation.

Cette tendance est particulièrement nette dans le secteur des NITC où on assiste à une gestion duale de la « ressource humaine ». On peut ainsi y distinguer :

a) les salariés du savoir collectif ou du *general intellect* (environ 10%) qui sont considérés comme des actifs du capital de l'entreprise un peu comme l'étaient les techniciens et ouvriers qualifiés de l'industrie dont l'emploi était pratiquement garanti à vie dans le mode de gestion fordiste de la force de travail. Dit autrement, ces salariés ne sont plus considérés comme du capital variable (en langage marxiste), mais comme du capital humain (dans le discours managérial sur la ressource humaine).

À quelques différences près quand même du point de vue du statut social. Au niveau hiérarchique d'abord, mais ensuite parce que ces salariés peuvent pratiquer un *turn over* plus dangereux que celui des ouvriers des années 1960-1970. Cette « ressource humaine » étant plus productive et surtout plus rare, il s'agira pour les directions d'entreprise de se l'attacher par tous les moyens. Cela commence au niveau de la chasse aux cerveaux à la sortie des grandes écoles jusqu'aux rémunérations faramineuses et au système des *stock options* qui vient pervertir le lien salarial en transformant le salarié en actionnaire. Certes ce dernier reste lié à son entreprise puisque les *stock options* ne valent pas grand chose à l'extérieur de l'entreprise³⁷, mais il aura maintenant le regard beaucoup plus porté vers les cours de la Bourse que vers la recherche et l'efficacité technique. Peu ou prou, cet individu membre de la *creative*

37 – Ce n'est qu'une sorte de salaire différé. Il est piquant de voir qu'en France, pays où on a beaucoup plus tendance à critiquer le libéralisme qu'aux États-Unis, les *stock-options* ne sont pas considérés comme des salaires et aucune charge ne pèse sur eux alors qu'aux États-Unis, après le scandale Enron et une loi de 2002, ils sont maintenant considérés comme un revenu du travail imposable.

class (Richard Florida) devient un boursicoteur... ou adopte l'idéologie du boursicoteur. L'ingénieur s'efface devant le commercial et le gestionnaire.

b) les salariés intermédiaires suffisamment professionnalisés et opérant dans des secteurs relativement préservés de l'automatisation du processus de production (30 à 40 %).

c) les salariés qui sont finalement maintenus dans le cadre de l'OST (environ 50%) à cause de l'application des principes toyotistes qui s'avèrent finalement très compatibles avec ceux du fordisme, mais sont réalisés à partir d'autres critères. Le « juste à temps » du toyotisme remplace le chronométré du fordisme. Ce sont aussi les salariés des entreprises de sous-traitance. Ils servent de variable d'ajustement³⁸ pour la réduction des coûts et c'est donc sur cette force de travail-là que pèsent le plus la financiarisation qui exige des rendements exorbitants et la mondialisation qui met en concurrence au niveau mondial la main d'œuvre peu qualifiée. Cela s'en ressent du point de vue des salaires et de l'exposition au risque de chômage.

C'est une question qui est souvent mal comprise dans les milieux d'extrême gauche. Ils y voient une attaque particulière et « de classe » contre les prolétaires alors que la mondialisation produit une situation où les prix rentrant dans la composition d'un produit sont presque tous fixes car liés à un prix mondial : les prix des matières premières, de l'énergie et des machines ne sont pas discriminants alors que seul le prix de la force de travail est encore national et variable en partie. Le salaire qui, pourtant, dans le cas de nombreux produits et parmi les plus sophistiqués, ne représente plus que 10 à 20% du coût total sert alors de variable d'ajustement surtout dans le cadre d'une recherche de compétitivité-prix³⁹. Non seulement cela entraîne des délocalisations, mais cela conduit à réduire de plus en plus la quantité de salariés appartenant à la seconde catégorie de notre classification au profit de la

38 – Ainsi, on peut mettre en relation la déconvenue de la branche Danone de BSN qui, à l'automne 2000, est contrainte pas ses actionnaires à renoncer à son projet d'acquisition sur Quaker Oats et la mise en place de son plan social conduisant à la fermeture des biscuiteries LU considérées comme insuffisamment rentables.

39 – Toutefois, même l'Allemagne qui s'est faite la championne de la compétitivité hors prix (qualité) et qui avait un coût unitaire du travail supérieur à la France a mis en place une réforme drastique du droit du travail, une baisse volontaire des salaires, des délocalisations du bas de la production de la chaîne de valeur en direction de l'Europe de l'Est.

troisième ce qui correspond à une baisse correspondante de la valeur de la force de travail. Mais surtout ce qui est encore moins reconnu, c'est qu'au-delà d'une remise en cause du compromis salarial fordiste éclate au grand jour la caducité de la théorie de la valeur-travail car il devient difficile d'imputer la création de richesse à un quelconque facteur de production. La combinatoire entre capital et travail dans le procès de production est de plus en plus complexe et opaque, ce qui permet l'accroissement des inégalités en faveur d'une petite couche de dirigeants et salariés de haut vol. Nous l'avons dit : les salariés deviennent des actifs de l'entreprise et non plus principalement son pôle travail.

Si nous quittons le secteur des NTIC et regardons la situation générale, les conséquences pour les salariés sont les suivantes :

a) tous les salariés sont plus « loin » de leur entreprise, aussi bien au niveau psychologique ou affectif qu'au niveau géographique. Mutations professionnelles, délocalisations, croissance de la part de travail à la maison constituent de nouvelles entorses au modèle traditionnel du salariat. Cette situation pose un problème particulier au salarié qualifié des nouvelles technologies considéré comme un actif du capital. Il se heurte sans cesse à la question de la propriété puisque sa production, par exemple celle d'un concepteur de logiciel, s'apparente encore à celle d'un artisan et qu'il se trouve dépossédé de son produit puisque son entreprise, par exemple Microsoft, lui impose des conditions qui le privent de ses droits d'auteur. L'informaticien ou diverses variétés de professions-conseils vont donc être tentés de monter leur propre entreprise, d'où le phénomène des *start-up* et un nouvel effritement du modèle salarial, un effritement par le haut qui vient s'ajouter à un effritement par le bas (augmentation de l'employabilité).

b) on assiste à un creusement des inégalités de salaires et de statuts au sein du salariat alors que, depuis les débuts du mode de régulation fordiste, on pouvait parler d'homogénéisation des conditions et rémunérations des travailleurs salariés.

Des inégalités de salaires qui se creusent par le haut en faveur de ceux qui appartiennent à la tranche supérieure des 10% et même du 1%, lesquels correspondent, certes, à l'explosion des métiers de la finance, mais absolument pas à la théorie néo-classique de la contribution marginale du salarié à la marche de l'entreprise et encore moins à la théorie marxiste de la valeur-travail. De toute façon, même si la théorie néo-classique avait été juste, elle n'expliquerait pas les augmentations

soudaines et faramineuses de certaines rémunérations ni le fait qu'elles soient bien plus fortes aux États-Unis qu'ailleurs. Des inégalités qui se creusent aussi vers le bas avec l'apparition de nouvelles activités tertiaires peu qualifiées. Le cas est particulièrement flagrant en France avec la revalorisation par l'État des services à la personne, un secteur qui prospère tant sur les inégalités sociales entre personnes aisées à riche contenu de travail et personnes démunies à contenu de travail pauvre, d'un côté, que sur les inégalités hommes/femmes de l'autre, ces tâches étant très sur-féminisées. Alors que la période précédente avait vu s'effondrer les chiffres concernant le « personnel de maison », la persistance d'un chômage de masse d'un côté, le développement du travail féminin dans les couches inférieures comme supérieures de la population active de l'autre, ont fait surgir un nouveau gisement d'emplois que l'État social français ne pouvait laisser fuir dans l'économie souterraine comme c'est le cas pourtant de ses homologues des pays du sud de l'Europe. À partir des années 1990, les mesures de soutien se succèdent : exonérations de cotisations sociales en faveur des emplois familiaux, réductions d'impôts sur le revenu, chèques emplois-services qui deviendront CESU, création en 2005 d'une Agence nationale des services à la personne (ANSP)⁴⁰. Gouvernements de droite et de gauche sont d'accord sur la question et ne se démarquent qu'à la marge sur des plafonds.

Il s'agit de « blanchir » du travail non déclaré afin de créer de l'employabilité. Ces dernières réglementations conduisent au développement d'une nouvelle catégorie de serviteurs comme le dénonce très tôt A. Gorz⁴¹. Si cela ne répond pas à une volonté délibérée de recréer une inégalité des conditions qui reviendrait sur l'acquis des révolutions démocratiques, cela apparaît aux pouvoirs en place comme une réponse à la crise du travail à l'époque où s'épuisent les vertus de la « théorie du déversement » chère à A. Sauvy⁴². Plus que jamais triom-

40 – Cf. L'article du *Monde Diplomatique* de janvier 2012 « La maladie du balai ». Ce seraient les besoins des uns qui feraient l'emploi des autres, le tout reposant sur l'idéologie libérale d'une inégalité de valeur du temps de travail de chacun.

41 – A. Gorz, *Métamorphoses du travail, quête du sens*, éd. Galilée, 1988.

42 – Cette théorie affirme que le progrès technique et la croissance de la productivité ne nuisent pas à l'emploi car l'emploi supprimé dans un secteur ancien est recréé et même augmenté dans un nouveau secteur. C'est comme cela qu'est expliqué le passage des sociétés à dominante agricole aux sociétés industrielles, puis aux sociétés de services. La croissance de la productivité étant traditionnellement lente dans le

phe l'idée qu'il n'y a pas de sot métier... à une époque qui a justement tué les métiers !

Plutôt que de socialiser du temps commun pour des activités dont certaines restent et resteront peu valorisantes, il s'agit de les spécialiser dans le cadre de relations marchandes qui récréent de la domination même si c'est sans dominant. Comme nous ne cessons de le répéter depuis maintenant plus de vingt ans, le travail est de plus en plus assimilable à une activité « aux ordres ».

C'est sur cette base que se développe tout un ensemble de nouvelles approches en termes de « travailleurs pauvres » et de paupérisation des classes moyennes.

La société du travail dont le modèle reste celui de la société bourgeoise de l'époque de la « domination formelle du capital » est caduque, mais la société du capital n'en a pas fini avec le travail car si elle semble détruire ce qu'on appelait le travail productif *stricto sensu*, elle recrée de l'emploi salarié, comme simple fonction, discipline, contrainte au revenu⁴³ avec perte de valeur intrinsèque du travail. Le « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy a souvent été pris, surtout dans les milieux populaires, pour une restauration de la valeur du travail, mais en fait il n'en est rien. Dans une société où, d'une manière aussi criante, ce n'est pas le travail qui rapporte, la formule n'était bien qu'un slogan publicitaire électoraliste.

Le travail reste au centre d'un rapport social de domination plus que d'exploitation, mais il est au centre non pas parce qu'il demeure central en tant qu'activité, mais parce que c'est encore à partir de lui que tout s'organise et que se reproduit le rapport social. La société reste à dominante salariale et c'est pour cela qu'elle cherche à transformer toutes les situations « d'assistanat » (RMI) en situation de travail (RSA), qu'elle a

secteur tertiaire, ce secteur a été effectivement très créateur d'emploi dans les années 1970-1980, compensant en partie le début du déclin du secteur secondaire à partir du milieu des années 70. Mais l'utilisation massive des NTIC, l'emprise des grandes surfaces sur la distribution a fait bondir la productivité dans les services sans qu'il apparaisse de nouvelles possibilités de déversement d'emploi. L'ouvrier ne peut être durablement remplacé par un agent de sécurité et en même quantité.

43 – Le niveau moyen de formation des femmes étant en augmentation constante dans les pays riches, ces nouveaux emplois ne sont pas destinés en priorité aux femmes originaires des pays-centres, mais aux femmes immigrées. En France, ces services concernent surtout les activités de confort et restent donc relativement limitées, mais le plan Borloo de 2006 pousse à leur extension en maintenant ou étendant des avantages qui profitent surtout aux personnes aisées.

transformé l'ANPE en un pôle-emploi. Comme cette reproduction est de plus en plus difficile, on se retrouve devant une « nouvelle question sociale » où il ne s'agit plus d'intégrer les nouvelles « classes dangereuses », mais de reproduire du lien social par des processus d'encadrement, de contrôle ou même de criminalisation des résistances et des luttes.

c) les pertes d'emplois industriels et l'accroissement du chômage

Quelques chiffres pour la France : en trente ans, deux millions d'emplois industriels perdus dont sept cent cinquante mille dans les dix dernières années. Les délocalisations représenteraient entre 15 et 50% des pertes selon des experts qui sont loin d'être d'accord entre eux. Ces emplois ne sont pas que des emplois non qualifiés ou peu qualifiés, mais ils concernent aussi la recherche-développement car la France ne produit pas assez d'ingénieurs (Cap Gemini emploie deux cent trente mille personnes en Inde contre vingt mille en France). Et même quand la R-D est maintenue en France, comme chez « Petit bateau », cela concerne des effectifs faibles. Dans certains secteurs, le textile par exemple, des entreprises peuvent fermer comme Lejaby (repris depuis par le groupe de luxe de B. Arnaud) sans qu'il y ait délocalisation. D'une manière générale, les experts s'accordent à dire qu'en France, le soutien de l'État va plutôt aux secteurs en difficulté que vers les secteurs de pointe.

D'autres chiffres : les CDD représentaient 5,2% de l'emploi salarié total en France en 1982, 11,2 en 2009, mais 50% des CDD concernent les jeunes (de moins de 29 ans), ce qui tend à montrer que ces contrats fonctionnent comme des périodes d'essai ou d'apprentissage en plus de la flexibilité recherchée.

Toutefois, on peut remarquer que ces CDD concernent les flux des entrants sur le marché du travail bien plus que les stocks de salariés qui sont déjà en activité. On enregistre un peu le même phénomène avec le travail intérimaire, quoique de façon moins marquée. Il est également étonnant que des discours venant de l'extrême gauche qui, par ailleurs, ne cesse de clamer la croissance des inégalités dans un langage de classe, en viennent à parler d'une catégorie d'âge (« les jeunes ») comme d'une classe en reprenant finalement le discours des médias et de certains dirigeants sur la « génération sacrifiée ». Là aussi, les chiffres peuvent nous aider : deux cent trente mille jeunes sont sortis sans diplômes du système scolaire en 2011, ce qui représente environ 17% de la population scolaire sortante. Ce sont eux qui ont le plus de mal à

s'insérer dans le monde du travail, ce qui nous rappelle que le modèle français de l'école de masse à volonté démocratique est loin de connaître une pleine réussite. Ajoutons que l'origine sociale de ces 17% est fortement homogène⁴⁴, mais qu'elle est encore loin d'être une simple garderie.

LES INTERPRÉTATIONS DE LA CRISE FINANCIÈRE PAR LES THÉORIES CRITIQUES

Capital fictif et « crise financière »

Si la notion de capital fictif est parfois avancée, contrairement à la majorité des marxistes qui ne la retiennent pas, c'est pour n'en faire qu'un sous-produit du crédit et non pas un élément essentiel du processus de globalisation comme nous avons essayé de le démontrer dans plusieurs ouvrages et articles⁴⁵. Pour donner un exemple, la capitalisation actionnariale des FMN dépasse la valeur matérielle des actifs de ces mêmes entreprises et cela n'a rien à voir avec une bulle fictive ou spéculative. Ce qui compte comme valeur, c'est ici la capacité future de réaliser des profits. Je suis d'accord avec Philippe Riviale quand il écrit⁴⁶ que la valeur s'autonomise quand l'entreprise se produit elle-même comme valeur, et que c'est cette valeur qu'il faut faire croître parce que le capital s'est emparé de la valeur (nous, nous disons : « le capital domine la valeur »), de toutes les valeurs et qu'il y a « évanouissement » de la valeur (pour notre part, nous disons « évanescence »).

Il n'est donc pas étonnant que ce capital fictif s'avère un concept instable chez les rares marxistes qui l'emploient (la revue *Krisis* en Allemagne, A. Jappe et F. Chesnais en France). Il est défini d'un côté comme vraiment fictif, c'est-à-dire spéculatif, improductif et parasitaire, et ils l'opposent à « l'économie réelle » comme s'il y avait de l'économie irréaliste à côté de « l'économie réelle » ; et, d'un autre côté, la plupart lui concèdent quand même un rôle productif ! Ce sur quoi nous sommes d'accord, mais enfin il faut choisir ! Ou alors il faut procéder à une nouvelle distinction entre, d'un côté, un capital fictif

44 – Cf. le dernier ouvrage des sociologues de l'éducation Cahuc, Carcello, Galland, Zylberberg, *La machine à trier : comment la France divise sa jeunesse*, éd. Eyrolles, 2012.

45 – J. Wajnsztein, *Après la révolution du capital*, éd. L'Harmattan, 1987 ; J. Guigou et J. Wajnsztein, *Crise financière et capital fictif*, éd. L'Harmattan, 2008.

46 – P. Riviale, *Les infortunes de la valeur*, éd. L'Harmattan, 2006.

productif, par exemple celui que les banques, où le marché prête aux entreprises pour rendre leurs investissements réalisables et rentables et, de l'autre, un capital purement spéculatif, rentier et nuisible. Cette deuxième option me paraît être une démarche artificielle et surtout difficile à mettre en œuvre parce que ce serait justement revenir sur l'un des axiomes de base de la globalisation qui est de favoriser par tous les moyens la fluidité des opérations et la multifonctionnalité des opérateurs. J'en veux pour preuve la difficulté actuelle qu'ont les États à imposer aux banques une telle séparation des types d'activités, alors que ce sont justement eux qui y ont mis fin il y a trente ans⁴⁷.

On retrouve la même incapacité à se détacher des dogmes marxistes quand certains en sont encore à invoquer les mannes du travail productif sans se rendre compte que, dans la société capitalisée, tout le travail est devenu productif pour le capital, mais en dehors de sa force créatrice de valeur devenue complètement périphérique.

Si on veut encore lui garder un sens aujourd'hui, il ne faut donc pas comprendre le terme de productif comme une extension du terme originel de porteur de valeur (la production de plus-value), mais comme la capacité de forces productives et de pouvoirs à capitaliser le monde. La puissance ne se joue plus essentiellement au niveau du surproduit. C'est New-York qui aime aujourd'hui (et encore plus depuis 2008 !) la richesse du monde, et non pas la Chine et l'Inde.

La restructuration des années 1970 représente une rupture et non pas un simple changement de phase. Du point de vue factuel, la crise des années 1970 a été une crise de productivité et les nouvelles technologies n'ont pu participer au réamorçage de la croissance qu'une fois assainie la situation des entreprises et les taux de croissance repartis à la hausse. C'est parce que la crise est en même temps un mouvement de restructuration, qu'il y a un changement théorique avec l'abandon des politiques keynésiennes, rupture de l'ancien compromis fordiste, nouveau rapport de force pour le partage de la valeur ajoutée⁴⁸. Mais il n'y

47 – Par exemple en France, une loi de 1982 met fin à la distinction traditionnelle entre banques de dépôt et banques d'affaires, ces dernières étant à l'époque les seules habilitées à intervenir sur le marché financier. Les banques de dépôt étant très concentrées en France, elles deviennent vite des opérateurs majeurs de ce marché.

48 – Il est vrai que cette question du partage est parfois oubliée puisqu'il se situerait au niveau de la distribution et non pas au niveau de la production et qu'il met en jeu les luttes sociales et un rapport de force (l'antagonisme capital/travail) peu compatible

a, jusque-là, aucune excroissance du crédit puisque celui-ci a justement été resserré dans presque tous les pays dominants à des fins de désendettement et que des plans draconiens d'austérité ont été imposés par le FMI à des pays en voie de développement fortement endettés.

Il ne faut pas confondre l'extension du crédit à cette époque avec l'expansion des liquidités internationales à travers la croissance exponentielle des pétrodollars et la nécessité qu'ont des pays à fort excédent extérieur comme le Japon et l'Allemagne hier, la Chine aujourd'hui, de placer leur argent⁴⁹. En effet, nous n'avons pas eu des politiques monétaires extensives et nous avons au contraire assisté au triomphe des théories monétaristes restrictives. En Europe, cela se concrétise par l'alignement des monnaies européennes sur le DM et une politique de « Franc fort ». Cette politique s'est accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt réels (taux nominal moins taux d'inflation) qui va pousser les entreprises à chercher d'autres moyens de financement moins chers sur le marché financier. C'est l'origine de la dérégulation des marchés, de la désintermédiation bancaire et de la globalisation financières.

Comme le dit très bien P. Riviale⁵⁰, le capital financier constitue ce lien souple qui démultiplie le pouvoir de la richesse ; mais cette nouvelle donne qui accroît la fluidité du capital plutôt que son accumulation, si elle devient structurelle, n'implique pas forcément des politiques conjoncturelles présentées aux dominés comme des fatalités.

Il n'y a pas de fatalité des déterminations économiques comme si nous courrions automatiquement à la crise et à la catastrophe, comme si les États et la politique n'avaient plus de prise sur rien, alors que leur action a changé de dimension ou plus exactement s'est redéployée suivant une nouvelle logique dominante. Pour terminer par un exemple, ce qui est présenté comme une crise gravissime de la zone Euro, la croissance des dettes souveraines, n'est pas due à la globalisation, à la chute du taux de profit ou à la surproduction, mais à l'action de certains États qui imposent une politique budgétaire restrictive sans la contrepartie d'une politique monétaire expansive, ce qu'on a appelé

avec l'idée de « capital automate » développée par certains courants comme celui dit de la « critique de la valeur ».

49 – Les liquidités existent bien pour financer ce qu'il appelle l'économie réelle, mais elles ne viendront se placer productivement que quand elles se seront assurées des conditions de sécurité offertes par une gouvernance mondiale ayant rétabli le minimum de confiance. Là encore, rien d'inéluctable, ni dans un sens ni dans l'autre.

50 – *Le principe de misère*, éd. Le Félin, 2007.

pendant des dizaines d'années, une *policy mix*. Cette dernière serait à nouveau rapidement opérationnelle aujourd'hui si la Banque centrale européenne et les États agissaient sur les taux de change, possibilité qui est même incluse, en tout petit, dans le traité de Maastricht, mais qui est rejetée par l'Allemagne jusqu'à aujourd'hui. Ce qui est d'ailleurs cocasse pour les critiques simplistes de la mauvaise finance, c'est que presque tous les économistes américains et même Marcus Wolf pour le très libéral *Financial Times* anglais, ainsi que les principales agences de notation, poussent à l'adoption de cette politique et critiquent vertement le couple Merkozy.

Tous ceux qui, aujourd'hui, nous disent que les États n'ont plus de pouvoir, qu'ils doivent se plier aux dures lois du marché ou à celles abstraites du capital ne font que confirmer (même s'ils prétendent la critiquer) une naturalisation de l'économie⁵¹. D'ailleurs, comment s'en étonner puisque ces positions, y compris quand elles se veulent critiques de l'État, n'ont en général rien à dire sur la question de l'État – suivant en cela les économistes classiques, l'État est défini comme fondamentalement improductif ou rendu hors-jeu par la globalisation. La richesse symbolisée par la valeur est alors vue comme autonome de la puissance souveraine, même si certains reconnaissent que la période de l'État-providence a pu constituer une exception de courte durée. Or c'est « l'État improductif », au contraire, qui a constitué une exception sur la très longue durée. Si le mode de production capitaliste ne s'est pas écroulé, c'est qu'il n'est lui-même qu'un étage (ce qu'à *Temps critiques* nous appelons le niveau 2⁵²) d'un ensemble plus large qui lui a préexisté, composé de relations marchandes, monnaies, souverainetés plus ou moins encadrées au fur et à mesure de l'intensification de l'accumulation et de la circulation.

Dans la mesure où la globalisation accroît le nombre de flux et leur vitesse (cf. le rôle des NTIC en ce domaine), il devient de plus en plus difficile de les contrôler et il y aura donc nécessité de structures de type

51 – Une tendance qui trouve son origine dans l'économie dite classique avec la notion de « prix naturel » de Smith. Elle sert de base à la théorie de la valeur coût de production, évacuant par là la question du pouvoir et des rapports de force dans la fixation des prix de marché. Cela fut repris par Ricardo puis Marx avec la théorie de la valeur-travail et ce dernier buta définitivement sur l'impossible solution du problème du passage de la valeur au prix de production.

52 – Cf. J. Wajnsztein, *Après la révolution du capital*, éd. L'Harmattan, 2007 et le premier article éditorial du n° 15 de la revue *Temps critiques*.

étatique, sans qu'elles soient forcément nationales, pour exercer ce contrôle. C'est bien là que le bât blesse. Pour le moment, on a la révolution du capital sans l'encadrement du capitalisme caractérisant la période des Trente Glorieuses. La crise est avant tout une crise institutionnelle et politique. Le mode de régulation fordiste n'a pas été remplacé. D'où les interrogations autour de la « gouvernance » globale.

On retrouve la même erreur d'analyse dans l'appréhension de l'inflation comme risque économique majeur alors que la baisse d'activité permet justement d'injecter des liquidités dans l'économie sans risque d'inflation. Ce n'est pas non plus l'inflation qui rogne aujourd'hui le pouvoir d'achat des salariés, mais le blocage des salaires et le chômage. Si inflation il y a, elle n'est qu'indirecte par le biais d'une imposition de l'euro à des pays dont l'économie ne peut supporter l'écart entre leur puissance économique et politique insuffisante (la Grèce) et la haute valeur monétaire de l'euro⁵³.

La tendance dominante est plutôt à la déflation (baisse de tous les indicateurs économiques : PNB, niveau d'emploi, investissement). On a trop tendance à oublier que la situation est aujourd'hui moins grave qu'en 2008 du point de vue financier parce que les forts en sont sortis encore plus forts avec le triomphe du *Wall Street System* qui a vu les grandes banques américaines (Citybank et AIG) réussir l'exploit de se faire renflouer alors qu'elles bénéficient des taux directeurs proches de zéro des banques centrales pour leur emprunter et reprêter en empochant des marges considérables. « Elles sont trop grosses pour être restructurées », a déclaré Obama, ce à quoi Mervin King, gouverneur de la Banque d'Angleterre, a répondu : « Si les banques sont trop grandes pour faire faillite, elles sont trop grandes pour exister ». On peut voir ce poids du *Wall Street System* dans le fait que les banques n'ont pas été renflouées dans les mêmes conditions que d'autres entreprises. Par exemple GM a été renflouée, mais après qu'Obama lui a imposé le dépôt de bilan et donc que les actionnaires ont tout perdu

53 – La volonté politique des pays dominants de l'UE et donc de la BCE fait que la parité euro/dollar se situe actuellement autour de 1,3 \$ pour 1 euro alors que le système de parité de pouvoir d'achat la situerait autour de 1,1 et que les économistes parlent d'un taux souhaitable de 0,8. Le résultat de cet euro trop fort est qu'il conduit les pays à compenser leur perte de compétitivité ; l'Espagne, par exemple, en hypertrophiant son secteur hors concurrence internationale (bâtiment, immobilier, travaux publics) et même l'Allemagne qui achète ses composants hors euro en les estampillant « made in Germany ».

au profit d'autres créanciers prioritaires comme les fonds de pension. Pour les banques, personne d'interne n'a payé la note⁵⁴ ! Le résultat, c'est que les banques américaines sont sorties du rouge dès mi-2009 au prix d'une forte réduction des effectifs (moins deux cent soixante mille salariés).

Le mode général de fonctionnement du capital globalisé repose, certes, sur une dynamique par essence risquée, mais les avertisseurs et amortisseurs de crise sont maintenant beaucoup mieux en place qu'ils ne l'étaient en 1929⁵⁵.

Quand nous parlons de ce pouvoir collectif des créanciers dans la finance globalisée, il ne faut pas y voir un groupe conscient et organisé à l'égal d'une classe ou même d'une corporation. Il résulte tout d'abord de l'absence d'inflation qui avantage toujours mécaniquement les créanciers par rapport aux débiteurs ; il résulte ensuite d'un processus de surendettement qui permet aux créanciers de faire peser sur les banques la contrainte monétaire en menaçant de faire jouer leur préférence pour la liquidité alors que les banques se sont engagées dans des formes de prêt de plus en plus risquées ; il résulte enfin⁵⁶ d'interactions et de comportements mimétiques dans une atmosphère d'incertitude radicale.

Bien que cela puisse faire rugir tout bon marxiste, la voie de sortie, du point de vue du capital, dépend bien plus d'un niveau de confiance retrouvé et garanti envers les catégories et le mode de vie capitalistes que d'un niveau de taux de profit de toute façon sans arrêt contrebalancé par sa masse et d'une crise de surproduction-suraccumulation qui est devenue depuis déjà cinquante ans une partie intégrante de la

54 – On peut voir ce poids de la finance aussi dans la position du personnel politique à son égard. L'administration Obama a été incapable de trancher entre *Wall Street* et *Main Street* parce que finalement les grandes banques sont considérées à l'égal de services publics. Comparons avec V. Auriol, ministre des finances du Front Populaire : « Les banques, je les ferme, les banquiers, je les enferme ! », déclarait-il alors.

55 – Ce qui est beaucoup moins contrôlé comme on a pu le voir pour les *subprimes*, ce sont les mécanismes amortisseurs des prises de risque inconsidérées, bref, les jeux de la puissance.

56 – Traditionnellement, cela se traduisait par une remise en cause de la fonction de réserve de la monnaie et par une fuite vers les valeurs refuges comme l'or et les œuvres d'art, ou des transferts de devises et une spéculation contre la valeur de certaines monnaies. Cela est devenu moins courant aujourd'hui que l'or est démonétisé et que les monnaies ont retrouvé une certaine fixité, par exemple au sein de la zone euro.

dynamique du capital, à tel point qu'il devient abusif d'employer encore le terme de contradiction à son propos.

Une déconnexion entre économie « réelle » et économie financière ?

L'intérêt de l'analyse de F. Chesnais⁵⁷, par rapport à celles d'autres marxistes, est de se centrer sur le capital fictif. Mais la déception est grande quand on voit réapparaître, au détour de l'analyse, des affirmations qui sont incompatibles avec cette attention particulière portée au capital fictif. Ainsi, F. Chesnais distingue un monde de l'accumulation de capital et de biens qui tendrait vers la surproduction et un monde de la circulation qui serait dominé par la finance. Le lien entre les deux mondes serait réalisé par le capital fictif qui créerait artificiellement un débouché de consommation à la production. Le développement du capital fictif, au moins sous sa forme crédit, serait donc un nouveau mode de gestion de la contradiction capital/travail qui ne passerait plus par le mode de régulation fordiste (les politiques de revenus), mais par la financiarisation. Cette situation serait intenable puisque F. Chesnais se range dans la catégorie des économistes qui croient à une déconnexion entre économie financière et économie réelle. Subséquemment, mais sans que cela soit dit, le capital fictif n'est plus qu'un capital irréel. S'il y a quelque chose qui approche une « vérité » dans cette idée de déconnexion, c'est qu'elle rend compte, à son corps défendant, du fait que le capital a atteint un haut niveau de signification imaginaire et que même si le capital sous forme directement productive et sous forme matérielle garde son importance, le capital fictif est essentiel à une dynamique tournée vers la fluidité et la liquidité. Le fait est que les marxistes ne voient dans le capital fictif que la fictivité et non pas le capital : ils en déduisent que c'est du non-capital et qu'il représente de la dévalorisation⁵⁸.

Ce type d'analyse en termes de déconnexion ne permet pas de comprendre le caractère spécifique du capital fictif parce qu'elle sous-entend toujours, plus ou moins, l'idée qu'il n'est qu'un capital parasite (M. Husson parle de « capital toxique »), une excroissance du capital

57 – « Notes sur la portée et le cheminement de la crise financière » dans la revue *Carré rouge* sur la crise financière (2008)

58 – Cf. le point de vue de L. Goldner sur cette question dans le n° 15 de *Temps critiques*.

financier lui-même défini comme « mauvais », cosmopolite. On est alors dans un moralisme critique « anti-capitaliste » qui peut regrouper beaucoup de monde, des fascistes « sociaux » aux anarcho-syndicalistes, sur la base d'une apologie du vrai travail seul créateur de richesse. Comme le déclare Chesnais, il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil et la crise actuelle peut être ramenée aux crises antérieures de surproduction et au rapport antagonique entre capital et travail. Pourtant, stupeur, on apprend à un autre endroit qu'à la fin des années 80 (exemple des politiques de Thatcher et Deng Xiaoping) il s'est passé un important changement et que les salariés seraient dans un état « d'imprégnation subjective ». Comment mieux exprimer les effets de ce que j'ai appelé « la révolution du capital » et ce qu'à partir d'un autre point d'ancrage et à la suite de Pasolini, certains ont appelé une « révolution anthropologique » ? Comment mieux signifier la fin des contradictions antagoniques inhérentes au capitalisme ?

En donnant de l'importance au capital fictif, F. Chesnais est tiraillé entre reconnaître la vraie dimension motrice du capital fictif (quand il décrit son développement) et s'appuyer encore sur les canons de la théorie marxiste des crises et particulièrement sur celui de la crise de surproduction. Mais comment concevoir une crise de surproduction qui ne s'accompagne d'aucun mouvement de déflation des prix, bien au contraire ? Comment parler de crise de surproduction quand les mêmes changements fondamentaux que signale Chesnais comprennent l'inversion de sens de la chaîne fordiste qui a été à l'origine de la tendance à la surproduction et à l'inflation de la période antérieure ? Comment en parler quand la production se fait en flux tendus et que la demande est considérée comme une donnée relativement stable sur des marchés concurrentiels plus ou moins saturés. Tout au plus, alors, peut-on parler de surcapacités mais non pas de surproduction⁵⁹. C'est pour cela que les entreprises procèdent à des dégraissages et que la tendance, depuis trente ans, est à produire mieux plutôt que produire plus. Cela s'accompagne la plupart du temps de la fixation, par les FMN, de prix de cartels assez indépendants des fluctuations éventuelles du marché⁶⁰. En courte période, le marché est donc donné et la lutte

59 – Cela permet aussi d'éviter de tomber dans une énième polémique entre partisans de la surproduction et partisans de la sous-consommation

60 – Cela ne vaut pas pour les prix des matières premières qui sont à la fois le produit de la rente, de la cartellisation (OPEP) et des quantités marginales demandées.

ne se situe qu'au niveau des gains de parts de marché. Si, à moyen terme, le marché est à nouveau en expansion, alors les groupes du secteur doivent être capables de répondre à la nouvelle demande. Il n'y a pas pour autant surproduction au sens traditionnel car le marché potentiel est énorme, mais pour beaucoup de produits traditionnels, il se situe dans les pays émergents. La contradiction est alors que des groupes comme Renault, Peugeot et Fiat sont en surcapacité pour l'Europe, mais seraient bien en peine de répondre à une prochaine hausse mondiale de la demande. Contrairement à ce qui s'est passé dans les restructurations des années 1980, ils ne peuvent pas vraiment se payer une cure d'amaigrissement et c'est pour cela qu'ils cherchent des alliances, comme Renault avec Nissan, et des spécialisations complémentaires pour abandonner une vocation généraliste battue en brèche à la fois sur le haut de gamme où triomphent les « allemandes » et sur le bas de gamme où la concurrence des pays émergents se fait sentir (Hyundai) ; s'ils tardent trop, ils doivent alors utiliser temporairement le chômage technique comme Peugeot, avant de songer eux-mêmes à une alliance et dans des conditions pas toujours satisfaisantes comme dans le cas de l'alliance avec *General Motors*⁶¹.

Enfin, comment parler de surproduction quand la production au sens strict est de moins en moins au centre du processus de totalisation du capital ? Quand c'est « Wal-Mart (qui) semble incarner à son tour le type d'institution économique qui transforme le monde en imposant un système de production, de distribution et d'emploi transnational et fortement intégré. [...] (Cette fois) le revendeur global est le centre, le pouvoir, alors que le fabricant devient le serf, le vassal⁶² ».

Le capital fictif n'est plus une variable extérieure comme le pensait Marx ; de conjoncturel, il est devenu structurel. Il est internisé. Le capital fictif est donc très différent de ce qui a été appelé capital financier à la suite d'Hilferding et de Lénine (fusion du capital industriel et du capital bancaire). Avec le capital fictif, on a une fusion des fonctions de l'argent (échange, épargne, investissement). Le capital global tend à dominer la valeur dans ce que nous avons appelé « le capitalisme du sommet », celui du captage plus que de la production. C'est aussi le résultat d'une marche vers l'unité des procès de production et de

61 – Cela fait d'ailleurs trente ans que Fiat connaît cette situation.

62 – Cf. N. Lichtenstein, spécialiste de l'histoire ouvrière à l'Université Santa Barbara de Californie, cité dans : « La crise vue d'en bas », G. Bad in *Echanges*, automne 2007.

circulation. Le capital fictif permet de réaliser la circulation en supprimant le temps de la circulation. À la flexibilité de la production correspond la fluidité de la circulation dans une mise à distance de l'accumulation en tant que celle-ci est immobilisation, illiquidité, propriété.

Le capital fictif est à la fois une forme primitive du capital⁶³ et une forme moderne qui en annonce la mort potentielle dans les crises financières telles qu'on appelle aujourd'hui les crises capitalistes. Entretemps, il a eu un rôle subordonné, surtout dans la période du développement industriel et de la prédominance de la production matérielle. Par exemple, pendant la période des Trente Glorieuses, il a joué un rôle pro-cyclique dans le passage à la consommation de masse, permettant ainsi un englobement de la contradiction des classes.

Malgré les mesures anti-inflationnistes prises à partir de la fin des années 70 qui visaient à réduire ou au moins contrôler la fictivisation, le capital fictif a alors joué un rôle contra-cyclique qui, adossé au développement du libre-échange a permis le redémarrage de la croissance et les restructurations nécessaires. En effet, le système de crédit accélère le développement des forces productives et aussi la formation du marché mondial car il n'est pas tenu par les mêmes règles que celles de l'entreprise. Là encore, la démarche était rationnelle : la politique anti-inflationniste et ce qui lui était complémentaire, c'est-à-dire une politique de relance par l'offre et non plus par la demande, sonnaient comme une piqûre de rappel de la part des propriétaires de capital productif (les actionnaires) sensibles à une restauration de leurs profits contre des dirigeants (les managers) pratiquant des politiques de puissance et de fuite en avant. Mais limiter la fictivisation qui passait essentiellement par le crédit bancaire supposait d'aller chercher l'épargne là où elle se trouvait et de l'attirer sur un nouveau marché, le marché

63 – Cf. les intéressantes descriptions qu'en fait Braudel à propos de la Bourse d'Amsterdam pendant la « tulipomania » au XVII^e siècle. Les produits dérivés y existent déjà ainsi que l'idée que la possession n'est rien et la circulation tout. Cela est à rapporter à plusieurs phénomènes qui naissent alors et sont encore valables aujourd'hui, même s'ils vont enregistrer des moments de recul : la dimension d'ouverture internationale que l'on retrouve aujourd'hui au cœur des bouleversements ; les débuts de la monnaie-signe, celle qui repose sur la confiance et qui va progressivement se dématérialiser ; la mise en place de structures supérieures qui échappent aux lois du marché et cherchent à domestiquer l'économie au profit d'une politique de la puissance.

financier. La volonté de limiter la fictivisation se retournait en une financiarisation accrue de l'économie et une tentative de capitalisation de toutes les activités, même celles qui ne sont pas produites et qui n'entrent donc pas dans le cadre de la définition des marchandises. Le système de crédit est moteur de la totalisation du capital et pas seulement de sa socialisation. Le résultat en fut ce que nous appelons « la société capitalisée ».

Un immoralisme et une irrationalité du capital ?

Où voulons-nous en venir ? Simplement au fait que les signes de créance ne sont pas moins réels que n'importe quel autre fait économique et que la société capitalisée est une société de crédit. Ce n'est pas la monnaie qui doit être rabattue sur la valeur – conception marxiste qui sépare les prix (illusion) des valeurs (le « réel ») – mais les marchandises qui doivent être rabattues sur le plan monétaire⁶⁴. C'est bien cela que diverses critiques dénoncent aujourd'hui comme une marchandisation du monde. Tout peut donc être monétisé, même ce qui ne l'a jamais été. La « révolution du capital », c'est le capital à la limite, le capital qui repousse ses limites⁶⁵.

Dans cette dynamique du capital qui inclut la crise permanente ou au moins l'absence de stabilisation, nous pensons la révolte encore possible, malgré nos réserves sur les « indignations » actuelles car pour nous, les individus ne sont pas « ensorcelés » par un malheur qui les séparerait de leurs produits ; ils ne sont pas non plus complètement

64 – Dans une situation marchande ordinaire, la détermination de la valeur d'un objet-marchandise passe par le langage commun de la monnaie qui détermine un prix. Et derrière ce prix il n'y a pas des rapports de valeur mais des rapports de force entre producteurs (la concurrence), entre capital et travail (prix du travail, partage de la valeur ajoutée), entre producteurs et consommateurs (la loi de l'offre de la demande). Dire ça c'est aussi renvoyer toutes les théories de la valeur à une variété de métaphysique. C'est aussi à partir de là qu'on peut avoir une lecture de la crise actuelle de la zone euro. Certes la Grèce a fait plus de « bêtises » que l'Allemagne, mais ce qui fait l'insupportabilité, relative quand même de sa dette, c'est que s'y dévoile le fait qu'en l'état actuel des choses, c'est-à-dire en l'absence de « gouvernance » politique européenne et de budget européen commun, tout à coup, l'euro n'apparaît plus comme un langage commun, ni à l'intérieur de l'Europe ni à l'extérieur. Un euro grec n'est alors plus égal à un euro allemand. Les marchandises grecques s'en trouvent dévalorisées, les emprunts grecs surtaxés.

65 – Cf. J. Wajnsztein, « Le cours chaotique de la révolution du capital », *Temps critiques*, n° 15, hiver 2010.

« broyés » et dans l'attente d'une crise financière qui rendrait l'argent obsolète⁶⁶.

Le désir que peut susciter la monnaie pour elle-même est banni de l'économie politique moderne, Keynes faisant ici figure d'exception notable. Le désir de monnaie, d'argent est aberrant du point de vue de l'individu rationnel. À partir de là, la monétisation du monde pousse à développer une critique immédiatiste qui conduit à vouloir rationaliser le capital. Cette critique peut d'ailleurs converger avec une critique puritaine du capital, surtout si elle se renforce d'une critique de type écologiste citoyenne.

Mais ce point de vue de l'individu rationnel n'est qu'un des cadres de la pensée libérale et il s'avère largement illusoire quand il s'agit d'expliquer la fameuse « préférence pour la liquidité » dégagée par Keynes. Cette préférence pour la liquidité indique une crise de confiance envers les conventions en cours et elle peut conduire à la crise économique. Keynes inverse la relation habituelle de cause à effet et nous pouvons dire que son analyse se vérifie d'autant plus aujourd'hui que le développement important du capital fictif comporte le risque potentiel d'accroître cette préférence⁶⁷.

L'idéologie de la crise finale

L'affirmation d'une crise finale ou d'une crise de plus en plus grave ou celle d'un capitalisme qui posséderait une dynamique forte le pous-

66 – Considérer la crise sous cet angle économiciste, financier, sur le modèle catastrophiste et non sous l'angle d'une crise de reproduction des rapports sociaux, conduit à l'illusion d'une automaticité d'un devenir autre. Pourtant, comme le dit B. Pasobrola : « Le procès d'objectivation marchand ayant précédé le mode de production capitaliste, il pourrait d'ailleurs très bien lui survivre et favoriser l'apparition d'une nouvelle phase de l'économie mercantile. L'échange marchand ne susciterait plus alors l'accumulation durable du capital, mais alimenterait une sorte d'économie de survie ou de rapine, horizon qui n'est en fait pas très éloigné de la phase actuelle de fictivisation du capital et de règne de la puissance financiero-mafieuse » (*op. cit.*, p. 149). Le fait qu'on n'ait rien à attendre de bon de la seule aggravation de cette crise est aussi abordé dans ma conclusion de l'article : « Le cours chaotique de la révolution du capital » dans le n° 15 de *Temps critiques*.

67 – La crise des *subprimes* de 2008 est le signe *a contrario* de cette préférence pour la liquidité. Le niveau de la prime correspond au niveau de risque et d'incertitude qui lui-même cherche à se rassurer au moyen d'une chaîne sans fin de nouveaux produits financiers. Par ailleurs, la crise de la dette en Europe constitue aussi une attaque sur ce qu'on pourrait appeler les euros-drachmes et les euros-lires, dévoilant ainsi qu'il est difficile de séparer strictement monnaie et crédit.

sant... à creuser sa propre tombe me font toujours un effet étrange tant cela a été démenti par les faits, et une théorie démentie par les faits sur ces deux axes principaux qui sont justement la crise de son mode de production et la crise de son sujet révolutionnaire n'est plus qu'une croyance qui ne rend pas service aux fulgurances et anticipations qu'elles a produites dans ses meilleurs moments, mais qui sont comme ensevelies sous le reste (sans parler du « socialisme réel » !).

C'est bien au contraire le capital qui possède une dynamique forte parce qu'il n'a pas de forme consacrée. Les jeux de puissance des uns, l'esprit de commerce ou d'entreprise et la soif de profit des autres, le travail bien fait d'autres encore, la recherche et le savoir d'autres enfin le poussent toujours vers l'innovation y compris financière (« l'ingénierie financière » a créé des centaines de milliers d'emplois). Mais le capitalisme, s'il est défini comme l'organisation de cette dynamique en société, est de nature conservatrice. Il ne dépasse rien. Il réactive sans cesse l'ancien au sein du nouveau. Le développement du capital pousse au travail des femmes, le capitalisme modernise la famille, le capital pousse vers l'innovation des petites entreprises, mais le capitalisme encadre cette tendance par sa structure oligopolistique, le capital pousse à la flexibilité, mais le capitalisme l'encadre dans le droit du travail même modifié, le capital ne connaît pas la morale, mais le capitalisme est moraliste et puritain, etc.

Ce qui se joue en ce moment, c'est aussi un mouvement de bascule dans lequel la société est tendanciellement capitalisée et s'émancipe des contraintes sans que nous-mêmes fassions la révolution. C'est la révolution du capital.

C'est parce que cette dynamique est celle du risque et donc des crises que la stabilisation n'est pas véritablement au programme et que le capitalisme du sommet se débat dans les problèmes de gouvernance. De là à dire que sa dynamique creuse sa tombe, il n'y a pas un pas mais un saut qui ne peut être comblé que par le sempiternel discours sur la crise finale. Je ne vois pas pourquoi le « capitalisme » serait comme un banquier ou un escroc ou un criminel qui devrait acquitter une dette à la société parce qu'entre temps il a vécu de rapine et d'expédients. En effet, il produit toujours une formidable quantité de richesses, matérielles ou non, à des coûts économiques et sociaux certes exorbitants, mais en répondant au plus près aux désirs des mutants de la révolution anthropologique. Pour le moment, cela nous laisse en partie désarmés. Il n'y a qu'une lutte englobant les dimensions économiques, sociales,

culturelles et écologiques qui pourrait entraver cette dynamique. Je dis bien entraver et non pas hâter sa fin car qui voudrait volontairement hâter sa fin sans avoir développé préalablement quelques perspectives qui ne se réduisent pas à un socialisme ou barbarie ?

Ce discours sur la crise est d'ailleurs sans risque puisque, comme celui sur la contradiction, il peut être contredit dans les faits sans que cela ait la moindre conséquence sur ceux qui le profèrent. Sinon, si c'est pour dire que le « capitalisme » a une finitude et qu'il ne mourra peut-être pas de mort naturelle, je veux bien en accepter l'hypothèse.

Pour nous : une crise politico-institutionnelle de transition et une crise plus générale et potentiellement plus grave de reproduction des rapports sociaux

L'économie actuelle est moins que jamais une économie qui mesure des grandeurs (utilité, travail, rareté), mais elle expose des rapports de force qui traversent et bouleversent des sphères conjoncturellement séparées. Ce processus de totalisation du capital relègue de plus en plus la question métaphysique de la valeur au profit de celle du prix. Elle fait resurgir aussi la question de la puissance des États à travers la question de la monnaie souveraine, des fonds et de la dette. Tout cela s'inscrit dans une restructuration des trois niveaux que nous avons abordée d'un point de vue général depuis *Après la révolution du capital* et dans le numéro 15 de *Temps critiques*, mais cela mérite d'être précisé à la lumière de la dernière crise qui est avant tout politique et non économique ou financière. Sa forme actuelle (depuis 2010) plus monétaire que financière (crise de 2008), à travers la crise de l'euro ou la question de l'indépendance des banques centrales, en est un signe. En effet, elle indique que dans la structuration en cours de ce qu'on peut appeler le capitalisme du sommet (ou niveau 1), les États, du moins ceux qui gardent un caractère de souveraineté nationale ou régionale, ont un rôle à jouer pour se positionner au sein des réseaux de puissance, mais cela passe par des pressions sur les grandes banques centrales censées être indépendantes du pouvoir politique et étatique dans la mesure où cette indépendance fonctionne comme une neutralisation monétaire par les marchés⁶⁸. Les États-Unis ne se font d'ailleurs pas faute

68 – Ceux-ci et les penseurs libéraux ont une sainte horreur de tout ce qui ressemble à de la puissance monétaire parce qu'elle relève de « la main visible » de l'État. Pour eux, l'idéal est une monnaie sans autorité (un peu comme l'euro aujourd'hui) et les plus

d'utiliser ces moyens puisque leur banque centrale, la FED, n'est pas indépendante, mais responsable devant le Congrès et très active dans la sortie de crise. La planche à billets peut fonctionner car les Américains se conduisent en souverains du monde et ils fonctionnent encore selon le principe régalien de la création monétaire.

La marge politique est naturellement moins grande pour la zone euro puisqu'elle s'est tirée une balle dans le pied en faisant de cette neutralisation de la fonction politique de la monnaie la base même de l'existence de la BCE. Cette dernière n'est là que pour maintenir la valeur de la monnaie et éviter l'inflation. Il ne faut donc pas injecter de nouvelle monnaie dans le circuit au risque de faire augmenter les prix et baisser la valeur de l'euro. Nous sommes en pleine théorie classique de la monnaie qui nie tout lien entre monnaie et pouvoir, entre monnaie et souveraineté. La monnaie ne ferait que fixer le niveau général des prix et donc celui de l'inflation. Avec ces principes, c'est le modèle rentier qui l'emporte. C'est toutefois cohérent avec une Union européenne qui ne possède pas vraiment de « gouvernance » unifiée et est composée de pays à la démographie déclinante.

Toutefois, l'Allemagne et la France viennent quand même de réussir à faire acheter de la dette souveraine des pays européens les plus en difficulté par la BCE, en contradiction avec les statuts de cette dernière. Il y avait urgence.

Cette crise politique fait partie intégrante de la crise plus globale de la reproduction du rapport social capitaliste⁶⁹ tant sous l'aspect de la crise des rapports sociaux et des risques d'explosion sociale que cela comporte, que sous celui du rapport à la nature extérieure avec les risques de catastrophe afférents.

radicaux comme F. Hayek penchent même pour la suppression de toute banque centrale.

69 – Sur la notion de crise de reproduction, on peut se reporter à J. Wajnsztein, « Le cours chaotique de la révolution du capital », *Temps critiques*, n° 15 (p. 97-102).

CRISE, DRAMATURGIE ET JEU

Bernard PASOBROLA

On néglige souvent, dans l'analyse de l'imaginaire de l'économie, la notion de jeu, ou bien on la réduit à l'activité sur les produits financiers qualifiée d'« économie-casino ». Il y aurait d'une part une économie saine et sérieuse, un usage rationnel de l'argent, et, d'autre part, des excès ou débordements dus à l'inconscience ou l'irresponsabilité de certains acteurs économiques qui auraient une tendance excessive à « jouer » au lieu d'accomplir consciencieusement leur mission.

Anselm Jappe, par exemple, écrivait dans son article du *Monde* daté du 31/10/2011 : « L'argent n'est réel que lorsqu'il est le représentant d'un travail vraiment exécuté et de la valeur que ce travail a créée. Le reste de l'argent n'est qu'une fiction qui se base sur la seule confiance mutuelle des acteurs, confiance qui peut s'évaporer¹. »

On a pu lire aussi quelques jours plus tard dans le même journal, cette fois sous la plume d'André Orléan : « La définanciarisation [de l'économie] repose sur la constitution de pouvoirs d'évaluation hors des marchés (entrepreneurs, syndicats, pouvoirs publics, associations), aptes à proposer des finalités conformes à l'intérêt collectif ».

Or tout cela ne tient pas compte de la dimension ludique de l'activité économique-politique, alors que l'évolution de l'antinomie du jeu et du sérieux va bien au-delà de la simple évaluation du rapport gain/risque en relation à la détermination (par qui et pour qui ?) de l'« intérêt collectif ».

C'est ce que notait l'historien hollandais Johan Huizinga dans son ouvrage *Homo ludens* paru en 1938. Ce qu'il prédisait, et qui se dessinait déjà à son époque, est devenu pleinement visible : le ludique se concentre de moins en moins dans les sphères traditionnelles comme le sport ou les jeux de société pour envahir massivement la politique et l'économie auxquelles s'attachait traditionnellement la notion de sérieux².

1 – Lire la critique de cet article par Jacques Wajnsztein : « Une énième diatribe contre la chrématistique », novembre 2011.

2 – « La tentative de rechercher la teneur ludique du présent confus, nous mène sans cesse à des conclusions contradictoires. Dans le sport nous avons affaire à une activité sentie et reconnue comme jeu, et d'ailleurs portée à un tel degré d'organisation technique, d'équipement matériel et de réflexion scientifique, que dans sa pratique

L'évaluation techno-scientifique du corps du joueur, sa « fabrication » et son entraînement de même que les moyens scientifiques mis en œuvre dans la lutte contre le dopage, la soumission de la compétition sportive à des règles de plus en plus compliquées et à des techniques scientifiques de plus en plus poussées, la transformation du sport en une fabrique d'exploits et en une inépuisable source de profits, tout cela éloigne l'activité sportive de la simple exploration agonistique des potentialités humaines. L'adhésion sociale au sport et autres manifestations pseudo-ludiques tient davantage de l'enthousiasme que déclenche n'importe quel produit commercial de masse que de l'esprit de jeu proprement dit³.

collective et publique, la véritable atmosphère du jeu menace de se perdre. À l'encontre de cette tendance du jeu à se convertir en sérieux, certains phénomènes semblent manifester la tendance opposée. Des occupations qui tirent leur raison d'être de l'intérêt, de la nécessité ou du besoin, et qui donc ne présentent pas la forme ludique au départ, développent de façon secondaire un caractère que l'on ne saurait interpréter autrement que comme celui du jeu. La valeur de l'action se limite à une sphère retranchée en soi, et les règles qui y sont en vigueur perdent leur finalité générale. Dans le cas du sport, un jeu qui se fige en gravité, mais reste noté comme jeu ; dans l'autre cas, une occupation sérieuse qui dégénère en jeu, mais continue d'être estimée sérieuse. Les deux phénomènes sont apparentés par le puissant instinct agonal, qui domine le monde sous tant d'autres formes. »

[...]

« Si la politique intérieure des États contemporains révèle des indices suffisants du facteur ludique, leur politique internationale, à première vue, ne fournit guère l'occasion de songer à la sphère du jeu. Pourtant le fait que la vie politique entre les nations a dégénéré en excès inouïs de violence et de danger, ne constitue pas une raison pour éliminer d'avance ici la notion du jeu. Nous avons suffisamment vu que le jeu peut être cruel et sanglant, et qu'il comporte souvent de la tricherie. Toute communauté juridique ou politique offre par nature des caractéristiques qui l'associent à une communauté de jeu. Un système de droit des gens doit sa cohésion à la reconnaissance mutuelle de principes et de maximes qui, quels que soient leurs fondements possibles dans la métaphysique, agissent en pratique comme des règles de jeu. La consolation exprime du *pacta sunt servanda* implique en fait une reconnaissance que l'intégrité du système repose uniquement sur une volonté de participer au jeu. Aussitôt qu'un des participants en cause se dérobe aux règles du système, ou bien tout le système de droit des gens s'écroule (même si c'est momentané), ou bien le transgresseur doit être proscrit de la communauté comme briseur de jeu. » Johan Huizinga, *Homo ludens*, éd. Gallimard.

3 – « Critiquer le football-spectacle, son empire financier, ses pratiques mafieuses, le climat de guerre qu'il entretient, la multiplication des "petits-boulots" précaires qu'il suscite, ou bien encore la drogue politique qu'il injecte dans la société ne suffit pas », écrivait Jacques Guigou au moment du Mondial de 98 dans un article intitulé « Le

Parallèlement, les métaphores sportives ont envahi tous les domaines de la vie sociale. Huizinga constatait déjà que l'aspiration au « record » et l'esprit de compétition entre les individus devenaient la règle dans les affaires et dans la société en général. L'esprit du jeu constitue aujourd'hui le fondement, non seulement de la régulation des échanges, mais de la politique internationale où « l'intégrité du système repose uniquement sur une volonté de participer au jeu » (*op. cit.*) – jeu dont les règles sont renégociées en permanence entre les partenaires et soumises aux fluctuations des modifications des alliances et des rapports de force.

La dramaturgie des crises, de même que les multiples rounds de négociations internationales, nous rappellent que les jeux de puissance ne sont pas uniquement contraints par la nécessité (à laquelle d'ailleurs ils ne répondent d'aucune manière), mais motivés par la ruse, la force et les formes ludiques dégénérées qui, comme dans certains jeux vidéo, ne valent que parce que l'issue ne peut s'envisager sans la destruction totale non seulement de l'adversaire, mais du monde en général (le summum du jeu étant de continuer à le détruire en feignant de lutter pour sa conservation).

L'utilisation politique des risques – financiers, écologiques, terroristes, etc. – qui sont supposés affecter la société s'est presque totalement substituée au discours traditionnel, à la fois protecteur et autoritaire, de l'État providence. La politique n'est plus censée compenser les inégalités et offrir une forme de protection sociale en échange de l'obéissance à l'autorité, mais demande un sacrifice matériel toujours plus intense pour juguler un ennemi abstrait qui est en fait l'évolution (présentée comme inéluctable) de la société elle-même. La part de jeu qui anime ce type de stratégie politique vise peut-être à procurer de délicieux frissons aux couches moyennes, mais prend le risque certain d'inquiéter sa jeunesse ou de l'« indigner ».

La réaction humaniste qui consiste donc à vouloir enchaîner la politique et l'économie, l'argent ou les relations de pouvoir, à une prétendue rationalité supérieure qui serait celle d'une entité intrinsèquement

football n'est pas un jeu ». « Agent essentiel de la société mondiale du capital, ...il entretient chez ses adeptes une sensation de participation à la bonne fraction de l'humanité : celle qui doit gagner, celle qui agit pour le triomphe de la négation spectaculaire de l'économie dans et par "le Jeu" ».

URL : www.editions-harmattan.fr/minisites/index.asp?no=21&rubId=394#football

éthique – le « peuple », les « citoyens », ou « la société civile » – néglige le fait suivant : il n'y a pas de rationalité supérieure à celle du jeu et ce dernier n'est pas réservé aux classes possédantes, tandis que les dominés en seraient réduits à la pure nécessité. Le jeu, aussi destructeur soit-il, séduit aussi les dominés et la peur fait partie de ses atouts. Un exemple : peut-on réduire le *consumérisme* à la quête d'un bien-être illusoire ou à la satisfaction de supposés « besoins » ? Cette forme d'avidité semble surtout obéir à une pulsion ludique assimilable à un véritable « syndrome de Ponzi » géré sur le long terme. Il ne s'agit pas de devenir millionnaire en six mois, comme Charles Ponzi, mais d'accroître le « volume » de son existence à travers l'augmentation des biens consommés, et d'ajourner le moment du bilan et de la déception que ce bilan créera à coup sûr, à moins de noyer son chagrin dans un nouvel acte consumériste. L'addiction excessive pousse certains consommateurs à la ruine exactement de la même façon que les flambeurs de casino.

Mais puisque l'imaginaire social n'est pas réductible à la gestion de la nécessité, cela signifie que sa logique est mouvante et n'épouse pas mécaniquement les conditions matérielles d'une époque. Il faut se souvenir, entre autres exemples, que la naissance à la fin du XVIII^e d'un imaginaire de la vitesse a précédé les possibilités techniques qui l'ont réalisé. Rien n'exclut donc que l'esprit ludique ne s'invente d'autres enjeux qui prendront à contre-pied l'idéal de mobilité et d'individualisme des sociétés fluidiques et consuméristes.

III. L'ÉTAT-RÉSEAU : HISTOIRE ET MODALITÉS

L'ÉTAT-RÉSEAU ET LA GENÈSE DE L'ÉTAT :

NOTES PRÉLIMINAIRES

Jacques GUIGOU

*Le premier Léviathan ne révolutionne pas
les conditions matérielles de production
car c'est lui qui les institua. (...)*

*Le premier Léviathan révolutionne les conditions
de l'existence elle-même, et non seulement
celles des êtres humains mais celles de tous
les êtres vivants et de la mère-terre elle-même.*

Fredy Perlman

AGAINST HIS-STORY. AGAINST LEVIATHAN (1983)

Avancée par *Temps critiques* depuis une douzaine d'année¹ pour caractériser un des effets majeurs de la totalisation du capital sur les rapports sociaux contemporains et notamment la tendance des institutions de l'État-nation à se résorber dans une gestion des intermédiaires, la notion d'État-réseau a été très diversement perçue. Mise à l'épreuve des avancées et des limites (surtout elles !) qu'ont manifestées les mouvements dans l'histoire de cette dernière décennie, elle semble pourtant avoir déjoué non pas les jugements du « tribunal de l'histoire » que, jadis, les partisans du « sens de l'histoire » convoquaient à tout bout de champ pour justifier leurs interventions, mais plutôt ses insuffisances initiales. L'objection nous a été plusieurs fois signifiée selon laquelle la domination de l'État – sous sa forme État-nation – continuait à s'exercer sur la société toujours divisée en classes et que si les réseaux constituaient bien une puissance technique et économique

1 – On peut en situer la première occurrence dans l'article « L'État-nation n'est plus éducateur. L'État-réseau particularise l'école. Un traitement au cas par cas », dans le numéro 12 de la revue en février 2001, mais rédigé à l'automne 2000. Disponible sur le site de *Temps critiques* :

URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article106>

dans le capitalisme contemporain, ils ne pouvaient en aucune manière représenter une nouvelle forme de l'État. À cette critique, familière aux marxistes, est venue s'adjoindre la réplique des anarchistes pour qui l'État reste d'abord et avant tout un appareil répressif et que donc le développement des réseaux techniques et sociaux ne faisait que renforcer cette répression.

Autant de raisons – outre les nôtres propres – pour approfondir et mieux expliciter la forme État-réseau et pour revenir sur la question très controversée de la genèse de l'État dans les communautés-sociétés protohistoriques. L'hypothèse étant alors explorée d'une analogie (et non une identité ou une équivalence) entre la forme-contemporaine de l'État-réseau et l'État tel qu'il a émergé sous sa première forme comme unité supérieure de la communauté mais non autonomisée de celle-ci.

La démarche à poursuivre dans une recherche plus vaste – qui n'est ici qu'esquissée – peut s'articuler en trois moments :

- 1 – Poursuivre et approfondir notre analyse de l'affaiblissement et de la résorption de l'État-nation dans les immédiatismes et les connexionnismes de l'État-réseau ;
- 2 – Explorer les rapports d'analogie et de différence entre l'État sous sa première forme et l'État-réseau ;
- 3 – Caractériser la forme État-réseau dans la globalisation actuelle du capital à la lumière des dominations exercées par l'État sous sa première forme.

Ce faisant, il ne faudra jamais perdre de vue que bien loin d'être un invariant historique comme l'affirme trop souvent les courants anarchistes, l'État, selon la formulation d'Henri Lefebvre est une « forme de forme² », qu'il s'est accommodé avec de nombreuses formes de

2 – « L'État se définit lui-même comme forme la plus générale — forme des formes — de la société. Il enveloppe et développe les autres formes. Il réunit, noue et tient d'une main ferme, nous le savons, toutes les 'chaînes', tous les enchaînements d'équivalence, de la marchandise à la quotidienneté, en passant par la Loi » Cf. Lefebvre H., *De l'État, Tome 3, Le mode de production étatique*, éd. 10/18, 1977, p. 179. La somme théorique sur l'État rassemblée en quatre tomes par ce philosophe marxiste contient des analyses perspicaces sur les variations de l'hégémonie étatique dans l'histoire moderne, mais elle est largement biaisée par la notion de « mode de production étatique » que Lefebvre donne comme fondement de ce qui serait une étatisation mondiale. Ultime tentative pour « sauver » le concept de mode de production à une époque, celle des années 1970, où, justement, ce n'était plus la production (des rapports sociaux) mais la reproduction (« les restructurations », « la nouvelle société », etc.) qui constituait le seuil critique pour le capitalisme.

domination et d'organisation dans l'histoire. Le capitalisme qui est né dans la forme État-royal, qui s'est converti à la forme État-nation, ne serait-il pas aujourd'hui compatible avec la forme État-réseau ?

L'État-nation – surgi en France avec la discontinuité de la « Grande révolution » – en permanence réaffirmé après chaque défaite des luttes de la classe dominée, généralisé jusque sur le plus éloigné des territoires de l'empire colonial, réformé, régulé, modernisé, décentralisé, démocratisé, diversifié, etc., n'a certes pas disparu aujourd'hui. Mais s'il n'est plus ce qu'il était... encore faut-il tenter de dire ce qu'il est devenu.

Il y a bien encore une domination des médiations de l'État-nation (ou d'États-fédérés, quasi fédérés ou d'alliance d'États), mais elles ne sont pas frontalement, totalement et uniquement despotiques, sauf dans certains cas particuliers et temporaires, dits, justement, « État d'exception ». Ces médiations institutionnelles relèvent du pouvoir régalien de l'État, mais elles sont régulées, atténuées et souvent altérées par les formes actuelles d'intermédiation de l'État.

Dans les écrits de sa première décennie, *Temps critiques* a nommé « l'État (du) tout social³ » ce processus de subjectivisation de l'État, cette internisation de ses normes par les individus, de sorte qu'ils peuvent dire : « l'État c'est aussi nous ».

D'extérieur et d'abstrait qu'il était dans sa forme idéale et absolue d'État-nation hégélien (« Le plus froid des monstres froids », écrivait le philosophe d'Iéna), l'État a été contraint par les contestations anti-institutionnelles et les luttes anti-bureaucratiques de se concrétiser, de se rendre « proche », de se faire citoyen ordinaire. Il s'associe à tel ou tel groupe d'intérêt, tel ou tel lobby – il les suscite lorsqu'ils font défaut – pour conduire ici une politique particulariste, là une intervention dite de « service public », ailleurs une redéfinition d'identités ou de normes.

D'abord technique et organisationnelle, la forme-réseau s'est élargie au social, au relationnel, à l'affectif et à l'intime. La forme-réseau a permis le compromis historique entre l'ancien État-nation de la société bourgeoise et l'actuel l'État-réseau de la société capitalisée ; l'État-réseau du capital totalisé⁴.

Retenons ici un seul exemple de ce compromis, celui de la justice. Fonction régaliennne historique de l'État, la justice comporte encore des

3 – Cf. l'État : vers le tout social, *Temps critiques* n° 10, printemps 1998.

4 – Cf. J. Wajnsztein, « État-réseau, réseaux d'État et gouvernance mondiale », *Temps critiques*, n° 13, hiver 2003.

modes d'action qui relèvent de l'État-nation, mais elle est modelée par les tendances lourdes de l'État-réseau. Qu'il s'agisse de l'exécution des peines transformées ou négociées, de la pratique désormais reconnue en France du « plaider coupable » sur le modèle étasunien, de l'introduction de citoyens dans les jurys civils ou bien encore du projet de droit des victimes dans les tribunaux pénaux, voilà autant de dispositifs qui montrent la forte dynamique de réticulation de la justice.

1. Avant l'État : pouvoir et sacré dans la communauté humaine immédiate

Sous le terme général de « communauté primitive », puis de « communisme primitif », Marx et les marxistes du XIX^e siècle ont désigné la forme originariaire de groupement des humains avant l'organisation en société et donc aussi préalable à la formation d'un État. À partir des données de la recherche anthropologique de leur époque (*Ancient society* de L. H. Morgan pour Engels), ils ont expliqué l'émergence de l'État et la dissolution de la communauté immédiate par le développement de la valeur, de la propriété privée et des classes sociales.

Sans verser dans les débats académiques et formels propres à la recherche anthropologique contemporaine, il n'est pas vain pour *Temps critiques* de chercher à mieux fonder la genèse d'un de ses concepts centraux : la puissance, les stratégies de puissance, les effets de puissance, les rapports de puissance. Et cela d'autant plus qu'ils ne sont pas rares les contradicteurs qui mettent en doute le caractère déterminant des effets de puissance dans les sociétés précapitalistes. L'argument principal et quasi unique de leur objection étant que le mouvement de la valeur n'existe qu'avec le capitalisme. En cela, d'ailleurs, ils restent strictement marxistes puisqu'il n'y a pas chez Marx de théorie sur la genèse et le mouvement de la valeur dans l'histoire. Gauchistes, ultra gauches et adeptes de la *wertkritik* ont en commun ce gène idéologique. Les analyses de Braudel puis celles de Fourquet⁵ sur les rapports entre valeur et puissance aux débuts du capitalisme constituent toujours pour nous des références importantes, mais qui restent limitées car enfermées dans le paradigme marxiste du capitalisme d'État (État-royal puis État-nation bourgeois). Les explicitations et les hypothèses de Bernard

5 – François Fourquet, *Richesse et puissance : une généalogie de la valeur : XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, éd. La Découverte, 1989 ; rééd. 2002.

Pasobrola⁶ sur l'émergence de la valeur dans les sociétés prémarchandes puis marchandes ouvrent des pistes fructueuses pour un approfondissement théorique et politique de la puissance aujourd'hui.

Dans cette perspective, je ne ferai, pour l'instant ici, qu'une ou deux remarques sur le sacré, la puissance et la valeur dans les sociétés pré-étatiques.

La thèse de l'anthropologue L. Makarius⁷ qui fait dériver la puissance du sacré par le tabou du sang tend à surestimer les « sociétés chasseresses » par rapports aux communautés de cueilleurs, puis de cueilleurs-chasseurs. Cette thèse est fréquemment adoptée par les auteurs qui font de la chasse des grands mammifères (la « Grande chasse ») l'indice d'une structuration des communautés primitives en sociétés organisées sur la base d'une division sexuelle de l'activité.

Ils font valoir que les individus particuliers qui, dans ces sociétés, violent le tabou du sang (roi-divin, jumeaux, forgeron, homme-médecin ou trickster, etc.) disposent d'un pouvoir magique (le mana) qui permet de réguler les conflits, de rétablir un ordre symbolique mais aussi matériel. Le sang, son écoulement et l'interdit du « verser le sang », constitue, selon eux, l'opérateur central des rapports sociaux de ces sociétés majoritairement chasseresses. Selon cette interprétation, le pouvoir, d'abord pouvoir sacré, serait essentiellement d'ordre transgressif ; il trouverait sa force dans le viol de l'interdit, lequel serait au fondement de toute l'organisation sociale des communautés pré-sociétales et pré-étatiques.

Un semblable transgressisme et une telle valeur attribuée à l'écoulement du sang nous paraissent une analyse trop déterministe, trop unilatérale. Le rapport d'analogie entre l'écoulement menstruel des femmes et l'écoulement du sang des animaux pendant la chasse est-il aussi fermement établi ? On peut en douter. La mise à l'écart des femmes lors de leurs règles ne s'accompagne pas de rituels de type sacrificiel. La dimension transgressive n'y est pas primordiale. L'imaginaire lié au sang peut engendrer des pratiques rituelles sur un mode régressif, comme c'est, par exemple le cas dans les rituels de fécondation de la terre par enfouissement du sang menstruel et du sang

6 – Pasobrola B., « Remarques sur le procès d'objectivation marchand », *Temps critiques* n° 15, hiver 2010, p. 113-150. Disponible en ligne :

URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article209>

7 – Laura Levi Makarius, *Le sacré et la violation des interdits*, éd. Payot, 1974.

de l'accouchement ; ou encore sur un mode progressif dans le partage du sang pour sceller une alliance entre deux guerriers.

Si l'on peut s'accorder pour faire dériver l'émergence et l'expression de la puissance dans le sacré et dans les rapports au sacré, encore faudrait-il définir plus judicieusement ce qu'était le sacré dans ces anciennes sociétés. La notion de mana avancée par Marcel Mauss est très insuffisante pour approcher les caractères et le sens du pouvoir magique, car elle laisse de côté la dimension de compensation, de substitution que contient le sacré. Compensation à la privation des jouissances de la vie immédiate engendrée par une organisation plus hiérarchique et plus médiatisée de la communauté ; substitution aussi, car la puissance de chaque individu est captée par un seul d'entre eux – chaman, magicien, forgeron, chef, roi-thérapeute – lequel prend en charge l'expulsion des menaces externes et internes de la communauté, mais ce qui accroît son pouvoir et celui de son clan.

Déjà plus compréhensive de l'ambivalence fondamentale du sacré dans les sociétés pré-étatiques, la notion de numineux proposée par R. Otto⁸, rend mieux compte de l'ensemble des dimensions qui sont à l'origine de sa puissance réelle autant qu'imaginaire. Engendré par *le tremendum*, et par le *fascinans*, c'est-à-dire par les manifestations de peur et de fascination à l'égard de forces qui paraissent mystérieuses car elles proviendraient d'un au-delà de la nature, le numineux serait constitutif de la première puissance du sacré.

Avant tout théologien, R. Otto situe dans le numineux les conditions d'émergence du phénomène religieux. Il est d'abord préoccupé par « l'élément non-rationnel dans l'idée du divin et sa relation avec le rationnel » comme l'indique le sous-titre de son livre. Il vise à réhabiliter le mystère comme étant au fondement du « sentiment religieux » et donc à en faire un invariant chez les êtres humains. Sans partager cette interprétation spiritualiste et théologique du numineux, il est intéressant d'y percevoir l'expression du passage de la communauté immédiate à la communauté-société pré-étatique.

L'autonomisation d'un pouvoir sacré permettrait alors de situer ce moment critique d'éloignement d'une vie collective immergée dans la nature ; éloignement qui engendre un effroi collectif, une menace

8 – Otto R. *Le sacré. L'élément non-rationnel dans l'idée du divin et sa relation avec le rationnel*, éd. Payot, 1949.

d'extinction pour l'espèce et donc l'élaboration de représentations qui compensent cette perte d'immédiateté.

Ceci dit, il n'est pas sûr qu'une meilleure clarification dans ces domaines nous apporte beaucoup de lumière sur l'évitement de l'aporie de la poule et de l'œuf : le sacré a-t-il attribué de la puissance ou bien la puissance a-t-elle engendré le sacré ?

2. La communauté-société autonomisée dans une unité supérieure : l'État sous sa première forme

Quatre phénomènes majeurs vont accélérer la fin des communautés immédiates immergées dans la nature extérieure et marquer le passage aux sociétés pré-étatiques puis aux sociétés étatisées : l'agriculture et l'élevage pour les premières ; la propriété privée et les classes sociales, la métallurgie, l'écriture et la religion⁹, pour les secondes. L'agrégation et la concentration de ces quatre opérateurs de « civilisation » ont permis l'émergence de l'État sous sa première forme, celle de « la communauté abstraïsée ».

Proposée par J. Camatte¹⁰ dans sa vaste investigation sur le devenu d'homo sapiens, la notion d'abstraïsation de la communauté dans une première forme-État permet de relativiser les théories de l'État dans la modernité qui, toutes, depuis Machiavel et Hobbes en passant par Hegel et Marx, par les anarchistes et les libéraux, sont muettes ou simplistes sur la genèse de l'État. Au-delà de leurs diversités idéologiques, ces théories ont un dénominateur commun : l'État est toujours

9 – Déjà amorcée avec la magie et l'apparition d'une caste de spécialistes du sacré, l'émergence d'une sphère séparée de la religion dans la communauté-société constitue une des composantes centrales de l'État sous sa première forme. Enfermés dans les temples, prêtres, devins, prophètes et augures administrent cette nouvelle médiation du rapport à la nature. En produisant des représentations de ce qu'était l'ancien mode de vie plus immergée dans la nature extérieure, la caste des religieux assure une fonction thérapeutique collective : réduire l'angoisse engendrée par le traumatisme de la vie médiatisée par des institutions ; de la vie produite et reproduite par des groupes sociaux spécialisés qui confisquent les immédiatetés de la vie. Contemporains l'un de l'autre, État et religion vont se donner comme les garants de cette « seconde nature » dans laquelle des individus consentants sont supposés trouver sécurité et éternité. Dans l'histoire humaine, cette alliance aura la vie dure et longue ! Celles et ceux qui la combattront en savaient quelque chose...

10 – Cf. « Émergence d'Homo Gemeinwesen », *Invariance* série IV. Disponible sur le site de cette revue :

URL : <http://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/Homo.4.1.htm>

séparé de la société. Puissance supérieure, l'État est ce Léviathan qui domine la société et qui subsume ses divisions en classes, groupes d'intérêts, territoires, appartenances particulières, etc.

Repérables dès les débuts des grandes mutations du néolithique, les caractères de cette première forme d'étatisation de la communauté-société sont relativement bien connus. Qu'il nous suffise ici de les rappeler sommairement :

– Sédentarisation, agriculture et élevage ; appropriation de la terre ; affaiblissement du pouvoir des femmes ;

– Le mouvement de la valeur n'a pas émergé, mais la richesse est thésaurisée dans des centres urbains (économies palatales). La production de ressources non immédiatement consommées se développe ; l'accumulation de surplus engendre un commerce plus lointain avec échange inégal, mais aussi pillage et asservissement.

– S'affirme la hiérarchisation de la communauté-société en castes ; une verticalisation et une centralisation de l'ordre social ; la domination d'un « Grand homme » (Lugal à Ur, roi¹¹, puis roi des rois) qui utilise la magie pour accroître son pouvoir ; la reproduction de la communauté-société devient une « affaire d'État » ;

– Prélèvement de tributs sur les peuples conquis, mais pas d'exploitation productive des esclaves.

Ainsi, pendant de très longues périodes de temps, en gros depuis les premières colonies sumériennes du VIII^e millénaire (BP) aux premières cités-États mésopotamiennes (Babylone, IV^e millénaire BP), ont existé des communautés déjà formées en sociétés étatisées, mais dans lesquelles l'État n'est pas séparé de la communauté. Il y a une certaine osmose sociale et politique entre les composantes de la société et les couches supérieures (une sorte de proto-aristocratie) qui l'administrent. Si, pour la première fois dans l'histoire d'homo sapiens, dans l'État-communauté-abstraïsée, il y a bien, apparition et développement d'institutions étatiques, celles-ci ne contrôlent pas toute la vie collective, elles n'entravent pas l'exploration d'autres voies pour répondre à

11 – « L'individuation en tant que séparation d'un élément de la communauté n'affecte qu'une personne qui en définitive la représente en son entier. Il joue un rôle d'excrétion : ce que la communauté doit éviter de faire, elle le fait exécuter par le roi ; ce dont elle se décharge, qu'elle doit éliminer, elle le lui donne. Par là elle essaye d'enrayer un phénomène qui tend à la nier. Le roi en tant qu'abstraction de la communauté est en même temps sa représentation et sa négation. » J. Camatte, *Émergence d'Homo gemeinwesen*, Livre II.

la perte d'immédiateté. Des groupes peuvent se soustraire à l'emprise étatique en s'isolant dans un habitat physiquement protégé, tel des grottes ou des marais ; d'autres tenter de la fuir, comme ce fut le cas des Hébreux en quittant l'Égypte.

Remarquons ici que la première forme de l'État ne peut en aucun cas être assimilée à un « proto-État ». Des politologues et des historiens ont avancé la notion de « proto-État » pour qualifier des peuples, des nations ou des groupes, qui dans le monde moderne et contemporain, ne sont pas organisés selon la forme État-nation (et donc pas labellisés par l'ONU). Sont évoqués, à ce propos, des groupes humains autochtones ou nomades qui sont restés à l'écart de « la civilisation » (amérindiens, sibériens, bushmen, etc.) ou bien en voie de reconnaissance onusienne, tels les Palestiniens. Certains idéologues ont même poussé l'extension de la notion de proto-État à des ensembles politico-militaro-religieux, tel Al Qaïda. Nous avons, à l'époque, analysé la méconnaissance à laquelle conduisait cette incohérence¹².

Les références à ces premières formes de l'État peuvent être multipliées, mais ce n'est pas l'objet de ces simples notes préliminaires à une investigation plus vaste. Avançons pour l'instant que certains traits propres à ces communautés-sociétés dans lesquelles l'État n'est pas constitué en unité supérieure séparée, présentent quelques analogies avec certaines caractéristiques de l'État-réseau telles que nous tentons de les appréhender depuis une douzaine d'années.

Mais avant d'esquisser ces correspondances de formes, il nous faut, pour mémoire situer ce que l'on peut nommer l'État sous sa seconde forme. Pour mémoire, écrivons-nous, car cette forme-État a été beaucoup décrite et elle est fort connue puisque l'État-nation fut son dernier avatar.

3. L'État du mouvement de la valeur puis l'État du capital

Les premières communautés-sociétés étatisées comportaient certaines présuppositions du mouvement de la valeur (la production de surplus, l'intensification du commerce, des représentations religieuses hors nature, des concentrations urbaines, la comptabilité, etc.) mais cette dynamique ne pouvait pas s'enclencher car le pouvoir n'est pas automatisé, il reste un rapport social parmi les autres ; un rapport social,

12 – J. Guigou, « Al Qaïda, un proto-État ? Confusions et méprises », in, Guigou J. et Wajnsztein J. (dir.), *Violences et globalisation*, éd. L'Harmattan, 2003, p. 332-336. Cf. URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article181>

certes prépondérant, mais englobé dans l'ensemble de la communauté-société.

Ce n'est qu'avec la concentration et la verticalisation du pouvoir dans une organisation de type royal et impérial que les représentations de la valeur peuvent émerger¹³. La production et la circulation des richesses selon cette structure pyramidale et à travers les médiations étatiques induisent des échelles de valeur. Ces valeurs sont liées à l'usage des biens et des richesses par les castes supérieures. Les valeurs-prestige et la valeur-usage commencent à se dissocier, cette dernière devenant prédominante. Bien que le travail comme activité de production ne soit pas autonomisé (les esclaves sont moins une « force de travail » qu'une puissance patrimoniale d'État au service de sa reproduction), la division sociale en castes, classes et corps va ensuite engendrer l'État sous sa seconde forme, l'État-puissance, unité supérieure séparée de la société et la dominant.

Le processus historique est enclenché ; il comportera des arrêts, des régressions, des dérivations, mais il ne disparaîtra pas : Empires-États mésopotamiens, cités-États du Moyen-Orient et de la Grèce ancienne ; c'est l'État-empire, l'État-royal, l'État-nation, l'État-parti (« l'État-ouvrier » lénino-stalinien).

Cet État sous sa seconde forme va se perpétuer et se transformer sans être dissous par les moments de discontinuité historique ni par les moments révolutionnaires dans la modernité. Il a pu s'affaiblir, par exemple lors de la chute de l'Empire romain ou encore en mai 68 en France et dans les années 70 en Italie. De ces décompositions, à travers chaos, conflits et anomies sont apparues des recompositions, souvent plus fragiles que les équilibres étatiques précédents car reposant sur de nouvelles alliances de clans, de classes, d'églises ou de territoires.

Si des commentaires sur histoire de l'État sont hors de notre propos, rappelons cependant ici quelques stéréotypes tenaces sur la genèse de l'État dans ce que furent les milieux dits « révolutionnaires ».

13 – J. Camatte explicite ce basculement dans les termes suivants : « Nous avons vu comment émergea le pouvoir et nous avons insisté sur sa dimension discontinue. On peut dire que le mouvement de la valeur est né de la nécessité de le représenter et ceci que ce soit le pouvoir en tant que prestige ou que ce soit le pouvoir politique, le pouvoir sur les hommes et les femmes et le pouvoir sur les choses. La valeur apparaît comme le reflet-représentation immédiat dans la mesure où le prestige implique une importance qu'on accorde, une admiration, une estimation (les honneurs). » J. Camatte, *op. cit.*, I.9.

Chez certains anarchistes tout d'abord. Sensibles aux thèses issues du darwinisme social – la loi du plus fort même si c'est pour s'y opposer – ils ont expliqué la genèse de l'État par l'idéologie du chef, par la suprématie de l'individu puissant, par la volonté innée de domination ; une sorte « d'instinct de commandement », la figure invariante de « l'individu autoritaire ».

Pour G. Leval, par exemple, la « volonté de domination » et « l'autorité » sont présentes dans la nature. C'est la « biopsychologie » qui existe dans la nature (cf. les animaux prédateurs, la lutte des mâles pour la possession des femelles, etc.) qui explique « la soumission des masses à l'État¹⁴ ».

Pour ces anarchistes, l'État existe en lui-même et pour lui-même, dès les origines (origines laissées dans le vague des temps anciens) avec tous ses caractères répressifs et dominateurs (armée, police, guerres, pillages, tributs, impôts, etc.). Ce n'est pas l'épisode de la révolte des esclaves avec Spartacus qui sèmera le doute dans ce dogme anarchiste sur l'État ; au contraire il ne fera que renforcer leur contre-dépendance idéologique à l'État bourgeois.

Du côté des marxistes, la référence immuable est celle faite à Engels et à son *Origine de la famille, de la propriété et de l'État*. On le sait, selon cette périodisation trop déterministe et trop téléologique, il y aurait eu un communisme primitif irénique et idyllique puis... la propriété de la terre aurait tout détruit au profit de la classe possédante et de son État, donc la lutte des classes devra... etc. etc.

4 – Le consensus politique dans l'État-réseau

L'État-réseau peut-il être donné comme la forme-État de la société capitalisée ? La première forme de l'État dans les communautés-sociétés du néolithique présente-t-elle quelques analogies avec les formes contemporaines de l'État-réseau ? Nous l'avons dit, ce sont les deux hypothèses qui animent notre visée critique sur la question de l'État aujourd'hui.

Résorption des médiations étatiques dans une gestion des intermédiaires, fluidisation des rapports sociaux, techniques et humains, relations virtuelles, imageries ultrapuissantes, informations permanentes et contrôlées ; individualisation extrême ; formatage d'un individu autonome mais dépendant aux réseaux mondiaux, tels sont les caractères

14 – G. Leval, *L'État dans l'histoire*, éditions du Monde libertaire, p. 33-35.

principaux qui ont conduit *Temps critiques* à qualifier l'actuelle société comme « capitalisée ».

Sans poursuivre une quelconque démarche comparatiste ni vouloir prophétiser une sorte de régression historique de la forme État, il n'est pas aberrant de voir dans cette mise en réseau des rapports sociaux une analogie avec ce qu'était l'État sous sa première forme. La réactivation d'anciennes médiations communautaires, notamment religieuses, combinées à la puissance des technologies informatives et bio-cognitives contemporaines rappelle les formes de communauté-société dans lesquelles l'État ne s'est pas constitué en unité supérieure séparée. On pourrait alors parler d'une société-communauté capitalisée et faire de l'État-réseau sa forme étatique. Hypothèse à reprendre et à argumenter.

Quelle que soit sa forme, pour conforter son ordre, tenter de réguler les divisions de la société et manifester son unité, l'État doit produire du consensus. Il s'y emploie en faisant feu de tout bois dans tous les registres (religieux, militaires, culturels, sportifs, mémoriels, cérémoniels, etc.), mais c'est d'abord un consensus politico-idéologique qu'il cherche à établir et à conforter.

Si l'on se réfère aux deux formes étatiques de la modernité, celle de l'État-royal et celle de l'État-nation, ce consensus y est de type transcendant. Les valeurs affirmées, les représentations inculquées constituent des puissances supérieures et extérieures à la société : Dieu, l'Église, le Roi, les Ordres, l'Unité du territoire pour l'État-royal ; la Nation, la Patrie, la Propriété, la Raison, le Travail pour l'État-nation. N'oublions pas aussi que ce transcendantalisme institutionnel était également de mise pour « L'État-ouvrier » stalinien, à cette différence près que le Parti se substitue à la Nation.

Dans l'État-réseau d'aujourd'hui, le consensus est de type immanent, immédiat, mobile, fluide et multiple. Les anciennes représentations de la stabilité et de la permanence tendent à se résorber dans l'immédiateté des réalités virtuelles. Toujours instable et chaotique, il doit parer sans cesse aux risques de chaos qui le menacent : la panne, l'attaque, le pillage, le blocage, etc. Chaos et ruptures qui dissolvent puissamment et rapidement toutes les tentatives de l'État-réseau pour affirmer une quelconque orientation, une quelconque identité, une quelconque valeur.

Ce consensus s'accommode des incohérences, des illogismes, des déraison car il les englobe dans sa vaste combinatoire virtuelle.

Dans l'État-réseau, les médiations qui subsistent encore des anciennes formes étatiques n'engendrent plus de l'équivalence mais du validé et du validable, ceci d'où qu'il provienne. Dès l'instant où une action, une décision, un phénomène, une innovation, un produit, une œuvre se manifeste comme compatible avec les règles du réseau, elles sont reconnues et validées. Les anciennes déviations, minorités, anormalités, extériorités de tous ordres et de tous caractères sont rendues compatibles par les algorithmes du réseau. Homosexualité autant que *subprimes*, rituels religieux comme téléchargements gratuits, créationnisme comme nucléarisme, OGM comme bio, indignations comme abstentions, interventions comme contemplations, sont pareillement « validés » puisqu'ils se sont rendus compatibles avec les règles du réseau.

Dans l'État-réseau, la procédure informatique de la validation – ce mouvement du doigt sur la touche verte des claviers numériques qui règle la vie quotidienne des individus – devient la règle universelle de l'ordre réticulaire ; la prière permanente de l'individu-particule de capital : « me suis-je bien validé ? » ; « mon projet sera-t-il validé ? »... Validez-vous ! Revalidez-vous ! Tel est le mot d'ordre des Thiers et La Fayette de notre temps.

RÉSEAUX ET/OU OLIGARCHIES :

LES VOIES IMPÉNÉTRABLES DE LA DOMINATION DU CAPITAL

Jacques WAJNSZTEJN

Cet article est le fruit d'une discussion inachevée entre nous sur les rapports entre réseaux, oligarchie et système. Elle est restée inachevée et cet article n'est que le fruit personnel d'une extrapolation. Le point de départ, ce sont des questionnements.

Les réseaux exercent-ils une force plutôt centripète ou au contraire centrifuge ? Font-ils système ou pas ? Pour le moment j'ai plutôt penché pour le non en disant d'une manière plus large que le capitalisme n'est pas un « système », mais ça reste très discuté puisque B. Pasobrola n'hésite pas à utiliser le terme¹.

La notion d'oligarchie² est-elle vraiment incompatible avec celle de réseau ? Nous avons répondu oui par l'intermédiaire de J. Guigou³. Aujourd'hui, avec le recul, cela me semble pour le moins discutable sauf à ne concevoir le concept que dans un sens politique restreint car nous avons montré ailleurs qu'il y a effectivement une crise des principes de souveraineté et des institutions⁴. Mais cette crise de souveraineté

1 – Cf. dans ce même numéro l'article de B. Pasobrola : « Systèmes fluidiques et société connexionniste ».

2 – Oligarchie : groupe restreint à fonctionnement opaque et centralisé, même s'il est capable d'actionner des formes réticulaires anciennes de type clientéliste ou népotiste.

3 – Cf. J. Guigou « Vers une domination non systémique ? » *Temps critiques*, n° 14, hiver 2006, p. 111-114. Disponible sur le site de la revue. Il y critique les notions de bureaucratie et d'oligarchie chez C. Castoriadis. Pour ce dernier, l'oligarchie est composée d'une caste de dirigeants, personnel politique d'un côté, managers de l'autre qui se distingue clairement de la figure du bourgeois-proprétaire, mais Castoriadis lui-même reconnaît en 1973 dans l'introduction à *La société bureaucratique* (éd. UGE, coll. 10/18) que la division dirigeants/dirigés se complexifie au sein d'une pyramide sociale dans laquelle il y a de moins en moins de fonctions pures.

URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article159>

4 – C'est la conception de G. Fargette dans sa revue *Le crépuscule du XX^{ème} siècle* qui définit l'oligarchie comme une situation où il y a rupture de toute réciprocité entre gouvernants et gouvernés. Pourtant le clientélisme poussé à son maximum par des politiciens comme Berlusconi et Sarkozy et les politiques sécuritaires actuelles sont bien des expressions de cette réciprocité qui passe souvent par la demande de plus d'État. Le développement du *care* et d'associations comme les *restaurants du cœur* et

est celle de la forme État-nation et elle n'empêche pas le redéploiement de la puissance de l'État en dehors même des espaces traditionnels de souveraineté⁵. Enfin, le capital ne dépasse jamais rien, il englobe et réactive, fait coexister des formes parce qu'il n'a pas de forme privilégiée sur le long terme. Sa dynamique repose justement sur cette capacité, cette fluidité, constamment contrariée par les nécessités de l'accumulation.

Tout d'abord il me semble que d'un point de vue logique, il n'est pas cohérent d'affirmer d'un côté que le capitalisme n'est pas un système et de l'autre de dire que les réseaux ne seraient pas autre chose que les moyens d'une puissance abstraite. La mise en réseau constitue un processus actionné par des forces réelles. Elles ne correspondent pas à l'idée d'un « capital automate » qui, finalement, évacue la question de la domination et de la subordination. Ensuite il me semble que l'opposition entre organisation de type oligarchique (structure verticale) et organisation de type réticulaire (structure horizontale) n'est pas pertinente parce que le réseau permet justement de concilier la fixité de la hiérarchie et la fluidité organique par sa nodalité ; les nœuds constituant des points fixes essentiels car c'est là que se croisent les flux⁶. Enfin, il se trouve (et ça tombe bien !) qu'elle n'est pas en phase avec nos développements sur l'organisation en trois niveaux qui structure la globalisation/totalisation du capital. C'est pourtant cette organisation en trois niveaux qui permet de comprendre la co-existence des types de puissance et les obstacles à une mise en réseau totale.

Si on prend le cas de la France, on a un exemple éclairant de la modification du commandement capitaliste. Celui-ci est organisé de façon très oligarchique comme l'illustre sa frilosité traditionnelle envers la Bourse, ses « noyaux durs⁷ » permettant de stabiliser les grandes entre-

diverses ONG et aussi d'actions militantes mais citoyennes au sein d'associations comme *Act up* et *Attac* relativise grandement cette opposition entre gouvernants et gouvernés.

5 – La crise actuelle de la zone euro semble nous en fournir un exemple.

6 – Ce point technique a une forte importance politique quant à des stratégies de blocage des flux (cf. notre éditorial sur les luttes). On peut se reporter aussi à la note 48 de l'article de B. Pasobrola sur le fluidisme pour voir comment la logique réticulaire évalue les acteurs les plus importants soit par des mesures de centralité soit par des mesures de prestige.

7 – Ils sont constitué par les investisseurs institutionnels (« zinzins » dans le discours spécialisé) que sont les grandes banques de dépôts et les grandes compagnies d'assurances. L'État leur a assuré un prix d'action préférentiel d'entrée au capital des

prises reprivatisées en 1986, son habitude des participations croisées servant de paravent à un verrouillage entre « copains » du capital des grandes entreprises loin des affrontements entre grands groupes à coup d'OPA ou d'OPE hostiles, sa surveillance intéressée mais le plus souvent bienveillante de la part de l'État. Or deux processus peuvent pourtant changer ces caractéristiques. Tout d'abord, la financiarisation de l'économie bouleverse cette tradition dans la mesure où le pouvoir actionnarial extrait la propriété des entreprises de cette sorte de club de secours mutuel qui encadrait et contrôlait le « capitalisme à la française ». Un capitalisme qui était davantage orienté vers la croissance interne que vers la croissance externe, vers la négociation et l'alliance plus que vers le *blitz* de la guerre économique. Une guerre économique qu'active la financiarisation car il ne s'agit plus seulement de gagner des parts de marché, mais aussi de flatter des investisseurs à l'humeur de plus en plus versatile et qui peuvent manifester à tout moment une préférence pour la liquidité. Place, donc, à la « transparence » et à la limitation des flux internes forcément plus opaques que les flux externes de fusions-acquisitions qui sont devenues le mode principal de concentration à l'époque de la globalisation⁸.

Face à ces nouveaux défis, l'État et ses différents corps d'élite semblent avoir passé un accord au sommet avec le libéralisme, la globalisation et la mondialisation, un accord duquel sont exclus les salariés et la plupart des syndicats de salariés.

Avec la financiarisation, les entreprises sont à vendre tous les jours, en théorie évidemment, et il s'agit donc pour elles de se protéger. Or, comment pourraient-elles mieux y parvenir que par un changement de taille qui correspond aussi aux nécessités de la mondialisation ?

C'est à partir de la deuxième vague de privatisation de 1993 que la donne va changer avec l'explosion de la structure oligarchique du capital français. Tout d'abord avec l'échec politique d'un dernier grand projet oligopolistique cherchant à lier l'UAP, la BNP et Suez. C'est au

entreprises privatisées contre la responsabilité d'y rester un temps suffisant pour assurer la stabilité des nouveaux groupes et leur sécurité face à d'éventuelles OPA ennemies venues de l'étranger. D'où le nom de « noyaux durs » utilisé par Balladur qui a mené l'opération.

8 – La forme des participations croisées n'est toutefois pas condamnée comme le montre l'entente Nissan-Renault, mais il est évident que cette dernière n'est pas une alliance entre amis, mais correspond à une recherche de synergie dans un secteur aux frais fixes et de recherche forts importants.

contraire à la prise de contrôle hostile d'AXA sur l'UAP que l'on va assister. Le patron d'AXA, A. Bébéar, l'un des rares « produits » de l'industrie privée et non un pantouflard⁹ issu de la fonction publique y jouera un rôle actif. Par sa voix, nous découvrons alors le nouveau discours du capital reprochant à l'ancienne procédure d'alliance par participations croisées deux défauts majeurs : une immobilisation inutile de cash et des petits arrangements entre amis en coulisse qui nuisent à la transparence de la relation actionnariale¹⁰.

Après la décision de l'État d'interdire la création de fonds de pension français en l'absence d'une réforme du financement des retraites allant dans le sens d'une capitalisation, l'intérêt des fonds de pension anglo-saxons pour les entreprises françaises va se manifester, à peine concurrencée par l'activité nouvelle des « Zinzins ». Dix-huit des quarante entreprises françaises du CAC 40 sont désormais détenues à plus de 50% par des investisseurs étrangers. La place est libre pour les OPE. Les grands travaux vont donc pouvoir commencer qui voient la Société Générale lancer une offensive sur Paribas et la BNP contre-attaquer. Parallèlement, aux États-Unis, la loi Glass-Steagall est abolie alors qu'au lendemain de la crise des années 1930, elle cherchait à séparer les activités financières de dépôt des activités d'affaires ou spéculatives. Ce qui est à l'ordre du jour au niveau mondial, c'est la constitution de méga-groupes de la banque et de l'assurance permettant d'unifier toutes les activités de la finance sur le modèle américain de Citigroup.

Que peut-on conclure de tout cela ? Ces OPE des années 1990 ne correspondent pratiquement à aucune stratégie économique de synergie ou de baisse des coûts¹¹, mais seulement à une augmentation de

9 – Le président de la Société Générale (SG), D. Bouton en représente un bon *specimen* fonctionnant sur la réciprocité oligarchique et le modèle du club aux affinités sociales et politiques très marquées. À l'inverse Bébéar est salué par les grands journaux américains comme l'homme clé de la gouvernance d'entreprise en France. Son but consiste à asseoir la puissance de son groupe d'assurance contre son rival allemand en Europe Allianz, en passant accord avec la nouvelle entité dominante que deviendrait BNP-Paribas. L'intérêt de l'actionnaire, il s'en moque !

10 – C'est d'autant plus vrai que ces croisements se répètent et s'entrecroisent de telle façon que toutes les opérations en deviennent opaques et qu'on ne sait plus qui contrôle quoi.

11 – Cf. Laurence Scialom, *Économie bancaire*, coll. « Repères », éd. La Découverte, 1999. Plusieurs cabinets de conseils vont en tirer les conclusions que plus de la moitié des opérations dans ce secteur en Europe vont se terminer par une destruction de valeur. Cf. aussi F. Lordon : *La politique du capital*, éd. O. Jacob, 2002 qui analyse en

puissance de captage des marchés, alors que la taille des groupes est déjà énorme et conduit directement, en cas d'accident au *Too big to fail* de 2008. Nous sommes très loin d'une rationalité économique qui imposerait sa nécessité comme une fatalité. Il ne s'agit pas non plus d'irrationalité : l'objectif principal n'est pas la maximisation du taux de profit, mais la lutte pour la puissance et la survie dans un univers de guerre économique. Cette politique du capital et plus précisément des hommes du capital, les pouvoirs en place doivent en nier l'existence puisque, selon la théorie néo-classique, le marché est un lieu d'où le pouvoir a été chassé au profit de l'échange égal et du contrat.

La nouvelle finance dite actionnariale est paradoxalement le secteur d'activité qui met le plus en défaut la théorie néo-classique du marché auto-régulateur et montre au contraire son caractère de construction institutionnelle, sans parler de la prolifération des intermédiaires qui ruinent la fable du face-à-face entre offreurs et demandeurs. Ce dernier aspect est d'ailleurs d'autant plus important que le secteur financier est organisé. Or la tendance à la concentration des institutions financières – qui constitue, d'ailleurs, une entorse aux règles de la concurrence parfaite¹² – et la création des nouveaux produits financiers, correspondent bien à une organisation nouvelle et complexe de la gestion des flux et des risques.

Ce qui est remarquable, à mon sens, ce n'est pas que l'État intervienne ou même qu'il intervienne trop, mais plutôt qu'il intervient de façon peu cohérente. En effet, ces mêmes hauts fonctionnaires du Trésor qui organisent les privatisations en 1993 se mettent à craindre en 1999, les prises de contrôle de Paribas par les fonds anglo-saxons. Parallèlement, D. Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances en 1997, s'oppose à la vente du Crédit industriel et commercial (CIC) à des étrangers et un autre ministre assimilera les grandes banques de dépôt à

détail cette politique du capital à travers la bataille de la SG et de la BNP afin de prendre le contrôle de Paribas. Il y montre bien, à partir d'une référence théorique spinoziste sur la puissance, que la politique du capital « est un jeu de désirs en concurrence, de puissances en quête d'accroissement » (p. 100). Lordon signale aussi le rôle inattendu de la fédération finance de la CGT qui appuiera toutes ces tentatives de concentration de la banque y compris avec des accents d'internationalisme si ce n'est prolétarien, du moins patronal et européen (*op. cit.*, p. 187-190).

12 – C'est aussi ce dernier aspect qui fait dire aux ultras-libéraux que s'il y a crise, c'est parce que le marché est organisé de façon exogène ; sous-entendu, l'État intervient encore trop, par exemple en renflouant des banques en difficulté.

un secteur de la défense nationale ! Les « élites » seraient-elles donc à la fois mondialistes et souverainistes ? Nous verrons plus loin que cette incohérence n'en est pas vraiment une car elle est la manifestation une transition entre organisation oligarchique et organisation réticulaire.

Le second processus à l'œuvre est celui de la mondialisation qui a tendance à brouiller la perception des rapports sociaux et des rapports de pouvoir. S'imposerait ainsi progressivement une vision désincarnée du pouvoir, un capitalisme collectif sans visage¹³. De la même façon, les discours anti-mondialistes de l'extrême droite comme les discours altermondialistes de gauche confortent l'idée d'un capitalisme de plus en plus abstrait et cosmopolite, quitte à voir derrière cette abstraction la main invisible d'une force du mal, qu'elle soit celle de la « banque juive » ou celle de l'impérialisme américain. Dans tous les cas, la figure de l'État disparaîtrait sous les coups de l'internationalisation ou plutôt de la transnationalisation.

Qu'en est-il exactement ? Si l'on se fie aux enquêtes du numéro de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* sur le pouvoir économique (janvier 2012), l'ancrage national de ce pouvoir reste fort aussi bien à travers la formation scolaire et universitaire, que par le poids de la reproduction familiale ou encore par l'aspect national que revêtent les modèles de carrière. Néanmoins, le poids de plus en plus important de la fraction financière des élites dans le processus de globalisation renforcerait progressivement l'aspect transnational au détriment de l'aspect national. La France constituerait à cet égard une sorte d'exception, et cela à double titre : tout d'abord par la forte présence d'anciens inspecteurs des finances et du Trésor dans ce secteur ; ensuite parce que la place des « patrons d'État » se renforce au sein des entreprises du CAC 40 par le biais du « pantouflage¹⁴ ».

Il convient de relativiser l'importance actuelle du capitalisme patrimonial qui, selon les médias et même les économistes, triompherait partout, puisqu'il ne compterait plus que pour 18% contre 45% en 1985 au sein du CAC 40. Il est vrai que c'est la structure patrimoniale elle-

13 – Cf. La récente déclaration du candidat à la présidentielle F. Hollande sur « la finance sans visage ».

14 – Un pantouflage qui n'est plus une spécificité française puisqu'il se développe aux États-Unis entre membres de la finance et administration (département du Trésor, commission des finances du Sénat).

même qui s'est transformée dans un sens de plus en plus actionnarial, Peugeot-SA faisant encore figure d'exception¹⁵.

Il faut souligner le rôle de l'État dans ces transformations car c'est à partir de la haute fonction publique que se réalise le redéploiement de l'État-nation vers des formes réticulaires. C'est, en effet, cette haute fonction publique qui organise elle-même la dérégulation et participe aux nouvelles combinaisons par le biais d'un « pantouflage » qui serait encore plus présent aujourd'hui pour les jeunes PDG que pour les plus anciens¹⁶. Cela montre encore la capacité de l'État français à se redéployer à travers la culture commune de ses élites et explique l'apparente incohérence des décisions signalées plus haut.

Ce lien entre structures de type oligarchiques maintenues et développement de structures réticulaires nouvelles est d'autant plus fort que la concentration des entreprises est importante. Il n'en est pas de même pour les PME qui subissent souvent de plein fouet la mondialisation. Elles doivent utiliser des canaux nouveaux pour l'exportation, canaux qu'elles ne contrôlent pas puisqu'elles sont obligées de s'en remettre à des expertises extérieures. Cela déconstruit bien évidemment les liens entre le négoce de proximité et les dynasties de notables politiques qui encadraient les marchés traditionnels¹⁷.

Ainsi, les tendances oligarchiques persistent parce que, dans sa globalisation/mondialisation, le capital mis en réseau revisite toutes les formes de domination de la même façon qu'il revisite toutes les formes historiques du capital, comme je pense l'avoir montré dans *Après la révolution du capital* et *Crise financière et capital fictif*.

Les tendances oligarchiques resurgissent de deux côtés à la fois. À un bout, dans les pays de tradition démocratique ancienne, la crise de

15 – Mais pour combien de temps, on peut se le demander quand on voit l'entrée de GM à son capital (mars 2012) qui annule la politique de rachat d'actions menée au début des années 2000 par la famille Peugeot.

16 – Cf. Mickaël Hartmann : « Internationalisation et spécificités nationales des élites économiques », *Actes...* n° 190, 2011, (*op. cit.*). Rappelons que le « pantouflage » consiste à passer du secteur public au secteur privé et inversement avec un fort effet de caste pour les personnes concernées. En France, la dominance des grandes écoles sur l'Université renforce ce caractère d'entre soi.

17 – Anne Catherine Wagner, dans l'article « Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation », *Actes de la recherche* n° 190, 2011, (*op. cit.*) donne comme exemple les transformations du marché du Cognac. C'est aussi le cas pour les PME de la *Silicon Valley* dont plus de 50% des salariés seraient d'origine non américaines (cf. Yves Dezalay : « Les courtiers de l'international », *Actes de la recherche...*, n° 151-152, 2004.)

légitimité des partis et du discours politique et idéologique en général, génère une crise des institutions qui perdent leur caractère public attaché à un contrat social quoiqu'on puisse penser de celui-ci par ailleurs¹⁸. En conséquence, le vieux clientélisme bat à nouveau son plein, comme d'ailleurs la corruption avec une succession presque ininterrompue de scandales, ce qui conduit au développement de l'indifférentisme politique et au « tous pourris » du populisme¹⁹. Toujours du même côté et au niveau 1 du procès de domination, la captation de richesse effectuée par les puissances dominantes (via les nouvelles technologies et les flux financiers) n'est pas incompatible avec la persistance de tendances oligarchiques qui se manifestent à travers les clubs de Davos ou de Bâle²⁰, des réunions interministérielles ou présidentielles comme le montre la stratégie « merkoziste » pour sortir l'Europe de la crise ou encore directement dans un mode de gouvernement comme on vient de le voir avec la mise en faillite de l'Islande par l'action conjointe de son premier ministre et du directeur de la Banque centrale ; et au Japon²¹ où la gestion calamiteuse de la catastrophe nucléaire s'explique par l'opacité du système politique et sa collusion avec l'appareil industriel et nucléaire.

À l'autre bout, l'aire musulmane et la Russie s'affirment comme les pays de l'accaparement de la rente moderne et les oligarques russes issus directement de l'ancienne bureaucratie soviétique (comme

18 – Historiquement les tendances oligarchiques au sein des pays démocratiques dominant dans les phases de recul de l'intervention de l'État (comme en Europe dans les années 20) ou d'absence même de cette intervention (période du capitalisme sauvage aux États-Unis). On retrouve cela à partir des années 80 (Thatcher-Reagan) et en France-Italie depuis Sarkozy-Berlusconi qui s'appuient il est vrai sur une longue tradition nationale : les réseaux gaullistes d'abord, la clique mitterrandienne ensuite, la cour chiraquienne pour la France ; les réseaux de la démocratie chrétienne (DC), de la mafia et à un autre niveau du PCI en Italie).

19 – Cette veine clientéliste réactivée peut être complétée par une forme plus moderne de lobbysme, celui des groupes de pression écologiques, identitaires ou particularistes. Par exemple en Italie des hommes politiques à la veille d'une élection nationale ont dû se prononcer sur le mariage homosexuel ! On a failli y assister en France pré-électorale avec la bourde sarkozienne sur la même question.

20 – Clubs qui font en eux-mêmes coexister les tendances oligarchiques et réticulaires.

21 – Que les tendances oligarchiques anciennes puissent coexister avec la nouvelle organisation réticulaire apparaît clairement au Japon dont l'industrie fut la première au monde à développer cette organisation réticulaire sous la forme dite de l'escargot regroupant les différents cercles de sous-traitance par rapport au centre constitué par l'entreprise-mère.

d'ailleurs certains en Chine) déploient un mélange complexe de développement sauvage du capital et d'obstacles à son plein développement. Quel que soit son rapport originel à la modernité, cette aire participe pleinement à la globalisation en cours par son actualisation des formes rentières et la circulation de masses importantes de capitaux vers le reste du monde. La grande différence avec l'époque des pétrodollars des années 70, c'est que ces capitaux ne sont plus essentiellement des capitaux « flottants » venant alimenter la masse de capital fictif, mais qu'ils s'investissent de plus en plus en tant que fonds souverains pour assurer l'avenir et la puissance du pays d'origine (achat de terre pour la production agricole ou l'accès aux matières premières).

Ce que nous avons décrit comme une perpétuation de l'ancrage national reste très fort, surtout dans le niveau 2 et même au niveau 1 car dans l'espace mondial la compétition internationale ne parvient pas totalement à éliminer cet ancrage. Mais la prépondérance du niveau 1 conduit aussi à internationaliser ou transnationaliser les anciennes élites nationales au niveau des grandes institutions internationales que sont le FMI, la Banque mondiale, les clubs de Bâle ou de Davos etc. Les nominations de D. Strauss-Kahn et C. Lagarde à la tête de telles institutions ou celle de J. Attali à la tête de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) au lendemain de l'effondrement du bloc soviétique nous en fournissent des exemples. Si donc la mondialisation en réseau n'est pas incompatible avec des tendances oligarchiques, on est tout de même frappé par le manque d'homogénéité de cette catégorie où se mêlent des parvenus de la politique, des technocrates, des affairistes, des banquiers, des entrepreneurs, des anciens chefs syndicalistes passés dans les cabinets d'experts comme Nicole Notat.

Traditionnellement, l'homogénéité des élites formait la base des tendances oligarchiques et la *City* londonienne, avant la dérégulation, répondait vraiment à ce caractère de club fermé²². L'histoire du financier Georges Soros est exemplaire d'un passage de témoin entre une organisation à prédominance oligarchique et une organisation à prédominance réticulaire. Il faut dire que les nouveaux secteurs de la

22 – Nicolas Guilhot dans un article du n° 151-152 de 2004 d'*Actes de la recherche...* consacré à la mondialisation raconte la réponse d'un dirigeant de la banque Lazard Frères à un entretien d'embauche du futur milliardaire de la finance Georges Soros : « Si vous étiez allés au même collège que le directeur actuel, vous auriez peut être une chance, ou si vous étiez passé par les mêmes universités, mais vous n'êtes même pas du même pays ».

mondialisation (finance, télécommunications, informatique) sont plus adaptés à cette dernière que les premières qui reposaient sur la banque, le pétrole et l'industrie lourde. Les réseaux de Soros se proposent d'ailleurs de développer au maximum une circulation des élites non pas autour de l'idéologie de l'économie pure et de l'ultra-libéralisme des marchés, mais d'un retour aux stratégies étatiques à partir du moment où elles n'ont pas pour base le nationalisme ou l'impérialisme, mais les nouvelles valeurs de cette internationale des réseaux : la bonne gouvernance, le développement durable, les droits de l'homme, le progrès technologique. Un autre exemple de ce passage de témoin nous est donné par le nouveau rôle d'ONG qui se professionnalisent et qui tendent à supplanter les anciennes fondations philanthropiques d'origine oligarchique (Carnegie, Rockefeller, Ford) à travers des stratégies plus imbriquées dans le jeu des institutions nationales ou internationales. Une de ces ONG (*Transparence Internationale*) a pris beaucoup d'importance dans la promotion d'une autre des valeurs fondamentales de cette internationale des réseaux, la transparence. Créée à Berlin peu après la chute du mur par un ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale, elle profite de ses réseaux américains dans les campus et les fondations ainsi que de ses liens avec des grands avocats d'affaires s'activant au sein des nouvelles réglementations du droit international pour faire avancer une lutte anti-corruption, non seulement au niveau des États (c'est ce que prône prudemment la Banque mondiale), mais aussi des firmes²³. C'est que cette ONG s'inscrit aussi bien dans le champ des États que dans celui du marché et du privé. Par exemple, les rapports se multiplient entre sa direction française et la Caisse des Dépôts et Consignations, l'opérateur financier de l'État qui lui-même diversifie son activité en investissant maintenant dans le privé.

Au-delà de *TI*, la lutte contre les contrefaçons, la concussion, le gaspillage d'argent devient une préoccupation d'ensemble et par exemple les

23 – C'est ainsi que *Transparence Internationale* (*TI*), souvent accusé (*Le Monde diplomatique* et *Le Canard enchaîné*) d'être un sous-marin étasunien votera avec les européens contre les États-Unis un texte anti-corruption étendant la réglementation qui contrôle les États, par exemple la signature d'une charte de non corruption sur les marchés publics pour bénéficier des fonds de la Banque, aux firmes privées. Sur *TI*, on peut se reporter à l'article de Murielle Cœurdray : « Le double jeu de l'import-export symbolique » dans le n° 151-152 d'*Actes de la recherche...* Toutefois l'indépendance connaît ses limites ; ainsi, *TI* refuse de poursuivre le pollueur *Schell* or cette firme participe à son financement de même d'ailleurs que *Lockheed* la firme au scandale.

FMN françaises participent à cette moralisation à travers un savoir-faire de leurs dirigeants acquis dans une activité antérieure au service de l'État, et aussi à travers l'ENA et ses réseaux. La Lyonnaise des Eaux et la Générale des Eaux (devenue Vivendi) sont par exemple emblématiques des réseaux d'influence tissés à l'ombre de l'État. La vertu publique se privatise à travers une reconversion des anciens patrons d'État ou de grands serviteurs de l'État dans la magistrature ou même la police²⁴.

Ce nouveau modèle basé sur des savoirs d'État standardisés brouille les distinctions entre élites publiques et privées. Le lien ne se fait plus artificiellement par le parachutage que constituait la pratique oligarchique du « pantouflage », mais sur la base de l'interchangeabilité de tendance réticulaire. Toutefois cette voie met du temps à s'imposer et doit s'appuyer sur des institutions internationales : Banque mondiale surtout, mais FMI aussi, de grandes ONG et un personnel politique capables de promouvoir de nouvelles règles de stabilisation de la globalisation financière et la création de nouvelles institutions mettant fin au *Washington consensus*²⁵. C'est sur cette base et sur celle-là seulement que Soros critique la mondialisation actuelle.

N'est-ce pas d'ailleurs ce manque d'homogénéité du pouvoir qui fait que les « indignés » et autres « résistants » ont du mal à dépasser une simple critique des excès du capitalisme qui semblent de la responsabilité d'une petite partie de ce 1% qui donne l'impression d'être en charge de les assumer ou d'y participer à travers l'adhésion à des politiques ultra-libérales et autoritaires ? L'exigence d'une « démocratie réelle » atteint alors ses limites quand celle-ci ne trouve comme programme alternatif que celui du CNR de la Libération, pour ce qui est de la France, en négligeant à quel point la révolution du capital a transformé les rapports sociaux. À quel point, dans la société capitalisée, les individus tendent à se retrouver comme immédiatement sociaux sans les médiations traditionnelles.

24 – La démission de J.-M. Messier de Vivendi en 2002 marque la difficulté de passer d'une oligarchie d'origine étatique nationale à des formes plus transparentes de « bonne gouvernance » actionnariale à l'international (en l'occurrence, des actionnaires américains).

25 – Théorisé par l'économiste John Williamson autour des piliers de l'administration américaine, de la Banque mondiale et du FMI en 1989. C'est un hymne du nouveau libéralisme au marché débridé.

La fixation d'une partie de la critique des « indignés », mais aussi de l'extrême gauche sur le déterminisme économique et le pouvoir démesuré de la finance plutôt que sur la crise du travail et des institutions démocratiques ne leur permet pas de comprendre les jeux de la puissance ni même les jeux tout court²⁶ dans la société capitalisée. La tendance oligarchique n'apparaît pas à leurs yeux comme l'une des formes de la résurgence de la politique (la fameuse gouvernance introuvable) et de la prise de décision en dehors de toute légitimité politique traditionnelle (voir le nouveau rôle des experts dans les décisions de portée internationale ou même nationale), mais comme une scorie à enlever pour retrouver de vrais partis, de vrais patrons, de vrais chefs syndicaux, le bon vieux temps quoi !

En elle-même, la notion d'oligarchie est donc datée, même si on peut admettre des résurgences ou des persistances. Elle représente aussi une solution de facilité pour une critique immédiate anti-capitaliste qui mêle allègrement extrême droite et extrême gauche dans la dénonciation de la finance²⁷, des traders, des dirigeants économiques aux salaires dopés et aux parachutes dorés.

Il serait peut-être bon de la compléter par la notion de « racket » (cliques politiques et affairistes comme la « bande du Fouquet's », mafias, bandes de gangsters recyclés) développée par Horkheimer dans ses *Notes critiques sur le temps présent* (éd. Payot, 1993, p. 251).

Ces formes de racket érigent des intérêts privés en intérêts généraux. Elles se moquent de la loi et de son contenu universaliste car elles prônent les particularismes et la « loyauté » de ceux qui sont acceptés dans le groupe duquel ils reçoivent protection. Elles collent donc parfaitement à la tendance à l'autonomisation des institutions, à la dissolution de la Loi universaliste au profit de lois et réglementations partielles et contingentes qui donnent l'impression que seules des minorités d'individus riches, puissants ou « médiatiques » ont les faveurs du pouvoir. Le problème, c'est que cette première tendance est typique de l'avènement de la forme État-réseau (diversité, multiculturalisme, fluidité des valeurs) alors que la seconde signale une dérive oligarchique de la forme État-nation (clanisme et coteries).

26 – En complément on peut se reporter à l'article de B. Pasobrola : « Crise, dramaturgie et jeu », dans ce même numéro.

27 – Cf. la polémique actuelle en France sur la question de la dette à propos des effets d'une loi de 1973 sur les banques et les emprunts d'État.

Devant un tel éclatement des références, toute communauté semble impossible, qu'elle soit nationale, prolétarienne ou humaine ; ne reste qu'un populisme crispé sur ce qui lui apparaît comme les « vraies valeurs ».

LE RETOUR EN GRÂCE DU MOT « OLIGARCHIE »

Bernard PASOBROLA

Un spectre hante aujourd'hui le discours politique, celui du mot « oligarchie ». Ce concept avait peut-être été un peu oublié, nous alerte le journaliste Hervé Kempf, mais « nous sommes entrés dans un régime oligarchique : la domination d'une petite classe de puissants qui discutent entre pairs et imposent ensuite leurs décisions à l'ensemble des citoyens¹. »

En fait, ce concept a fait partie de la rhétorique social-démocrate pendant bien longtemps. Pour Jaurès, par exemple, l'État était l'expression à la fois de l'« oligarchie bourgeoise et capitaliste », de la démocratie et de la « puissance prolétarienne », car l'influence de la bourgeoisie, bien que dominante, n'excluait pas celle de la démocratie et du prolétariat. Il admettait ainsi la coexistence au sein de l'État de diverses classes dont ces fameuses « oligarchies » – qu'il nommait « oligarchie d'argent », « oligarchie bourgeoise », « possédante » ou « oligarchies souveraines du travail national ».

L'État interclassiste de Jaurès est-il si différent de celui de nos actuels sociaux-démocrates socialistes, verts, communistes ou mélanchonistes ? L'objectif était alors, tout comme aujourd'hui, de « socialiser » l'État au moyen d'une politique fiscale plus équilibrée. « À mesure que la démocratie et le prolétariat accroîtront leur influence sur l'État moderne, ils accroîtront par-là même leur influence et leurs prises sur le budget de l'état moderne transformé². » La voie pour y parvenir était celle du suffrage universel qui, écrivait-il, « est aujourd'hui pour la bourgeoisie une garantie contre les surprises de la violence et contre les formes anarchiques de la révolution sociale, et il est pour le prolétariat, si celui-ci en sait faire fortement usage, l'instrument décisif d'une transformation libératrice de la propriété³. » Jaurès reprochait d'ailleurs aux radicaux de défendre avec vigueur « la propriété individuelle », alors que la propriété capitaliste évoluait vers « une sorte de commu-

1 – Kempf H., *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, éd. du Seuil, 2011.

2 – Jaurès, *Études socialistes*, 1902.

3 – Jaurès, *Discours parlementaires*, T1, 1904.

nisme oligarchique » que le prolétariat avait pour mission de convertir en un « communisme démocratique universel ».

Il faut donc attendre la fin du XX^e siècle pour voir triompher l'illusion d'une démocratie représentative sans minorités riches et puissantes, si tel est le sens du mot « oligarchies ». Car on savait auparavant, quelles qu'aient pu être les illusions réformistes partagées par ailleurs, que la démocratie bourgeoise et représentative comportait en son sein des groupes d'administrateurs gérant l'institution d'en haut, « selon des mécanismes oligarchiques⁴ » et jouissant d'une stabilité complète dans leurs fonctions.

Où passe la frontière entre démocratie et oligarchie ? Tocqueville ne craignait pas d'affirmer que « ce serait faire injure aux républiques que d'appeler de ce nom l'oligarchie qui régnait sur la France en 1793⁵ ». Seuls les États-Unis avaient, selon lui, réalisé une grande république démocratique. Il constatait par ailleurs que les formes démocratiques qui régissaient la direction des villes européennes étaient devenues méconnaissables au XVIII^e siècle. Au XV^e siècle, ces villes étaient dirigées par une assemblée générale populaire et le peuple tout entier élisait ses officiers municipaux. C'était à lui qu'on rendait compte, alors qu'au XVIII^e siècle, l'assemblée n'était plus élue par la masse du public. Elle était partout composée de « petites oligarchies », de quelques familles qui conduisaient toutes les affaires selon leurs intérêts particuliers, sans être responsables envers l'assemblée générale devenue presque toujours représentative. Et, concluait Tocqueville : « Le peuple, qui ne se laisse pas prendre aussi aisément qu'on se l'imagine aux vains semblants de la liberté, cesse alors partout de s'intéresser aux affaires de la commune et vit dans l'intérieur de ses propres murs comme un étranger. Inutilement ses magistrats essayent de temps en temps de réveiller en lui ce patriotisme municipal qui a fait tant de merveilles dans le moyen âge : il reste sourd. Les plus grands intérêts de la ville semblent ne plus le toucher. On voudrait qu'il allât voter, là où on a cru devoir conserver la vaine image d'une élection libre : il s'entête à s'abstenir⁶. »

Il faut donc être bien naïf pour croire que la démocratie représentative, cette forme particulière de démocratie inventée par la bourgeoisie au

4 – Meynaud J., *Les groupes de pression*, 1958.

5 – Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, II, 1835.

6 – Tocqueville, *L'Ancien régime et la Révolution*, 1856.

mépris des formes communales assembléistes instaurées au cours de la première période de son histoire, ait pu se passer d'oligarchies, et que ses institutions aient pu être égalitaires. Ou même qu'elles puissent le devenir.

Ce qui distingue un régime démocratique d'un régime proprement oligarchique, c'est simplement le suffrage universel. Selon la définition de Platon dans *La République* : « J'entends [par oligarchique] une forme de gouvernement où le cens décide de la condition de chaque citoyen, où les riches par conséquent ont le pouvoir auquel les pauvres n'ont aucune part », le cens étant le montant de l'impôt (direct ou foncier) que doit payer un individu pour être électeur ou éligible.

Aristote a apporté des précisions à la théorie de Platon. Il fait état d'une gradualité entre une forme d'oligarchie qui se distingue par la fixation d'un cens assez élevé pour que les pauvres, bien qu'en majorité, ne puissent atteindre au pouvoir, ouvert à ceux-là seuls qui possèdent le revenu fixé par la loi, et à l'autre extrême, la tyrannie basée sur l'hérédité de la souveraineté et des magistrats qui se substituent au règne de la loi⁷. Admirons la lucidité politique d'Aristote : pour lui, la république est forcément un mélange de démocratie et d'oligarchie. C'est presque par un subtil dosage qu'il définit la forme démocratique. « Ainsi, la voie du sort pour la désignation des magistrats est une institution démocratique. Le principe de l'élection, au contraire, est oligarchique ; de même que ne point exiger de cens pour les magistratures appartient à la démocratie, et qu'en exiger un appartient à l'oligarchie. L'aristocratie et la république puiseront leur système, qui acceptera ces deux dispositions, dans l'une et dans l'autre ; à l'oligarchie, elles prendront l'élection ; à la démocratie, l'affranchissement du cens. Voilà comment on peut combiner l'oligarchie et la démocratie. » Une république où se combinent parfaitement l'oligarchie et la démocratie ne doit donc pas repousser de son sein la plus grande partie de ceux qui veulent participer au pouvoir, mais se concilier l'accord unanime des membres de la cité, dont aucun ne voudrait changer le gouvernement. Et il poursuit son raisonnement en énumérant les avantages que représente une classe moyenne nombreuse, les États bien administrés étant ceux où la classe moyenne est plus développée et plus puissante que les deux autres réunies⁸.

7 – Aristote, *Le Politique*.

8 – *op. cit.*

Finalement, il semble que la « démocratie bourgeoise » se soit évertuée à adopter et appliquer à la lettre le programme d'Aristote. Et peut-être a-t-elle trouvé la formule idéale pour permettre aux oligarchies de perdurer à travers le dégoût général du peuple pour les affaires publiques qu'exposait déjà Tocqueville. Groupes de pression s'autoperpétuant sans contrôle extérieur, élections de chambres de représentants composées principalement de notables et abstention populaire face à l'inutilité du suffrage universel font de la démocratie représentative un régime permettant aux oligarchies, quelles que soient leurs rivalités et les luttes sans merci qui les opposent, de se perpétuer. Mais avec certains garde-fous : celui du suffrage universel qui protège contre le danger toujours présent d'évoluer vers des formes de gouvernement « tyranniques », et celui de classes moyennes suffisamment nombreuses pour préserver l'équilibre général.

Le haro actuel sur ces oligarchies dont certains semblent découvrir l'existence avec horreur, la désignation démagogique de ces cibles grossières, est-ce autre chose qu'une façon d'abuser de la crédulité du public et de tenter de sauver du désastre le représentationalisme éculé qui fait figure, aujourd'hui encore, de meilleur vecteur de la souveraineté populaire ?

SUR « L'EN COMMUN »

Jacques GUIGOU et Jacques WAJNSZTEJN

C'est une notion assez courante aujourd'hui car, malgré sa généralité, elle exprime bien une dimension de la séparation dont les effets conduisent les individus à ne plus vraiment faire société. Comme nous l'avons dit plusieurs fois, la société civile n'existe plus dans la société capitalisée.

Par ailleurs, « l'en commun » ne peut pas être assimilée à la communauté humaine. Les deux notions n'ont ni la même genèse social-historique, ni le même contenu théorique et pratique. Voyons cela de plus près.

L'en commun est une notion récente, promue par la philosophie politique anti-totalitariste. Elle est liée à la démocratie et notamment à la critique métaphysique et philosophique des totalitarismes après la Seconde Guerre mondiale. En référence à Heidegger et à Jaspers, c'est Hannah Arendt qui contribue à élaborer la notion en lui donnant le sens de création d'un espace public inter-humain où la liberté peut apparaître. Une fois conquis contre les asservissements et les enfermements – y compris dans des révolutions – l'en commun rend alors possible l'expérience humaine du sens collectif et de l'action politique ; ce qu'elle nomme une « agora du sens ».

Dans les années 70/80, un métaphysicien de gauche comme Jean-Luc Nancy a retravaillé les concepts de commun, de communauté et d'en commun (cf. *La communauté désœuvrée*), sans avancée significative puisqu'il reste fixé dans la sphère de « la totalité des étants », c'est-à-dire dans une référence à un en commun abstrait qui s'apparente finalement à la communauté religieuse (et chez lui, comme chez Michel Henry d'ailleurs, la communauté originelle des chrétiens en constitue le meilleur modèle historique).

L'autre impasse des courants, plus récents et plus « vulgaires », qui se réfèrent à de « l'en commun » est celle des citoyennismes et leurs diverses variantes républicaines et/ou communautaristes : recréer du lien social pour les politiques urbaines et les médiateurs sociaux ; valoriser les réseaux et les « communautés virtuelles », affirmer des identités particulières, etc.

C'est aussi une perspective qu'on retrouve chez Michéa et ses références à la *common decency* d'Orwell, même si la démarche est moins directement politique. La *common decency* d'Orwell, réactivée par Michéa, est en effet plus anthropologique que politique ; c'est le bon sens commun, la conscience des bonnes mœurs partagées par le plus grand nombre, le réalisme partagé, le consensus moral, le comportement socialement attendu. Contrairement à l'en commun, la *common decency* ne relève pas d'une volonté politique de type rousseauiste ou illuministe, puis jacobine. L'en commun de Robespierre, c'est l'unité supérieure de l'État-nation, la communauté des citoyens consacrée et hypostasiée par le culte de « l'Être suprême ». Il n'y a pas de *common decency* dans la Révolution française, mais il y a de l'en commun.

Dans l'en commun de Saint Just, d'Arendt et de J.-L. Nancy il n'y a pas la nostalgie d'une perte, pas davantage de tentative pour retrouver un état antérieur édénique. C'est une volonté politique de créer pour le présent et l'avenir une sphère politique séparée dans laquelle les citoyens exercent leur liberté. Il n'y a pas de tronc commun entre l'en commun et la *common decency*. L'un est un phylum (démocratique), l'autre est un résultat (un modèle culturel, un mode de vie).

Il nous semble qu'il vaut mieux aborder la question de la tension entre individu et communauté à partir de la production historique de rapports sociaux spécifiques et situés (par exemple le citoyen athénien, l'individu bourgeois, le prolétaire et sa subsomption dans la classe, l'individu quelconque de la société capitalisée...).

[suite de la 4^e de couverture]

Il en est de même de la notion de « système » capitaliste : le capital ne tend vers l'unité qu'à travers des processus complexes de division et de fragmentation qui restent porteurs de contradictions et réservent des possibilités de crises et de luttes futures.

C'est bien pour cela qu'il y a encore « société » et que nous parlons de « société capitalisée ». Le capital n'a pas engendré une domestication totale car il se fait milieu, valeurs, culture. Il y a bien une révolution du capital dont les signes se lisent, d'une part, dans une financiarisation et une virtualisation croissantes, d'autre part dans une adhésion partielle des individus à ces valeurs, à cette culture, à cette « ambiance ». L'hypothèse de « crise finale » d'un capitalisme qui posséderait une forte dynamique le poussant à « creuser sa propre tombe » a été démentie par les faits, même si sa dynamique actuelle repose sur le risque et donc suppose l'existence de crises.

Le capital n'a pas de forme consacrée. Si sa forme industrielle a pu constituer pendant une brève période, à l'échelle historique, un facteur de stabilisation, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous rejetons tout déterminisme, qu'il débouche sur l'idée d'une stabilisation automatique ou sur la croyance en un auto-effondrement spontané. Les jeux de puissance des uns, l'esprit de commerce ou d'entreprise et la soif de profit des autres, le désir d'un travail bien fait, l'intérêt pour la recherche et la création de savoirs chez d'autres enfin, le poussent sans cesse vers l'innovation. Nous assistons à ce mouvement au cours duquel la société capitalisée s'émancipe de ses contraintes sans que nous-mêmes ayons révolutionné ce monde. Quelle perspective alors nous permettrait-elle de maintenir notre hypothèse révolutionnaire ?

Le capital, dans ses nouvelles tendances, s'appuie sur une organisation en réseaux où les flux de matière et d'énergie ne dépendent pas seulement de la logique du profit, mais aussi des jeux de puissance au sein de ces réseaux. Aujourd'hui, l'État a perdu l'autonomie relative qui était la sienne dans la société de classes. La forme contemporaine de l'État-réseau, présent et actif partout, participatif et englobant, ne se pose plus en superstructure par rapport à une infrastructure capitaliste. Il y a symbiose entre État et capital selon la théorie des trois niveaux que nous avons développée dans notre précédent numéro. L'État n'est pas en surplomb de la société, puisqu'il a recours aux outils connexionnistes pour résorber ses institutions dans diverses formes d'intermédiation. Il en résulte que la forme de domination qu'il exerce n'est plus extérieure aux individus, mais basée sur l'internisation/subjectivisation des normes et des modèles dominants. Parmi ces modèles, celui de la technique joue un rôle central dans la stratification et la structuration de la vie sociale car il n'est pas un sous-produit manipulable à volonté, la seule question fondamentale demeurant celle de l'État ou de l'idée de pouvoir global que ce terme inspire. Bien au contraire, c'est la question de la technique qui se pose en premier lieu et influence de manière décisive les autres choix politiques. Toutefois, si les réseaux techniques ont une influence déterminante sur la dynamique du capital, nous critiquons l'hypothèse d'un « système » technique autonome ou « macro-système », même si ce dernier terme peut avoir une valeur heuristique à condition de lui soustraire les idées d'autonomie ou d'automatisme, de cohérence intrinsèque ou de finalisme qui lui sont généralement associées comme dans l'hypothèse du « capital automate ».

[suite en 3^e de couverture]